



RAPPORT DE GESTION 2023

Office De l'Eau
Martinique



Sommaire

PRÉAMBULE

LES MISSIONS ET L'ÉQUIPE ODE

Organigramme de l'ODE au 31/12/2021.....p. 23

I - RESSOURCES ET DES MOYENS GÉNÉRAUX

Fiche 1 - Ressources humainesp. 25

Fiche 2 - Commande publique et affaires juridiques.....p. 42

Fiche 3 - Comptabilité et moyens logistiques.....p. 52

II - INTERVENTIONS FINANCIÈRES

Fiche 4 - Interventions financières - Pôle redevancesp. 60

Fiche 5 - Interventions financières - Pôle subventions.....p. 69

III - ÉTUDES, CONNAISSANCES ET APPUI AU TERRITOIRE

Fiche 6 - Expertise technique et réglementaire en eau et aménagement.....p. 77

Fiche 7 - Formation des acteurs de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques
..... p. 85

Fiche 8 - Connaissance des Milieux et Pressionsp. 91

Fiche 9 - Cellule terrainp. 104

Fiche 10 - Politiques de bassin.....p. 109

Fiche 11 - Partenariats ODE.....p. 115

IV - INFORMATION, DONNÉES, SENSIBILISATION ET COMMUNICATION

Fiche 12 - Valorisation multimédia de l'information sur l'eau, et information du grand publicp. 124

Fiche 13 - Observatoire de l'eau de Martiniquep. 131

Fiche 14 - Animation et sensibilisationp. 139

Fiche 15 - Communication institutionnellep. 153

V - COOPÉRATION INTERNATIONALE

Fiche 16 - Coopération institutionnelle.....p. 164

Fiche 17 - Coopération régionalep. 170

VI - STRATÉGIE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Fiche 18 - Secrétariat du Conseil d'Administrationp. 176

VII - BILAN GÉNÉRAL 2023

Tableau d'exécution de la programmation ODE 2023p. 181

VIII - PERSPECTIVES 2024

Perspectives de travail 2024.....p. 188

Tableau de la programmation prévisionnelle ODE 2024.....p. 194



Préambule

Éléments synthétiques du Rapport de Gestion 2023

Principaux faits marquants

➤ **2023 : année du relogement de l'ODE et de l'inauguration du nouveau siège**

Après une acquisition d'un bâtiment en R+3 d'un peu moins de 800 m², en VEFA (Vente en Etat Futur d'Achèvement) en septembre 2021, une phase de travaux d'aménagement d'environ 12 mois, les équipes de l'ODE se sont installées dans les nouveaux locaux au 140 boulevard Pointe des Nègres, le 1^{er} juillet 2023.

Dans la foulée le Président Lucien SALIBER, en présence de Madame Magdeleine de GRANDMAISON et de Mr Claude LISE a inauguré le 14 septembre 2023 ces nouveaux locaux.

Ce déménagement est l'occasion pour l'ODE Martinique d'ouvrir une nouvelle page de son histoire, établissement résolument modernisé, après plus de 20 ans d'existence. La nouvelle configuration favorise la cohésion d'équipe en rassemblant l'ensemble du collectif sur un même site. Elle permet d'accueillir les réunions du Conseil d'Administration qui étaient jusqu'alors délocalisées, de même l'accueil des personnes en situation de handicap est maintenant possible. Par ailleurs, ce bâtiment aux dernières normes de construction française, répond parfaitement aux exigences de sécurité et de prévention liés notamment aux incendies et aux risques sismiques.

Enfin l'emplacement de ce nouveau siège se situant dans le même environnement géographique que la précédente adresse, n'a pas impacté l'organisation personnelle et familiale des agents, ce qui a facilité l'acceptation de ce nouvel espace de travail.

➤ **Une diminution de la demande de financement pour l'infrastructure d'eau et d'assainissement en grande partie relayée au niveau du guichet Europe.**

La diminution de la consommation des enveloppes financières de l'ODE fléchées sur l'infrastructure sur l'eau et l'assainissement est très sensible en 2023.

Plusieurs éléments expliquent un phénomène de glissement de la demande vers les fonds Européens.

- La clôture du Programme Européen PO 2014/2020 au 31 décembre 2023 a conduit les Collectivités compétentes à porter leur priorité sur le bouclage des dossiers « Europe » avant le 31 décembre 2023, plutôt que de déposer de nouvelles demandes sur le guichet ODE.

- Certaines opérations fléchées au départ sur les enveloppes ODE ont été annulées pour être reportées sur le guichet Europe dans l'objectif de consommer au maximum les enveloppes avant le 31 décembre 2023.
- Peu de nouvelles opérations ont vu le jour en 2023, il s'est agi plutôt de finalisation d'opération déjà anciennes, datant pour la plupart de 2020 (post crise sécheresse)
- Les nouveaux projets connus aujourd'hui attendent l'ouverture du nouveau guichet Europe PO 2021-2027. En effet les Collectivités pour mieux financer leurs opérations ont besoin certes des guichets ODE et OFB toujours actifs, mais également de co-financements européens afin de boucler leurs plans de financements. Résultats les nouveaux projets ne sont pas à ce jour déposés à l'ODE

Au-delà des difficultés objectivement occasionnées par le calendrier de programmation Européen (Fin d'un programme et ouverture d'un nouveau programme fin 2023), les principaux bailleurs de fonds que sont l'OFB, les fonds Européens et l'ODE partagent les mêmes constats suivants :

- Grande inertie au niveau des services opérationnels (ingénierie) des collectivités quant à l'aboutissement et à la remontée des projets en vue de financement
- Difficultés à assurer la complétude des dossiers
- Inertie pour le lancement des marchés idoines
- Peu de capacité en trésorerie, créant souvent une incapacité à préfinancer ou à prévoir une participation en fonds propres.

Conséquences : de nombreux chantiers programmés pour certains depuis plus de 10 ans, ne voient pas le jour et conduisent à des effets fâcheux pour l'aménagement des territoires en infrastructures d'eau et d'assainissement.

➤ **Des exploitants qui ont du mal à honorer leurs obligations de reversement de la redevance**

L'ODE observe en 2023 une dégradation de la relation financière avec les exploitants. En effet des impayés atteignant plusieurs millions pour Odysse et la SME ont été constatés à fin 2023.

Or les moyens financiers de l'ODE reposent essentiellement sur les redevances des ménages collectées sur les factures d'eau par les exploitants. Ces taxes collectées auprès des redevables représentent 90% substantielle du budget d'intervention financière de l'ODE. Les recettes perçues permettent notamment d'exécuter les différentes actions du Programme Pluriannuel d'Intervention parmi lesquelles les subventions aux porteurs de projet, qui sont pour la plupart déjà engagées.

Pour mémoire, le mécanisme de collecte des redevances par les exploitants correspond normalement à des flux comptables et financier neutres. En effet, les sommes collectées sur les factures d'eau devraient être provisionnées sur un compte de tiers distinct puis reversées de façon fractionnée sous forme d'acomptes mensuels à l'ODE. C'est une obligation légale. Enfin les exploitants sont rémunérés par l'ODE, à la facture acquittée, pour l'accomplissement de ce service.

L'interruption du recouvrement des redevances porte donc atteinte à la capacité d'intervention de l'ODE et risque d'entraîner à terme des difficultés de trésorerie pour l'établissement.

Cette situation a fait l'objet d'interventions auprès de Mme la Payeur ainsi que des exploitants débiteurs.

- **2023 : Une réforme de la redevance en préparation, l'ODE a été associé aux travaux**

Aujourd'hui

3 redevances sont dues par les usagers (domestiques et activités économiques) via la facture d'eau :

A-Redevance prélèvement (*assise sur les volumes prélevés dans les rivières et les nappes*) due par tous les abonnés (**20%** de la recette)

B-Redevance pollution (*assise sur les volumes d'eau potable consommés*) due par tous les abonnés (**65%** de la recette de redevance)

C-Redevance modernisation des réseaux de collecte (*assise sur les volumes d'assainissement collectif*) due uniquement par les abonnés assainissement (**12%** de la recette)

- *Les autres redevances (prélèvements industries, irrigation, vente de phytosanitaire...) représentent seulement 3% de la recette.*

Demain

2 redevances seront dues par les usagers (domestiques et activités économiques) via la facture d'eau :

A-Redevance prélèvement (*assise sur les volumes prélevés dans les rivières et les nappes*) due par tous les abonnés qui reste inchangée

B-Nouvelle Redevance consommation d'eau (*assise sur les volumes d'eau potable consommés*) due par tous les abonnés

2 nouvelles redevances seront dues directement par les collectivités :

A-Redevance pour performance des réseaux d'eau potable (*assise sur les volumes d'eau potable consommés et modulée par des critères de performance du service. Par ex : taux de fuite ou connaissance du patrimoine*)

B-Redevance pour performance des systèmes d'assainissement (*assise sur les volumes d'assainissement collectif*) et modulée par des critères de performance. Par ex : performance des stations d'épuration)

Les redevances pollution et modernisation des réseaux de collecte sont abrogées.

- **Les autres redevances (prélèvements industries, irrigation, vente de phytosanitaire...) ne sont pas modifiées.**

Au niveau national, il est demandé aux agences de l'eau de limiter la recette des deux nouvelles redevances de performance à **50%** maximum de la recette de la redevance sur la consommation d'eau potable.

Ce seuil n'est pas fixé dans le projet de Loi pour les Offices de l'Eau d'Outremer mais pourrait figurer dans un décret d'application.

Les Offices de l'Eau identifient un double risque :

- des pertes de recettes due à la modification de la répartition des assiettes
- des difficulté de recouvrement des redevances auprès des collectivités.

- **Demande de l'Office de l'Eau Martinique**

Conserver à minima le volumes des recettes collectées via la facture d'eau selon deux orientations :

- a) En jouant sur la répartition des nouvelles redevances, tout en gardant l'effet vertueux de la réforme (introduction d'un objectif minimal de performance pour les collectivités).

La recette pourrait être assise à 90% sur la redevance de consommation et 10% cumulées sur les deux redevances de performance.

- b) En collectant les redevances de performances auprès de l'exploitant assurant la facturation du service.

Dans cette hypothèse, un amendement doit être proposé.

Les discussions ont eu cours toute l'année 2023, l'ODE Martinique a pris le leadership au niveau de 4 ODE des Outremer dans le cadre des travaux avec la direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB). Certaines avancées ont été faites par le ministère. La réforme est prévue pour le 1^{er} janvier 2025, les travaux préparatifs se poursuivront en 2024.

- **Le principe de solidarité interbassin de moins en moins effectif dans les faits**

La notion de solidarité interbassin instaurée avec la LEMA en 2026 entre les agences de l'eau nationales et les Offices de l'eau dans les territoires d'outremer est de moins en moins une réalité. Un mouvement de baisse générale des participations de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) est observé. Cet organisme est chargé de la redistribution d'une part des redevances collectées par les agences de l'eau au niveau national vers les ODE des Outremer. Il est par ailleurs annoncé pour les prochaines années une poursuite de ce mouvement de désengagement national.

Quelques chiffres sur les principaux chantiers stratégiques et/ou obligatoires réglementairement conduits par l'ODE.

-SDAGE 2023/2027 participation de l'OFB 80% (précédemment 80%), une stabilité qui ne va pas être maintenue sur le prochain exercice.

-Etat des Lieux 2023/2025 participation OFB 50% (précédemment 80%)

-Suivi de la qualité des milieux aquatiques dans le cadre DCE participation 2023 80%, annoncé 70% pour 2024 (précédemment 80% garantis)

Conséquence : Avec d'une part le prix des études en constante augmentation, et d'autre part les participations de l'Etat en constante baisse, l'ODE sera conduit à faire des choix financiers pour mettre en œuvre certaines études ou chantiers

➤ **Une pression assainissement qui reste très préoccupante en Martinique malgré un début de prise de conscience**

La pression assainissement reste l'une des pressions majeures exercée sur les milieux aquatiques en Martinique (données EDL 2018/2019).

[Assainissement collectif 43% des abonnés \(analyse tenant compte de données 2022\)](#)

Le taux de conformité global des STEU de Martinique est faible : 18 %. Il diminue encore (9 %) lorsque l'on isole les STEU de capacité supérieure à 2000 EH (équivalent habitant). Ce sont pourtant celles qui traitent les charges de pollutions les plus élevées et qui doivent donc faire l'objet d'une attention renforcée.

Concernant la CACEM et la CAESM, les choses s'améliorent. Les taux de conformité augmentent. De 0 à 19 % pour la CACEM et de 16 à 25% pour la CEASM (chiffres 2022). Ils restent cependant faibles. Le taux de conformité de Cap Nord n'évolue pas et reste à 11%.

En 2022 30% des STEU, soit un tiers, méritent d'être réhabilités.

SYNTHESE DES CONFORMITES

	Cacem	Espace Sud	Cap Nord	TOTAL
2022 (toutes STEU publiques)	19 %	25 %	11 %	18 %
2022 (> 2 000 eH)	38 %	0 %	7 %	9 %
Objectif court terme	86 %	61 %	52 %	60 %

Les causes de non-conformités :

5 % pour un problème de **planification** (il manque des bilans 24h d'autosurveillance - > manque de rigueur de l'exploitant et de vigilance du MOA).

5 % à cause d'un problème **d'exploitation** : la STEU est bien équipée mais les agents en charge de l'exploitation ne sont probablement pas assez qualifiés pour faire fonctionner suffisamment bien la station.

37 % à du a un **manque d'équipement d'autosurveillance**, par exemple un débitmètre sur un trop plein. On parle de 200 à 2000 € en général. Les MOA n'ont pas engagé les travaux.

8 % à cause **d'une erreur ou d'une interprétation dans l'arrêté préfectoral**. Les MOA devaient rédiger des courriers de demande de modification depuis plusieurs années

27% à cause de **STEU trop anciennes, vétustes ou insuffisamment bien équipées** au vu des normes de rejet exigées -> nécessite des travaux lourds.

On estime pouvoir atteindre 60 % de conformité des STEU à court terme. Les problématiques entraînant des non-conformités peuvent être résolues sans nécessiter des travaux lourds et coûteux.

On observe que les travaux en eau potable restent encore prioritaires par rapport à l'assainissement pour l'ensembles des maîtres d'ouvrage. L'enjeu de la pollution par l'assainissement ne semble pas être appréhendé à sa juste mesure. On note un intérêt grandissant des organes de presse et des hommes politiques pour ces problématiques.

Assainissement non collectif (57 % des abonnés)

Le contexte foncier martiniquais pose des problèmes en termes d'assainissement individuel (pentes, étroitesse des parcelles, peu de perméabilité, émiettement de l'habitat ...). Cet assainissement non collectif représente 2/3 des émissions des émissions de pollution dans les milieux aquatiques. Estimation des rejets sur les eaux littorales 167 tonnes /an.

-75 000 installations individuelles sur toute la Martinique, dont 90 % sont non conformes, ces chiffres sont malheureusement stables depuis l'Etat Des Lieux 2019.

-Plus de 200 mini et petites STEU relevant de l'ANC (lotissement, résidences, zones d'activités) sont à 95% non conformes (Une étude relancée en 2023 devrait confirmer ces chiffres).

-Les réhabilitations ne sont pas opérées car trop onéreuses pour les particuliers (entre 13 000 et 15 000 euros en 2023).

➤ **Le DFAP (Dispositif de Financement de l'Assainissement pour les Particuliers)**

Pour rappel ce dispositif vise à financer les particuliers pour la réhabilitation de leur fosse septique en s'appuyant sur des critères environnementaux. L'ODE pour se faire s'est entouré d'un réseau de financeurs (CAF, CTM, EPCIs, CGSS), et d'un

réseau de professionnels de la plomberie dans le cadre du DFAP-PRO (18 professionnels agréés fin 2023)

Après un démarrage difficile en 2022, l'année 2023 connaît une montée en charge du nombre de dossiers DFAP en instruction au sein des SPANCS, soit actuellement une trentaine de dossiers dans les 3 EPCIs. En très grande majorité ce sont des dossiers portant sur des sujets de réhabilitation (seulement 3 ou 4 dossiers de raccordement au réseau collectif).

Toutefois, on note peu de réalisation de travaux parfaitement finalisés à ce jour. Seuls 2 dossiers ont été présentés au paiement.

Il faut noter qu'en 2023 le zonage du DFAP a connu deux élargissements à la demande de la CAESM et de CAP Nord. En 2024 à la demande des membres du CA, une étude sera menée afin d'évaluer la faisabilité financière et technique d'ouvrir l'accès au DFAP à l'ensemble du territoire Martinique.

Enfin, il reste qu'en matière d'ANC la coercition est pratiquement inexistante : les pénalités ne sont pas mises en place, avec peu ou pas de mobilisation des pouvoirs de police du Maire. Finalement, les comportements ont du mal à évoluer.

Une des modalités de réhabilitation fondée sur la nature devrait évoluer dans les prochaines années : il s'agirait de réglementer législativement les filtres plantés pour l'ANC, mais également définir et autoriser les filières composites « sans défauts techniques » chez les particuliers.

Aussi la notion de conformité pourrait trouver une adaptation législative, permettant aux particuliers Martiniquais d'avoir un équipement ANC affichant un impact pollution nul sur les milieux aquatiques. Il faut préciser que la réduction de la pollution assainissement sur les milieux aquatiques est l'objectif N°1 recherché par l'ODE, ce en parfaite adéquation avec le SDAGE en cours.

➤ **Les rendements des réseaux d'eau potable sont encore insatisfaisants**

Les constats sur le rendement très faible des réseaux ne sont pas nouveaux, les ratios sont connus depuis très longtemps. Cependant, et malgré les engagements pris après la crise sécheresse de 2020 les améliorations ne sont pas notoires.

Les chiffres restent autour de 50 % en moyenne de rendement en Martinique, soit 50% de perte de la ressource après prélèvement. Il convient cependant de préciser que tous les territoires ne subissent pas les mêmes pertes. Dans le sud de l'île, les rendements sont annoncés en moyenne à 80% par l'exploitant.

Les investissements doivent se poursuivre sur le remplacement des réseaux défectueux, dans le même temps, les EPCIs doivent améliorer la connaissance de leur patrimoine, pour au final mieux piloter les fuites. Sur ce dernier point les investissements doivent être poursuivis afin d'automatiser cette mission.

Panorama chiffré de l'action de l'ODE en 2023

1- Pour mettre en œuvre ses missions l'ODE a mobilisé en 2023 des moyens humains et financiers

➤ Les effectifs restent stables à l'ODE en 2023

Les effectifs sont relativement stables par rapport à 2022, et la moyenne d'âge à l'ODE s'établit à 42,48 ans.

Les équipes sont féminisées à 72,41%, ce qui inscrit l'ODE dans la tradition des collectivités territoriales.

Le niveau d'expertise reste élevé et se traduit par une importante proportion de cadre A soit 41,38 %.

L'équipe de l'ODE se compose au 31 décembre 2023 de 29 agents (30 en 2022)

Comparatif de la masse salariale (chapitre 012) :

2023 : 1.941.642 €

2022 : 1.899.968 €

La masse salariale s'inscrit en légère augmentation mais demeure maîtrisée.

➤ Le budget d'exécution de l'ODE en 2022 – Compte Administratif

A fin 2023, le budget d'exécution de l'ODE s'élève à **17.801.899,60 €** (12.737.989,07 € en 2022).

Les recettes de fonctionnement ont progressé, passant de 10 796 338,60€ en 2022 à **15 406 479,61€ en 2023**, sous l'effet d'une part, du volume de subventions perçues plus élevé en 2023 (**1 942 K€ en 2023** contre 486 K€ en 2022) et d'autre part de l'augmentation significative des produits des impôts et taxes qui se chiffrent à **13 182 K€ en 2023** contre 10 005 K€ en 2022.

Les charges de fonctionnement s'inscrivent également à la hausse, passant de 7 062 957€ à **10 015 430€** sous l'effet notamment de l'augmentation dépenses pour les études et recherches à visée de développement de la connaissance (**2 360 K€ en 2023** contre 1 330 K€ l'an dernier) et de l'accroissement des subventions versées par l'ODE aux différents partenaires publics ou privés (**2 026 K€ en 2023** contre 1 117 K€ en 2022).

S'agissant de la section d'investissement, en 2023, le montant total des dépenses d'investissement, à **3 409 K€** est relativement stable par rapport à 2022 (-1,3%).

La section d'investissement affiche un besoin de financement de **1 013 702€**, qui sera couvert par l'excédent de fonctionnement.

Les autres dotations

D'une part, le volume de subventions perçues a été beaucoup plus élevé en 2023 (**1 942 K€ contre 486 K€ en 2022**). En effet, les subventions perçues par l'Etat (OFB principalement), sont beaucoup plus conséquentes cette année (854.231,03 € versées en 2023 contre 397.256,26 € en 2022, soit +115%) faisant suite aux remontées de dépenses effectuées par l'ODE sur des projets arrivés à échéance (solde de la convention 2021) et aussi de versements intermédiaires effectués au titre de convention 2022 et d'avances opérées sur la convention 2023.

Toutefois, il est à prévoir une réduction des niveaux de subventionnement, annoncé par l'OFB, pour les futurs projets menés par l'ODE.

Ainsi, à la fin de l'exercice 2023, l'ODE présente des résultats financiers positifs avec une section de fonctionnement qui dégage un excédent de **5 391 048,97€**. Les charges de structure et de personnel (1 941 K€ en 2023), demeurent maîtrisées en dessous de 25% des recettes de fonctionnement.

Synthèse de l'activité comptable en 2023 dans le tableau ci-après :

Nombre de mandats émis	1651
Nombre de titres émis	298
Délai global de paiement en jour (dont 25,8 J pour l'ordonnateur)	38,79j
Subventions de fonctionnement accordées aux collectivités et usagers privés (en % des dépenses de fonctionnement)	27%
Subventions d'investissement accordées aux collectivités et usagers privés (en % des dépenses d'investissement)	82%
Charges de personnel (en % des recettes de fonctionnement)	13%
Taux de charges de structure incluant les charges de personnel (en % des recettes de fonctionnement)	15%
Evolution des Restes à Réaliser (par rapport à 2022)	-19,8%
Etat des Restes à réaliser à fin 2023	7 860 868 €

➤ **Activité du service marché**

S'agissant des marchés conclus (signés) au titre de l'année 2023, on dénombre **21** marchés publics.

- 7 marchés concernent des procédures initiées en 2022
- 14 marchés concernent des procédures initiées en 2023

Ces marchés conclus en 2023 représentent un volume financier de **4 913 932,60 € TTC** répartis de la façon suivante :

- 4 804 930,36 € TTC** pour des marchés de service
- 98 097,99 € TTC** pour des marchés de fourniture
- 10 904,25 € TTC** pour des marchés de travaux

L'activité reste essentiellement tournée vers la passation de marchés de services et fournitures (94 % des consultations), les marchés de travaux restent résiduels. Cette situation se justifie au regard des missions dévolues à l'institution. Le marché de travaux a concerné l'aménagement du nouveau siège de l'ODE (travaux de plomberie).

2- Collecter la redevance et la redistribuer sous forme de subvention

- **La redevance 2022 (collecte 2023) affiche une stabilité des recettes provenant de la redevance**

En 2022, le montant global des redevances (tous usages confondus) s'élève à **9 118 433 €**, dont 8 863 742 € en provenance des factures d'eau (soit 97,2 %). Par rapport à l'exercice 2021, la recette globale reste relativement stable.

Répartition et évolution des recettes sur les 5 derniers exercices

Type de redevances	2018	2019	2020	2021	2022
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, activités économiques payé par les activités économiques (industries, stations de lavage de bananes)	25 041 €	24 649 €	27 628 €	29 296 €	27 235 €
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, activité irrigation payé par les irrigants	42 228 €	48 590 €	78 246 €	83 249 €	106 003 €
Redevance pour pollutions diffuses payée par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutée sur le prix des produits (part Office De l'Eau)	116 804 €	160 426 €	149 237 €	146 823 €	121 453 €
Redevance pour RCD	1 343 034 €	1 270 480 €	997 002 €	1 196 870 €	1 070 561 €
Redevance RPC, collectivités	2 197 993 €	2 106 707 €	2 132 570 €	2 156 619 €	2 277 335 €
Redevance pour Pollution Domestique	5 595 659 €	5 125 044 €	4 304 088 €	5 545 573 €	5 515 846 €
Redevance pour Pollution non Domestique	/	/	116 385 €	/	/
Redevance pour Collecte non Domestique	/	/	11 107 €	/	/
Recette Globale	9 320 759 €	8 735 896 €	7 816 263 €	9 158 430 €	9 118 433 €
Evolution		-6%	-11%	17%	0%

En orange, les données modifiées sur les exercices précédents

➤ **Le rythme des attributions de subvention en baisse notable en 2023 mais les taux d'engagement se maintiennent**

L'année 2023, première année du déploiement du 4^{ème} PPI, est marquée par un niveau général d'attribution au fil de l'eau en baisse notable. En parallèle, les outils de partenariat stratégiques et pluriannuels poursuivent leur déploiement.

Subventions au fil de l'eau

Pour 2023, le niveau d'attribution atteint un montant total de **1 888 767,00 €**.

Il est à noter une très nette diminution de ce montant par rapport à l'année précédente (**4 217 783,00 €**). Elle s'explique principalement par la baisse en proportion équivalente des attributions aux maitres d'ouvrages en eau/assainissement :

- L'année 2023 a été notamment marquée par la **clôture du PO du FEDER 2014-2020** ainsi que certaines aides du plan de relance de l'Etat. Cette situation ayant contraint les collectivités à se recentrer sur la finalisation des chantiers en cours plutôt que la constitution de nouvelles demandes. Par ailleurs, pour optimiser la consommation des fonds européens en accord avec l'ensemble des financeurs, l'ODE a minimisé voire annulé certaines contreparties initialement prévues.

- Les taux d'intervention de l'ODE sur le petit cycle de l'eau et en particulier la thématique eau potable sont en baisse par rapport au 3^{ème} PPI.

Par ailleurs, **40 décisions** ont été prises en Conseil d'Administration, dont 39 attributions et 1 complément (contre 37 attributions en 2022). On note la diminution conséquente du nombre de dossiers au bénéfice des EPCI et l'augmentation du montant des aides au domaine agricole d'un facteur 9 par rapport à 2022.

Le **taux d'engagement** pour l'année 2023 s'élève à **54 %** contre 97 % pour l'année 2022. La diminution du taux d'engagement est liée au non-retour des conventions signées en 2023 suite au Conseil d'Administration de décembre 2023. En revanche, le taux d'engagement pour les conseils précédents est de 100%.

➤ **Les attributions financières dans le cadre des partenariats restent dynamiques**

Au total, en 2023, 13 partenaires ODE déploient des actions répondant aux objectifs des politiques de bassin du PPI de l'ODE.

67 actions 2023 de partenariats relevant des politiques de bassins dont 80 % du volume d'activité (soit 54 actions) ont débuté ou sont terminées.

A noter que le PAIC (Programme d'Action d'Intérêt Commun) ODE/Parc Marin porte en 2023 sur 40 actions dont 90 % ont débuté ou sont terminées.

En 2023 les partenariats dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de bassin représentent un montant d'aide total de **1 121 393 €**.

Ces aides ont été engagées à 30% du programme voté, les engagements ont été soldés par des paiements à 100%.

➤ D'autres partenariats sont pilotés par la Direction de la Connaissance et des Interventions :

- partenariat avec les **chambres consulaires de Commerce et d'Industrie (CCIM), de Métiers et d'Artisanat (CMAM) et Chambre d'agriculture de Martinique (CAM)** visant des actions variées : sensibilisation et formation des entrepreneurs, réduction des consommations d'eau, amélioration de la gestion des effluents et déchets.

-Ces partenariats prévoient pour chacun d'eux le **financement d'un poste de chargé de mission eau et assainissement localisé dans les chambres, dédié à l'animation et la mise en œuvre du programme d'action.**

- Ces interfaces représentent pour l'ODE un moyen de toucher avec plus d'efficacité la cible des entreprises qui n'est pas homogène et qui est dispersée sur l'ensemble du territoire. Ces partenariats font écho à ceux opérés par l'ADEME qui fonctionne de la même manière dans le domaine des déchets, de l'énergie et de l'économie circulaire avec également des postes financés dans les deux chambres.

Pour la DCI les partenariats sont en cours avec notamment les 3 chambres consulaires, ainsi que 2 organismes HLM. Sur l'année 2023 ces partenariats n'ont pas fait l'objet de dépenses.

A noter que, l'établissement dont l'une des missions principales est d'attribuer des aides financières, n'est pas maître de la mise en œuvre des projets, responsabilité qui revient aux opérateurs. La gestion rigoureuse des conventionnements (dégagements et/ou prorogations, délais d'exécution), est l'un des axes d'amélioration continu du taux d'engagement et de paiement des aides.

3- Développer la connaissance des milieux et des pressions qui y sont exercées – Développer l'expertise

La surveillance de la qualité des milieux aquatiques, dans son ensemble représente **28 %** du temps passé avec une prépondérance forte du suivi des cours d'eau (**15%** du temps passé du service).

Le traitement des données et la production de rapports en interne représente **11%** de l'activité du service et comprend également l'analyse des données d'autosurveillance des STEU en plus des rapports de surveillances pesticide et DCE des cours d'eau.

Les études de connaissance et de suivi/réduction des pressions prennent également une place importante (**25% du temps passé**) dans l'activité du service.

13 % du temps du service est consacré à l'appui techniques avec une part importante dédiée aux collectivités sur la partie assainissement collectif :

Il est à noter que la participation du service CMP aux actions de communication et de sensibilisation est notable en 2023 avec **44** jours de travail.

Chiffres clés 2023

- Un total de **102 jours** de terrain dont 55 jours pour le suivi des cours d'eau, 5 jours pour le projet TerreRHUM et 10 jours pour la réalisation de prélèvements dans le cadre de signalements de pollutions par nos partenaires (OFB, DAAF, ...)
- **16** rapports d'étude ou d'actions vérifiés, validés et diffusés
- **5** marchés en cours dont 1 notifié en 2023
- **17** conventions en cours dont 10 signées en 2023 sur la connaissance des milieux et pour le suivi des pressions
- **Une trentaine de lettres** de commande émises pour la réalisation d'analyses, de prélèvements et de contrôle de STEU
- Participation à **243** réunions techniques avec les partenaires

Le taux d'engagement sur la programmation 2022 est satisfaisant : 88 %. Il n'est pas de 100% en raison du report de 4 actions en 2024

Le taux de réalisation de la programmation **pluriannuelle est de 66 % et apparaît comme satisfaisant et cohérent avec le type d'activité du service**

Le montant total engagé en 2023 est plus élevé qu'en 2022. Il passe de 1 494 869,71 euros TTC en 2022 à 1 783 913,85 euros TTC en 2023. L'année 2022 avait déjà été marquée par une augmentation du montant engagé. **L'activité du service continue ainsi de croître.**

4- Appuyer les territoires et développer des politiques de bassin

➤ **Apporter conseil, appui technique et veille réglementaire**

En 2023, le suivi des projets ODE représente 27% de l'activité contre 37% en 2022. Ceci s'explique par la baisse de la mobilisation sur le DFAP. Les demandes d'agrément des professionnels sont moins fréquentes et les premiers dossiers de financement sont instruits au niveau des SPANC.

Le temps consacré au suivi des groupes de travail en 2023 (31%) varie peu par rapport à 2022 (36%). Cependant, contrairement à l'année précédente les groupes locaux (SATASPANC et Conseil scientifique) ont été plus dynamiques que les groupes nationaux. Notamment le SATASPANC avec 6 rencontres.

Bien que l'accompagnement technique et réglementaire des acteurs accuse une baisse régulière depuis 2019, s'agissant **des saisines pour avis**, le temps agent a pratiquement doublé dans ce domaine (**42% en 2023 contre 27% en 2022**). Le nombre de dossiers est plus important (plus du double en comparaison à 2022) et également plus complexe à analyser.

➤ Former les professionnels mais également le grand public

La formation des professionnels

En 2023, **10 formations** ont été réalisées. Il s'agit du double des formations réalisées en 2022. Ceci s'explique par le travail d'identification des formateurs engagé depuis l'année précédente.

La formation du grand public

En 2023, **11 actions de formation** sont comptabilisées contre 13 en 2022 et 8 en 2021, cependant la durée (nombre d'heures) des formations en 2023 est sensiblement plus longue.

Toutes formations confondues, la consommation budgétaire est en augmentation par rapport à 2022. Sur un **budget de 203 588 €, 80 % en 2023 contre 53 % en 2022.**

➤ Contribuer à l'échelle du bassin Martinique

L'activité du Pôle Politiques de Bassin a tenu ses objectifs 2023. **La distribution de la synthèse du SDAGE, de la plaquette** de vulgarisation et la mise à jour de la plateforme dédiée a permis de valoriser ces travaux de politique de l'eau.

La préparation du chantier **de l'Etat Des lieux 2025**, a été finalisée, désignation du prestataire en janvier 2024.

L'activité Politiques de Bassin a continué de déployer **son expertise**, par le co-pilotage de l'étude SHS **LITTORAL 2020**, l'accompagnement de la **thèse Sciences Humaines et SocialesHS**, par le pilotage de **l'étude sur la vulnérabilité des rivières** au changement climatique, et l'organisation d'un forum technique des acteurs de l'eau.

Les contrats de milieu ont été accompagnés sur les 3 territoires.

Deux sessions **des « Universités de l'Eau » (80 participants)** ont été réalisées à destination des service urbanisme, aménagement et environnement des communes ont été réalisées.

Le suivi **des grands partenariats** institutionnels est une activité dite de routine pour le pôle qui est décrite dans une fiche activité dédiée.

Un taux d'engagement de 98 % démontre que la programmation faite a été tenue. Une légère sous consommation de paiement (78%) est à noter.

Les dépenses sont très inférieures à 2022 (<50 000 € contre 325 000 € en 2022). Cela est dû à des volumes financiers de chantiers programmés moins importants (notamment le SDAGE (200 000€ en 2022), sachant que l'organisation du colloque du Belya Lanmé, seul, représentait 25 000 € en 2022.

Pour mener à bien ces missions les agents de l'ODE développent leurs compétences en participant notamment à plusieurs groupes de travail au niveau national, on peut citer pour l'année 2023 la participation à plus de 15 groupes nationaux (DCE, SDAGE, économie, ANC, Changement climatique, littoral etc..). Ces réunions se sont tenues exclusivement en visioconférence.

5- Informer sensibiliser et animer – Se faire connaître

➤ L'observatoire de l'eau continue à augmenter sa fréquentation

Parmi les principaux chantiers qui ont mobilisé le service en 2023, on peut noter :

- L'administration et la création de contenu pour le site internet de l'Observatoire de l'eau, particulièrement concernant la base documentaire. Une augmentation du nombre de cartographies mises en ligne (**de 7 en 2022 à 10 en 2023**) indique un effort pour enrichir cette section. Le site a réussi à maintenir un niveau raisonnable de mise à jour des articles, avec **6 articles actualisés contre 8 l'année précédente**.
- Une chute drastique du nombre d'études et de rapports nouveaux (de 83 en 2022 à seulement 15 en 2023) – absence d'effectif pendant 8 mois qui a impacté sensiblement l'activité
- Une baisse drastique de l'engagement global (moins 10% du nombre d'utilisateurs, de 11% des sessions indique et de 18% des pages vues) est particulièrement préoccupante
- Concernant l'administration du portail de cartographies interactives de l'observatoire de l'eau, on note que le nombre de cartes disponibles pour le grand public a diminué de manière significative, passant de **8 en 2021 à seulement 2 en 2023**.
- Le passage de **52 098 analyses exportées en 2021 à 62 121 en 2023** représente une augmentation substantielle (environ 19%).

En conclusion, l'année 2023 a été marquée par une amélioration notable dans la collecte et le partage de données, ainsi que par un maintien de l'engagement dans les activités cartographiques et de terrain. Cependant, elle a aussi vu une réduction significative de l'engagement des utilisateurs et de la fréquence de mise à jour du contenu numérique (site internet, portail cartographique), due essentiellement à un manque d'effectif. 2024 sera l'année de la reprise.

➤ L'information ODE est sur le WEB

En 2023, l'ODE a pu réaliser **83 publications** sur Facebook et Instagram. Ce chiffre est inférieur à celui de 2022 et il s'explique par les absences d'effectif au sein du service. Toutefois, en 2023, l'ODE a pu innover sur les propositions de publications en proposant davantage de vidéos au format "réel" allant à la conquête d'un public différent sur les réseaux sociaux. Le réseau social professionnel LinkedIn a également été investi.

On notera la rédaction de **10 actualités**, la mise à jour de pages diverses et la mise en ligne des documents d'information et de sensibilisation sur le site internet de l'ODE. On constate une progression du nombre d'abonnés tout au long de l'année depuis la reprise des réseaux sociaux en régie.

En 2023, l'ODE a gagné 235 nouveaux abonnés sur Facebook et 121 nouveaux abonnés sur Instagram.

On constate une nette augmentation des visites sur les deux comptes Instagram et Facebook. L'augmentation est plus importante sur Instagram puisqu'on constate que sur l'année 2023, **les visites ont augmenté de 232,6%**.

On observe des **pics de fréquentation en avril lors de la campagne assainissement** qui a été sponsorisée, et en juillet avec la publication d'un « réel » sur les mangroves. Le reste de l'année la fréquentation semble se maintenir.

➤ **Structurer l'information avec une documentation adaptée**

L'accueil physique et téléphonique

1400 appels reçus en moyenne mensuellement au standard de l'ODE.

90% des appels sont traités ou redirigés vers un interlocuteur dédié.

Les services les plus sollicités sont : la cellule animation et sensibilisation, le service interventions financières, l'accueil et la comptabilité

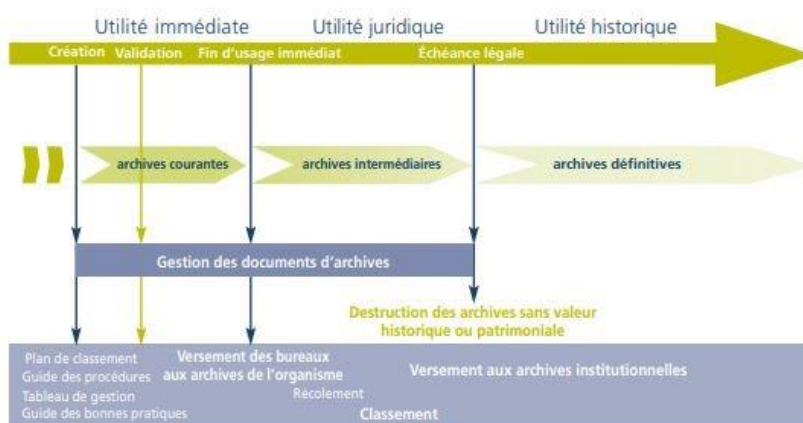
La documentation

Le fonds documentaire contient des rapports d'études intra ou extra, rapports de gestions, des collections scientifiques, des ouvrages techniques, des dictionnaires juridiques, des BD, etc.

On estime qu'environ **8000 exemplaires** de brochures thématiques et affiches ont été distribués sur le territoire (assainissement, cycle de l'eau, écogestes, redevances etc.)

Dans le cadre de l'archivage un tableau de gestion fut mis en place cette année.

Cycle de vie du document d'archives



Cet outil a participé à la préparation du déménagement/emménagement dans nos nouveaux locaux au mois de juin 2023 notamment au travers du tri et du reconditionnement. La mise en œuvre des tableaux de tri va permettre aux services

d'anticiper les futurs versements, à organiser idéalement avec une périodicité annuelle.

➤ **L'activité d'animation et de sensibilisation reste très dynamique**

La Cellule Animation & Sensibilisation a poursuivi la mission d'information, de sensibilisation et de formation des publics à fort pouvoir de transmission en multipliant le type d'interventions, de publics et de thématiques autour de l'eau et des milieux aquatiques. L'activité de la Cellule Animation & Sensibilisation se stabilise autour des opérations suivantes :

- L'ODE & les scolaires, **1 848** enfants sensibilisés,
- Les produits « L'ODE & Vous », 140 personnes sensibilisées,
- Les opérations spécifiques aux journées nationales, **4 068** personnes touchées,
- L'animation du RES'EAU ODE Martinique, 30 personnes formées,
- Une campagne de sensibilisation « #Zones Aquatiques Sensibles, #ZAS », 510 personnes sensibilisées,
- Les opérations des partenaires locaux, 991 personnes approchées.

C'est donc un total de **7 197 personnes sensibilisées** via les opérations **en maîtrise d'ouvrage ODE** sur le terrain.

Ce qui représente un volume de **72 interventions annuelles** soit 612 heures effectuées hors temps de préparation sur 1 607 heures de temps de travail annuel réglementaire. À noter que ce volume d'heure est à multiplier par nombre d'Animatrices Eau & Milieux aquatiques.

Le taux d'engagement global relatif aux différents postes de dépense est de 33 % sur **budget de 213 000 €**. Ce taux d'engagement est en récession, compte tenu des changements de stratégies opérés au cours d'année 2023 et des variables lors des opérations d'animation : annulations des interventions, reprogrammation en 2024

Le taux de réalisation sur l'engagement est de 72 %. Ce pourcentage s'explique par le démarrage de certaines opérations d'animation entre janvier et février 2024,

➤ **L'ODE fait se fait connaître et fait connaître sur différents supports**

La consommation budgétaire s'élève à **95%** sur l'année 2023 sur un budget de **347 000€, ce taux est très satisfaisant.**

Sur le volet des **campagnes de communication institutionnelle, on constate une consommation moyenne du budget prévisionnel de 72%**. Cette baisse est liée au déploiement de 2 campagnes multi-supports et 1 campagne digitale (contre 4 campagnes multi-supports en 2022). Les campagnes digitales sont moins coûteuses que les campagnes multi-supports. De plus, le service communication a utilisé des visuels sur les écogestes de 2022 pour la campagne de 2023. En 2024, une nouvelle approche graphique sera proposée.

En 2023, un marché pour la conception, l'impression et la distribution des quatre prochains numéros du « Mag ODE & Vous » a été attribué à deux prestataires. L'ODE sort en moyenne deux éditions de ce magazine grand public par année. **Le taux d'engagement de 252%** s'explique par le règlement tardif de l'impression du Mag 5 (sorti en 2022).

En 2023, les parutions ont légèrement augmenté. Les médias partenaires sollicitent l'Office De l'Eau sur des éditions thématiques "transition écologique", "habitat", "développement durable" etc. Ces sujets en vogue permettent de communiquer sur les dispositifs proposés par l'ODE. Ainsi, **le taux d'engagement oscille à 91%**.

Quelques commandes de couvertures photos et vidéos, ainsi que des photos à des fins de sensibilisation ont pu être passées pour un montant total de **4790,28€**.

Le Service Communication Institutionnelle a consommé à **95%** son budget général, contre 92% en 2022. Le taux de réalisation sur engagement est satisfaisant, **85,90%**. 2023 est l'année la plus dynamique en communication pour l'ODE depuis que cette mission est déployée

6- Coopérer avec les territoires de la Caraïbes, et participer à des rencontres internationales

L'année 2023 a marqué la reprise **des rendez-vous internationaux** dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. L'ODE a poursuivi sa mission de coopération en participant à différents événements de haut-niveau. **6 participations** ont jalonné l'année :

Mars 2023, la XVIIe conférence de coopération régionale Antilles-Guyane (CCRAG) en Guadeloupe

Mars 2023, la conférence mondiale sur l'eau des Nations Unies à New-York

Juin 2023, la conférence régionale CARIBSAN en Martinique

Juin 2023, l'Assemblée générale de la CAWASA à Barbade

Juillet 2023, Sommet Eau et Climat au Maroc

Octobre 2023, Euro-Riob en Espagne

Ces différentes participations développent le relationnel et permet d'entretenir le leadership de l'ODE à l'international. L'ODE peut rayonner au travers de ses prises de parole à l'international, peut soutenir les causes des territoires d'outremer, peut s'enrichir des expériences extérieures.

Sur le volet coopération régionale (ex-coopération décentralisée), CARIBSAN est le projet phare de l'ODE. CARIBSAN est un programme de coopération technique et institutionnel sur l'eau et l'assainissement dans la Caraïbe. Il implique les acteurs publics de l'eau de Cuba, Sainte - Lucie, Dominique, Guadeloupe et Martinique. Le projet s'appuie entre-autre sur le développement de la technologie des filtres plantés végétalisés pour le traitement des eaux usées. Il s'agit de partager l'expérience martiniquaise et guadeloupéenne d'ATTENTIVE afin de favoriser des implantations à l'échelle caribéenne.

2023 est l'année de clôture de CARIBSAN 1. On peut noter que l'ensemble des objectifs fixé a été atteint (études, formation, repérage de sites, achat de matériels...).

Le budget total de CARIBSAN 1 s'élève à **2 737 394 €**, soit une augmentation générale finale du budget de 65% par rapport au budget initial déposé en 2020.

Il est à noter que l'ODE n'a perçu que **11 % de la subvention INTERREG Caraïbes** au 31 décembre 2023. C'est donc une avance de trésorerie conséquente pour l'ODE de **1 818 588 €**. Le fonctionnement du guichet INTERREG doit impérativement s'améliorer pour soutenir CARIBSAN 2 en 2024/2027

Au QUEBEC, La coopération avec l'OBV (Organisation Bassin Versant) **Charlevoix Montmorency**, débutée en 2016 a été relancée en 2023. Il s'agit d'un partenariat institutionnel qui a fait l'objet d'une convention de coopération 2023-2025. Une mission de terrain s'est déroulée en septembre 2023 avec 2 agents de l'ODE portant sur des **échanges d'expertise sur la sensibilisation à la protection des milieux aquatiques**, la concertation citoyenne dans le domaine de l'eau et l'adaptation au changement climatique. **Cette immersion pendant 5 jours relance le chantier visant à accompagner l'ODE pour le développement d'un programme en Sciences Participatives** (très bien maîtrisées par l'opérateur québécois) notamment, avec un public scolaire. L'enveloppe budgétaire de 10 000 € a été consommée à 57%/.

➤ **Un mot de conclusion**

L'année 2023, marquée par l'emménagement dans le nouveau siège de d'ODE, est caractérisée par un regain de motivation des équipes qui s'est traduit par une belle dynamique de travail et des résultats satisfaisants.

Cependant les enjeux sur l'eau et l'assainissement restent prégnants pour notre territoire, et les responsabilités sont partagées entre les décideurs locaux, les services de l'Etat, les exploitants et les usagers, ce, à l'aune du changement climatique déjà visible en Martinique.

Les pages qui suivent détaillent l'activité du collectif par mission, tout en apportant des analyses synthétiques en rapport avec les chiffres de 2023.

Les perspectives 2024 sont heureuses, poursuivons le travail avec confiance, conviction, énergie, militantisme et professionnalisme.

MERCI A TOUTES ET A TOUS pour les actions passées et pour celles à venir !

Michéla ADIN

Directrice Générale



Les missions et l'équipe de l'ODE

L'Office De l'Eau est un Établissement Public Local à caractère administratif, chargé d'améliorer la connaissance, de fédérer, de faciliter et de financer les diverses actions d'intérêt commun dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

- **Améliorer**

Améliorer la connaissance est l'un des objectifs de l'ODE, notamment par l'étude et le suivi des ressources en eau, des milieux aquatiques et littoraux et de leurs usages.

- **Fédérer**

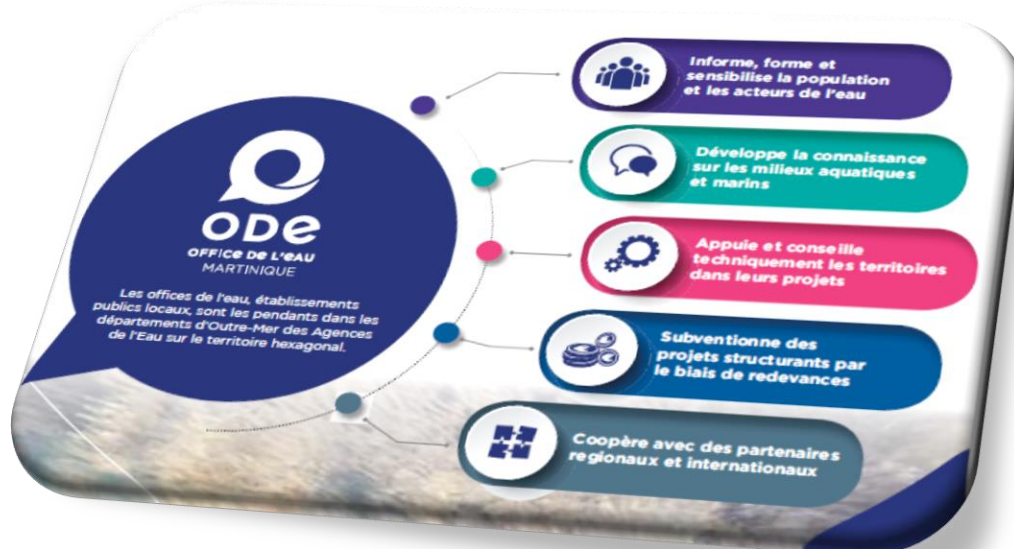
Administrer par un conseil réunissant des membres de tous horizons, l'ODE fédère les acteurs de l'eau et de l'environnement avec des actions basées sur la concertation et la coordination. C'est d'ailleurs le cas au-delà des frontières : l'établissement peut en effet mener des actions de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

- **Faciliter**

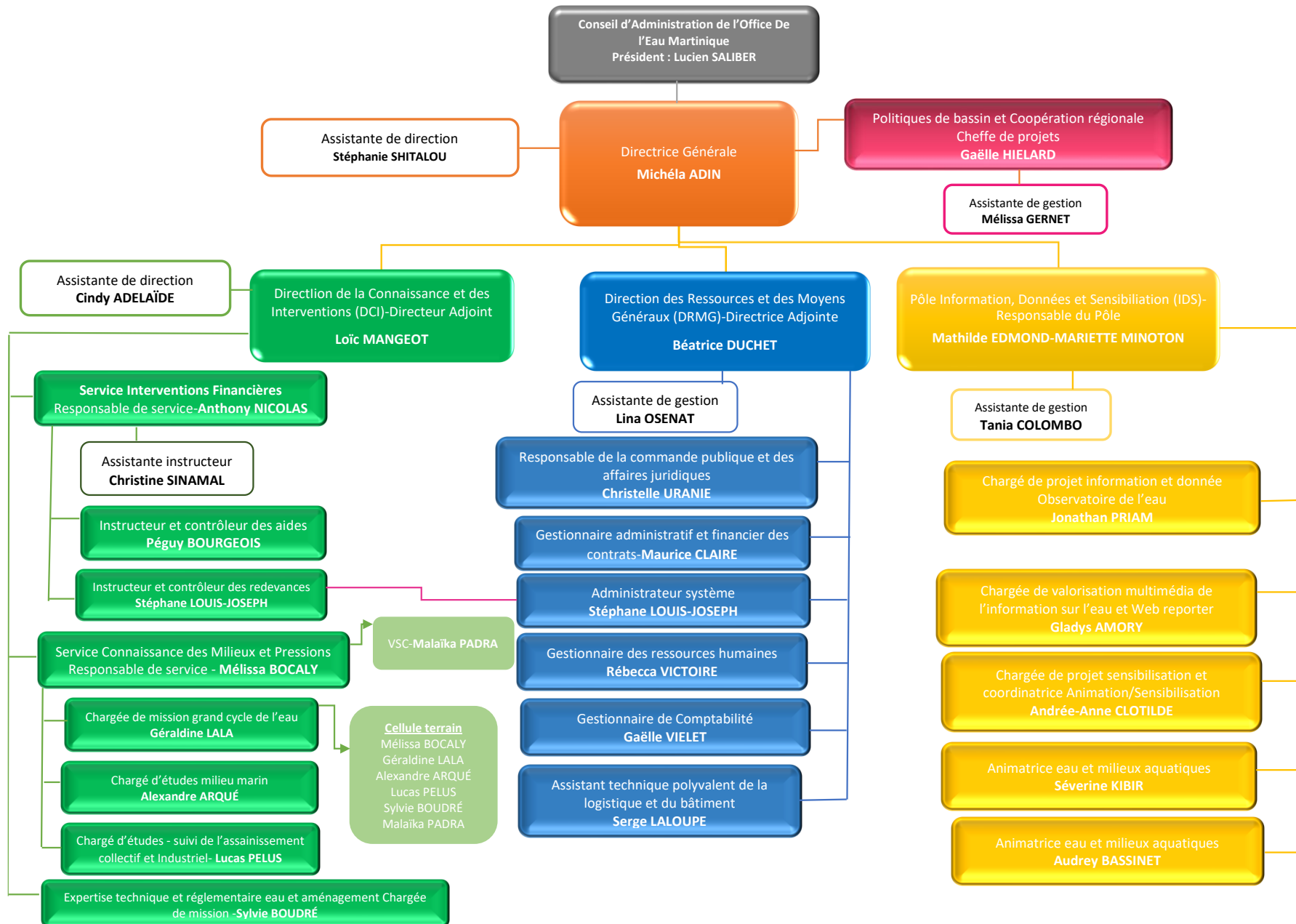
L'Office De l'Eau Martinique facilite les actions des maîtres d'ouvrage (services déconcentrés de l'Etat, établissements publics et privés) en leur apportant conseils, assistance technique et formation. Il facilite également la compréhension des enjeux de l'eau et des milieux aquatiques par des actions d'information et de sensibilisation.

- **Financer**

Selon le principe pollueur-payeur, l'Office De l'Eau Martinique collecte des redevances qui permettent le financement d'actions de préservation de la ressource en eau. Sur proposition du Comité de Bassin, l'ODE assure ainsi la programmation et le financement d'actions et de travaux dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention : amélioration des techniques d'assainissement, mise en place de dispositifs d'économie d'eau, réalisation de campagnes de sensibilisation, animation de l'Observatoire de l'Eau.



Organigramme de l'Office De l'Eau Martinique au 31/12/2023





1. RESSOURCES ET MOYENS GENERAUX

Fiche 1 - Ressources humaines ;

Présentation de l'équipe opérante :

Béatrice DUCHET, Directrice Adjointe des Ressources et Moyens Généraux

Lina OSENAT, Assistante de gestion

Rébecca VICTOIRE, Gestionnaire des Ressources Humaines

Description synthétique de l'activité :

Au niveau réglementaire, la gestion des RH dans les collectivités locales est soumise à un ensemble de lois, de règlements et de conventions collectives qui définissent les droits et les devoirs des employés, ainsi que les obligations de l'employeur. Ces textes réglementaires couvrent des aspects tels que le recrutement, la rémunération, les conditions de travail, la formation, la promotion, la discipline, la santé et la sécurité au travail, entre autres.

Le service des ressources humaines est ainsi chargé de gérer tous les aspects relatifs au capital humain au sein de la structure.

Les principales activités sont les suivantes :

Administration du personnel

- Gestion des carrières
- Gestion du temps de travail
- Mise en mission
- Gestion de la rémunération
- Relations avec les agents

Développement des compétences et gestion de l'emploi

- Recrutement
- Formation
- Suivi et gestion du référentiel métier

Conditions de travail et sécurité

- Hygiène, sécurité et conditions de travail
- Document unique d'évaluation des risques professionnels
- Assurance statutaire

Action sociale

- Mise en œuvre de l'action sociale

BILAN CHIFFRE DE L'ACTIVITE POUR 2023 :

RAPPORT DES EFFECTIFS DE L'ANNEE 2023

➤ Effectifs en poste au 31 décembre 2023 : 21 femmes (72,41%) / 8 hommes (27,59%) soit 29 agents - Moyenne d'âge : 42,48 ans

➤ AGENTS TITULAIRES PAR CATEGORIE ET PAR FILIERE

N°	NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Service
CATEGORIE A – FILIERE ADMINISTRATIVE								
1	ADIN	Michéla	F	Administrateur territorial	Directrice générale des services	01/04/2017	01/05/2015	Direction générale
2	EDMOND-MARIETTE MINOTON	Mathilde	F	Attaché territorial	Responsable du Pôle Information, Données et Sensibilisation	16/04/2022	16/04/2023	Direction générale
CATEGORIE B – FILIERE ADMINISTRATIVE								
3	URANIE	Christelle	F	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	Responsable de la commande publique et des affaires juridiques	01/12/2015	01/11/2007	Commande publique et affaires juridiques
CATEGORIE C – FILIERE ADMINISTRATIVE								

4	BASSINET	Audrey	F	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Animatrice eau et milieux aquatiques	16/04/2008	24/07/2009	Pôle Information, données et sensibilisation
N°	NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Service
5	COLOMBO	Tania	F	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Assistante de gestion du pôle Information, Données et Sensibilisation et Gestionnaire documentation et archivage	16/09/2013	16/09/2014	Pôle information, donnée et sensibilisation
6	OSENAT	Lina	F	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Assistante de gestion des ressources et moyens généraux	01/06/2011	01/09/2012	Direction des ressources et des moyens généraux
7	SINAMAL	Christine	F	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Assistante instructeur	01/10/2017	01/02/2003	Direction des ressources et des moyens généraux
8	VICTOIRE	Rébecca	F	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Gestionnaire des ressources humaines	01/03/2009	01/03/2010	Direction des ressources et des moyens généraux
9	VIELET	Gaëlle	F	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Gestionnaire de Comptabilité	29/11/2018	16/12/2019	Direction des ressources et des moyens généraux
CATEGORIE A – FILIERE TECHNIQUE								
10	BOUDRE	Sylvie	F	Ingénieur territorial	Chargée de mission expertise technique et réglementaire eau et aménagement	01/10/2008	01/03/2015	Missions expertise technique et réglementaire eau et aménagement
11	LALA	Géraldine	F	Ingénieur principal	Chargée d'études grand cycle de l'eau	01/10/2020	01/11/2009	Service connaissance milieux et pressions
12	MANGEOT	Loïc	M	Ingénieur principal	Directeur en charge de la connaissance et des interventions	21/07/2008	01/07/2014	Direction de la connaissance et des interventions

CATEGORIE B – FILIERE TECHNIQUE								
N°	NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Service
13	AMORY	Gladys	F	Technicien principal de 2 ^{ème} classe	Chargée de valorisation multimédia de l'information sur l'eau – Web reporter	01/04/2009	01/03/2015	Pôle Information, données et sensibilisation
14	BOURGEOIS	Péguy	M	Technicien principal de 2 ^{ème} classe	Instructeur / Contrôleur des aides eau et assainissement	23/10/2017	01/02/2014	Service Interventions financières et redevances
15	CLOTILDE	Andrée-Anne	F	Technicien territorial	Chargée de projets sensibilisation et coordinatrice animation/sensibilisation	01/07/2018	01/04/2017	Pôle Information et données / Observatoire de l'eau
16	LOUIS-JOSEPH	Stéphane	M	Technicien principal de 2 ^{ème} classe	Instructeur / contrôleur des redevances – Administrateur système	01/06/2006	01/06/2014	Service Interventions financières et redevances
CATEGORIE C – FILIERE TECHNIQUE								
17	LALOUE	Serge	M	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	Assistant technique polyvalent de la logistique et du bâtiment	01/03/2007	01/03/2011	Direction des ressources et des moyens généraux
CATEGORIE C – FILIERE ANIMATION								
18	KIBIR	Séverine	F	Animatrice eau et milieux aquatiques	Animatrice eau et milieux aquatiques	04/02/2019	04/04/2022	Pôle Information, données et sensibilisation

➤ **AGENTS CONTRACTUELS**

N°	NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	FONCTION	Catégorie d'emploi	Date de recrutement	Date de fin de contrat	Service
1	ADELAÏDE	Cindy	F	Assistante de direction	C	01/09/2020	30/09/2024	Direction adjointe de la connaissance et des interventions
2	ARQUE	Alexandre	M	Chargé d'études milieu marin	A	01/02/2017	CDI	Service connaissance milieux et pressions
3	BOCALY	Mélissa	F	Responsable du Service Connaissance des milieux et pressions	A	01/04/2018	31/03/2024	Service connaissance milieux et pressions
4	CLAIRE	Maurice	F	Gestionnaire administratif et financier des contrats	B	01/01/2023	31/12/2024	Direction des ressources et des moyens généraux
5	DUCHET	Béatrice	F	Directrice adjointe en charge des ressources et des moyens généraux	A	01/04/2023	31/03/2026	Direction des ressources et des moyens généraux
6	GERNET	Mélissa	F	Assistante de gestion Politiques de bassin	C	04/09/2023	03/09/2024	Politique de bassin
7	HIELARD	Gaëlle	F	Politiques de bassin et Coopération régionale Cheffe de projets	A	01/04/2012	CDI	Politique de bassin
8	NICOLAS	Anthony	M	Responsable du service des interventions financières et redevances	A	01/03/2016	CDI	Interventions financières et redevances
9	PELUS	Lucas	M	Chargé d'études - suivi de l'assainissement collectif et Industriel	A	01/10/2012	CDI	Service connaissance milieux et pressions
10	PRIAM	Jonathan	M	Chargé de projets Observatoire de l'eau	A	06/09/2023	05/09/2024	Information, données et sensibilisation Observatoire de l'eau
11	SHITALOU	Stéphanie	F	Assistante de direction	C	01/03/2021	28/02/2024	Interventions financières et redevances

➤ **AGENTS DETACHES**

NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Date de détachement
RAIMBAUD	Guillaume	M	Technicien principal de 1 ^{ère} classe	Chargé de mission information et données – Chargé de l'Observatoire de l'eau	01/06/2009	01/09/2020	01/10/2022

NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Date de détachement
RAFFIN	Yona	F	Adjoint administratif	Assistante de gestion Politique de bassin	01/10/2017	01/01/2020	01/04/2023

➤ **STAGIAIRES**

NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	Cursus	Missions principales	Date de début de stage	Date de fin de stage	Service
ARDES	Jordy	M	Etudiant en M1 Economie appliquée à l'Université des Antilles	Immersion au sein de la Direction des ressources et moyens généraux	04/07/2023	04/09/2023	Service des ressources et des moyens généraux
BERTHOL-DONARDIM	Sarah	F	Diplôme d'ingénieur génie eau et génie civil 1ère année À l'université de Poitiers	Bilan et perspective des aides de l'ODE au secteur agricole	17/07/2023	18/08/2023	Interventions financières et redevances
COSSOU	Nolann	M	Elève de 4ème au Collège Emmanuel SALDES	Stage d'observation des métiers de l'ODE	05/06/2023	09/06/2023	ODE
GHUNAÏM	Alicia	F	Elève en 4ème au Collège Saint Joseph de Cluny	Stage d'observation des métiers de l'ODE	23/05/2023	26/05/2023	ODE
PLESDIN	Océane	F	Etudiante en M1 Economie appliquée à l'Université des Antilles	Découverte des procédures publiques en administration territoriale et découverte des missions de l'ODE	05/06/2023	11/08/2023	Politique de bassin
SINGAINY	Filaïcht	M	Etudiant en 2e année de licence	En binôme avec la Community Manager et Webmaster	10/07/2023	10/12/2023	Pôle Information, données et sensibilisation

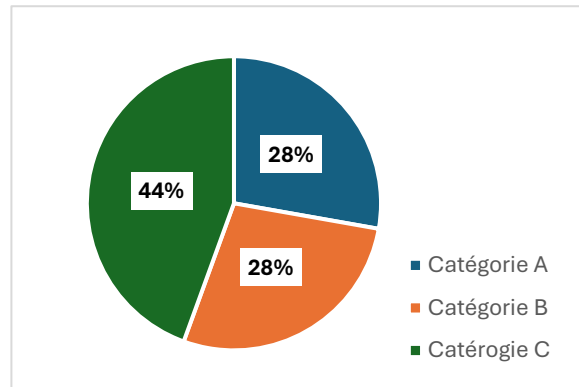
➤ **SERVICE CIVIQUE**

NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	Contrat	Missions principales	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Service
PADRA	Malaïka	F	Contrat de volontariat associatif	Mission d'intérêt général dans le cadre du volontariat associatif relatif à la thématique des pressions industrielles	29/12/2023	28/12/2024	Service connaissance milieux et pressions

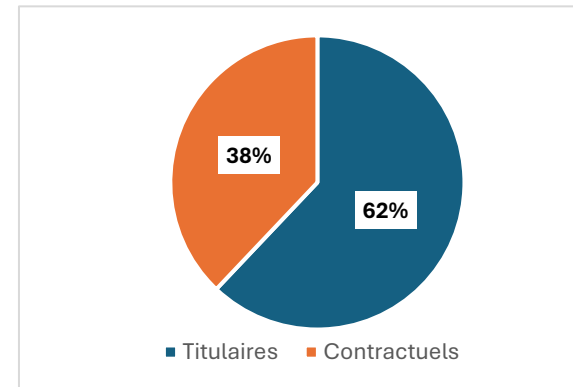
En synthèse, au cours de l'année 2023, l'ODE comptabilise quatre recrutements, deux départs ainsi que l'accueil de six stagiaires et d'un volontaire civique.

Diagrammes synthétisant les chiffres

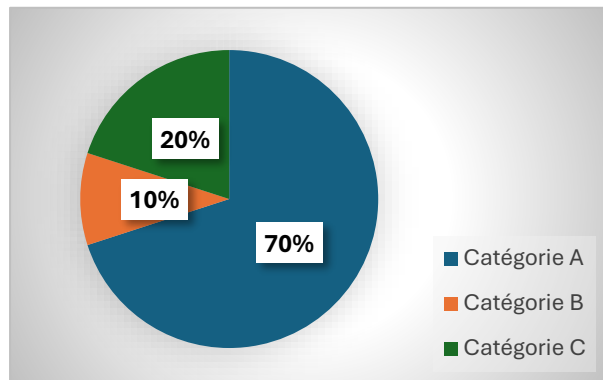
Titulaires toutes filières ODE



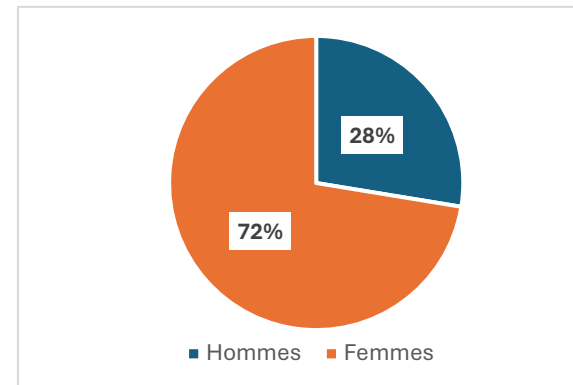
Répartition titulaires / contractuels

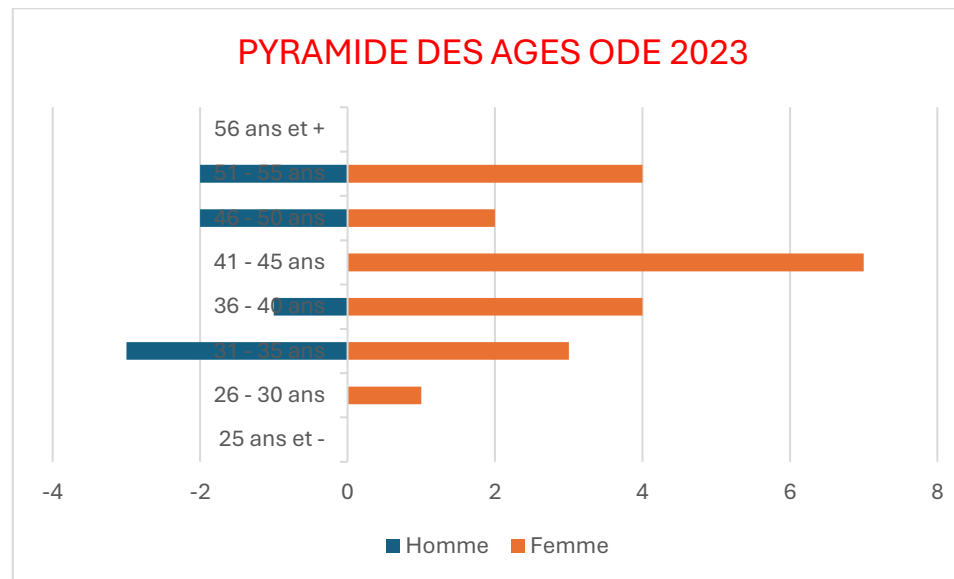


Contractuels toutes catégories d'emploi



Répartition hommes / femmes





Arrêts de maladie ordinaire : 20 arrêts dont 14 de plus de 4 jours

Accidents de trajet : 0

Incidents sécurité au travail : 0

Congé de longue maladie : 0

Congé maternité / paternité : 0

Demande de CPF : 0

Mise à disposition : 0

Détachement : 2

Recrutement occasionnel : 0

➤ **RECAPITULATIF DES FORMATIONS REÇUES EN 2023**

INTITULE DE LA FORMATION	LIEU DE LA FORMATION	NOMBRE D'AGENTS FORMES		NOMBRE DE JOUR / HEURES
FILIERE ADMINISTRATIVE CATEGORIE A				
Le grand cycle de l'eau : de la nature à l'infrastructure	Fort de France	2		1 jour / 6 heures
Le petit cycle de l'eau : de l'infrastructure à la nature	Fort de France	2		1 jour / 4 heures
Formation d'intégration agent de catégorie A	Fort de France	1		10 jours / 60 heures
Comprendre nos différences	Lamentin	1		4 jours / 24 heures
Total agents formés		2	Total heures de formation	16 jours / 94 heures
FILIERE ADMINISTRATIVE CATEGORIE B				
L'exécution administrative et financière des marchés publics	Fort de France	1		2 jours / 12 heures
Total agents formés		1	Total heures de formation	2 jours / 12 heures
FILIERE ADMINISTRATIVE CATEGORIE C				
Le grand cycle de l'eau : de la nature à l'infrastructure	Fort de France	6		1 jour / 6 heures
Le petit cycle de l'eau : de l'infrastructure à la nature	Fort de France	6		1 jour / 4 heures
La communication et les relations professionnelles	Fort de France	1		3 jours / 18 heures
Assistances de direction : comment travailler autrement avec les soft skills ou compétences transversales	Fort de France	1		1 jour / 6 heures
Organisation et fonctionnement de la fonction publique territoriale	Fort de France	1		3 jours / 18 heures
L'organisation des archives dans les collectivités territoriales	Fort de France	1		4 jours / 24 heures
Organiser sa boîte de réception Outlook	Fort de France	1		1 jour / 4 heures

INTITULE DE LA FORMATION	LIEU DE LA FORMATION	NOMBRE D'AGENTS FORMES		NOMBRE DE JOUR / HEURES
Découverte du métier d'assistant ou assistante de direction	Fort de France	1		3 jours / 18 heures
Le déploiement du télétravail	Fort de France	1		2 jours / 12 heures
La création de tableau Excel pour le recensement des besoins en formation	Fort de France	1		2 jours / 12 heures
Le harcèlement moral au travail	Fort de France	1		1 jour / 2 heures
L'approfondissement des connaissances des règles comptables, de gestion et de diagnostic des associations	Fort de France	1		3 jours / 18 heures
Total agents formés		9	Total heures de formation	25 jours / 142 heures
FILIERE ANIMATION CATEGORIE C				
INTITULE DE LA FORMATION	LIEU DE LA FORMATION	NOMBRES D'AGENTS FORMES		NOMBRE DE JOUR / HEURES
Les outils de l'organisation du travail d'une équipe	Fort de France	1		2 jours / 12 heures
Total agents formés		1	Total heures de Formation	2 jours / 12 heures
FILIERE TECHNIQUE CATEGORIE A				
INTITULE DE LA FORMATION	LIEU DE LA FORMATION	NOMBRES D'AGENTS FORMES		NOMBRE DE JOUR / HEURES
Prélèvement sédiments	Fort de France	2		1 jours / 6 heures
Excel VBA	Fort de France	2		2 jours / 12 heures
Séminaire Ifrecor	Fort de France	1		5 jours / 30 heures
Contrôle technique de l'existant pour les dispositifs ANC>20 EH	Fort de France	1		4 jours / 28 heures

INTITULE DE LA FORMATION	LIEU DE LA FORMATION	NOMBRE D'AGENTS FORMES		NOMBRE DE JOUR / HEURES
Conception et suivi de convention de rejet en assainissement collectif	Fort de France	1		2 jours / 9 heures
Entretien des berges des cours d'eau et ravines en Martinique – Cadre	Fort de France	5		4 jours / 24 heures
Le grand cycle de l'eau : de la nature à l'infrastructure	Fort de France	2		1 jour / 6 heures
Enjeux, diagnostic et leviers de son organisation	Fort de France	1		3 jours / 15 heures
Total agents formés		6	Total heures de formation	22 jours / 130 heures
FILIERE TECHNIQUE CATEGORIE B				
L'approfondissement des connaissances des règles comptables, de gestion et de diagnostic des associations	Fort de France	1		3 jours / 18 heures
Total agents formés		1	Total heures de formation	3 jours / 18 heures
FILIERE TECHNIQUE CATEGORIE C				
INTITULE DE LA FORMATION	LIEU DE LA FORMATION	NOMBRES D'AGENTS FORMES		NOMBRE DE JOUR / HEURES
Le grand cycle de l'eau : de la nature à l'infrastructure	Fort de France	1		1 jour / 6 heures
Le petit cycle de l'eau : de l'infrastructure à la nature	Fort de France	1		1 jour / 4 heures
Total agents formés		1	Total heures de formation	2 jours / 10 heures
Total agents formés (filière administrative)		12	Total heures de formation	248 heures
Total agents formés (filière animation)		1	Total heures de formation	12 heures
Total agents formés (filière technique)		8	Total heures de formation	158 heures

INTITULE DE LA FORMATION	LIEU DE LA FORMATION	NOMBRE D'AGENTS FORMES	NOMBRE DE JOUR / HEURES
Totaux généraux (administratif, animation et technique)	21		418 heures

Analyse synthétique :

L'année 2023 a été marquée par l'emménagement des bureaux de l'ODE dans notre nouveau bâtiment situé au 140 Boulevard de la Pointe des Nègres.

Chacun a dû bien se préparer afin que tous les dossiers soient transportés et installés dans les bureaux respectifs.

L'installation de l'ensemble du personnel dans de nouveaux locaux neufs, sur un site unique, a renforcé la sécurité et la qualité de vie au travail et aussi la cohésion d'équipe.

Les effectifs sont relativement stables par rapport à 2022, et la moyenne d'âge à l'ODE s'établit à 42,48 ans.

Les équipes sont féminisées à 72,41%, ce qui inscrit l'ODE dans la tradition des collectivités territoriales.

Le niveau d'expertise reste élevé et se traduit par une importante proportion de cadre A soit 41,38 %.

En 2023, l'ODE a vu le départ de 2 agents ayant émis le souhait d'appréhender de nouveaux projets personnels et professionnels (l'assistante de gestion des politiques de bassin et du responsable du Pôle informations, données et sensibilisation).

En parallèle, l'ODE a recruté 4 agents (1 en création d'emploi et 3 en remplacement de postes vacants) : la gestionnaire administratif et financier des contrats, la directrice adjointe en charge des ressources et moyens généraux, l'assistance de de gestion des politiques de bassin et le chargé de l'observatoire de l'eau.

L'équipe de l'ODE se compose au 31 décembre 2023 de 29 agents.

Le rythme des départs en formation a pu être maintenu en 2023. Néanmoins, le recours aux webinaires constitue également une alternative intéressante.

La mise en œuvre de l'action sociale se poursuit avec l'adhésion au CNAS pour tous les agents, mais également à travers la distribution des tickets restaurant ainsi que les tickets Kadéos pour la fête des parents et pour le Noël des enfants jusqu'à 12 ans.

Comme chaque année, au mois de juillet, la journée de cohésion a pu être organisée et appréciée par l'ensemble du collectif.

Comparatif de la masse salariale (chapitre 012) :

2023 : 1.941.642 €

2022 : 1.899.968 €

La masse salariale s'inscrit en légère augmentation mais demeure maîtrisée.

Comparatif d'agents titulaires (chapitre 012) :

2023 : 1.159.343 €

2022 : 1.229.237 €

La masse d'agent titulaire reste

Comparatif d'agents contractuels (chapitre 012) :

2023 : 679.455€

2022 : 565.180 €

Fiche 2 – Commande publique et affaires juridiques

Présentation de l'équipe opérante :

Béatrice DUCHET, Directrice Adjointe des Ressources et Moyens Généraux

Lina OSENAT, Assistante de gestion

Christelle URANIE, Responsable du service de la commande publique et des affaires juridiques

Description synthétique de l'activité :

Le service de la commande publique et des affaires juridiques a pour objectif la sécurisation juridique de l'ensemble des procédures contractuelles/conventionnelles de l'institution (marchés publics, convention). Ses missions consistent notamment à :

1) Gérer la Commande publique

- Planifier la commande publique
- Assister les services opérationnels
- Assurer la gestion administrative et juridique des procédures de passation des marchés publics
- Assurer le suivi administratif et juridique des marchés en cours d'exécution
- Exercer une activité précontentieuse
- Assurer une veille juridique de la commande publique

2) Participer à l'élaboration des conventions

- Assister les services opérationnels
- Proposer des clauses juridiques adaptées à l'objet de la convention
- Vérifier la validité juridique des conventions
- Contrôler les conventions et avenants

Bilan chiffré de l'activité pour 2023 :

Procédures de consultation de marchés publics lancées en 2023 (tableau 1)

N°	OBJET	TYPE PROCEDURE/NATURE	RESULTAT EN 2023
1	Création et production des éléments d'une campagne de sensibilisation sur l'eau et les milieux aquatiques	MAPA/SERVICE	Attribué en 2023
2	La réalisation de travaux de plomberie et eau chaude solaire du nouveau siège de l'Office de l'eau Martinique (ODE)	MAPA/TRAVAUX	Attribué en 2023
3	La création et impression des numéros 7,8, 9 et 10 du magazine ODE &VOUS. 2 LOTS	MAPA/SERVICE	Attribué en 2023
4	Réalisation du suivi chimique, physico-chimique, hydromorphologique et biologique du plan d'eau de la Manzo en Martinique	MAPA/SERVICE	Attribué en 2023
5	La réalisation d'une étude selon « le guide national pour la révision de l'état des lieux du cycle de gestion de l'eau 2028-2032 » de Martinique, appelée « Etat des Lieux Martinique 2025 »	APPEL D'OFFRES OUVERT/ SERVICE	Non attribué en 2023
6	Fourniture et livraison de véhicules neufs de type utilitaires	MAPA/FOURNITURE	Attribué en 2023
7	Fourniture et livraison d'un véhicule de direction	MAPA/FOURNITURE	Attribué en 2023
8	La fourniture et l'installation d'un système de conférence et Visio conférence destinés à équiper la salle du conseil de l'ODE	MAPA/SERVICE	Non Attribué en 2023
9	Acquisition de matériel informatique 9 LOTS	MAPA/FOURNITURE	Non Attribué en 2023
10	La création et l'impression des agendas et de calendriers 2024- 2 LOTS	MAPA/FOURNITURE	Attribué en 2023
11	La réalisation d'un suivi de 28 stations de mesure de surveillance DCE et de référence selon la méthodologie CARHYCE)	MAPA/SERVICE	Non Attribué en 2023

12	Extension, évolution en full IP du système de téléphonie de l'ODE	MAPA/SERVICE	Attribué en 2023
13	Fourniture d'objets publicitaires dans le cadre des opérations de sensibilisation 2023-2024	MAPA/FOURNITURE	Attribué en 2023
14	Acquisition ou la location d'un système anti-intrusion et services associés	MAPA/SERVICE	Attribué en 2023
15	Etude de faisabilité	SANS MISE EN CONCURRENCE/SERVICE	Attribué en 2023
16	Mission d'appui et optimisation du logiciel Phase Web	SANS MISE EN CONCURRENCE/SERVICE	Attribué en 2023

Marchés publics conclus sous forme écrite en 2023 (tableau 2)

N°	OBJET	NATURE DUREE	MONTANT € TTC SUR TOUTE LA DUREE DU MARCHÉ	PROCEDURE	TITULAIRE
CONSULTATIONS LANCEES EN 2022/ MARCHES CONCLUS EN 2023					
1	La réalisation du suivi chimique, physico-chimique et biologique des eaux littorales en Martinique Lot 1 : Suivi de paramètres physico-chimiques et biologiques dans les eaux littorales de Martinique (suivi DCE)	Services Accord cadre à BC 4- ans max	2 200 000,00	APPEL D'OFFRES OUVERT	IMPACT MER
2	Lot 2 : Suivi de paramètres physico-chimiques et biologiques dans les eaux littorales de la baie de Fort de France en Martinique (suivi hydrologique renforcé de la baie de Fort de France)		640 000,00		
3	Lot 3 : Suivi de paramètres chimiques dans les eaux littorales de Martinique via les échantillonneurs passifs		880 000,00		
4	Lot 4 : Collecte et préparation d'échantillons d'huîtres dans les eaux littorales de Martinique dans le cadre du suivi ROCCH		160 000,00		

5	La Réalisation du suivi des Macro-Invertébrés et des Diatomées dans les cours d'eau de la Martinique Lot 1 : Le suivi des Macro-Invertébrés dans les cours d'eau de la Martinique	Services Accord cadre à BC 4- ans max	320 000,00	APPEL D'OFFRES OUVERT	HYDRECO GUYANE
6	Lot 2 : Le suivi des Diatomées dans les cours d'eau de la Martinique		217 000,00		SCE
7	La réalisation de campagnes de prélèvements d'eau sur des stations de traitement de vinasses de distillerie JM	Services Accord cadre à BC 3- ans max	113 925,00	MAPA	CARSO LSEHL
CONSULTATIONS LANCEES EN 2023 / MARCHES CONCLUS EN 2023					
8	Création et production des éléments d'une campagne de sensibilisation sur l'eau et les milieux aquatiques	SERVICE	10 850,00	MAPA	MARKET ONE
9	La réalisation de travaux de plomberie et eau chaude solaire du nouveau siège de l'Office de l'eau Martinique (ODE)	TRAVAUX	10 904,25	MAPA	DEFICLIM
10	La création et impression des numéros 7,8, 9 et 10 du magazine ODE & VOUS Lot 1 : Conception graphique Lot 2 : Impression	SERVICE	34 192,69	MAPA	HAVAS PUBLICARA
11			81 562,80	MAPA	COLORS PRINT
12	Réalisation du suivi chimique, physico-chimique, hydromorphologique et biologique du plan d'eau de la Manzo en Martinique	SERVICE	100 000,00	MAPA	HYDRECO GUYANE
13	Fourniture et livraison de 2 véhicules neufs de type utilitaires	FOURNITURE	48 675 ;52	MAPA	SODIVA
14	Fourniture et livraison d'un véhicule de direction	FOURNITURE	26 740,00	MAPA	MARTINIQUE AUTOMOBILE

15	Extension, évolution en full IP du système de téléphonie de l'ODE	SERVICE	10 223,01	MAPA	RESANTILLES
16	La création et l'impression des agendas et de calendriers 2024 Lot 1 : Création de la maquette et la mise en page de l'agenda et du calendrier 2024	SERVICE	5 707,01	MAPA	HAVA SPUBLICARA
17	Lot 2 : Impression & Livraison des agendas et calendriers 2024	SERVICE	10 270,37	MAPA	BERGER BELLEPAGE
18	Fourniture d'objets publicitaires dans le cadre des opérations de sensibilisation 2023-2024	FOURNITURE	22 682,47	MAPA	PUBLIGRAPH
19	Acquisition ou la location d'un système anti-intrusion et services associés	SERVICE	6 866,63	MAPA	CITA
20	Etude de faisabilité	SERVICE	5 967,50	MAPA	EGIS BATIMENT
21	Mission d'appui et optimisation du logiciel Phase Web	SERVICE	8 365,35	MAPA	INETUM

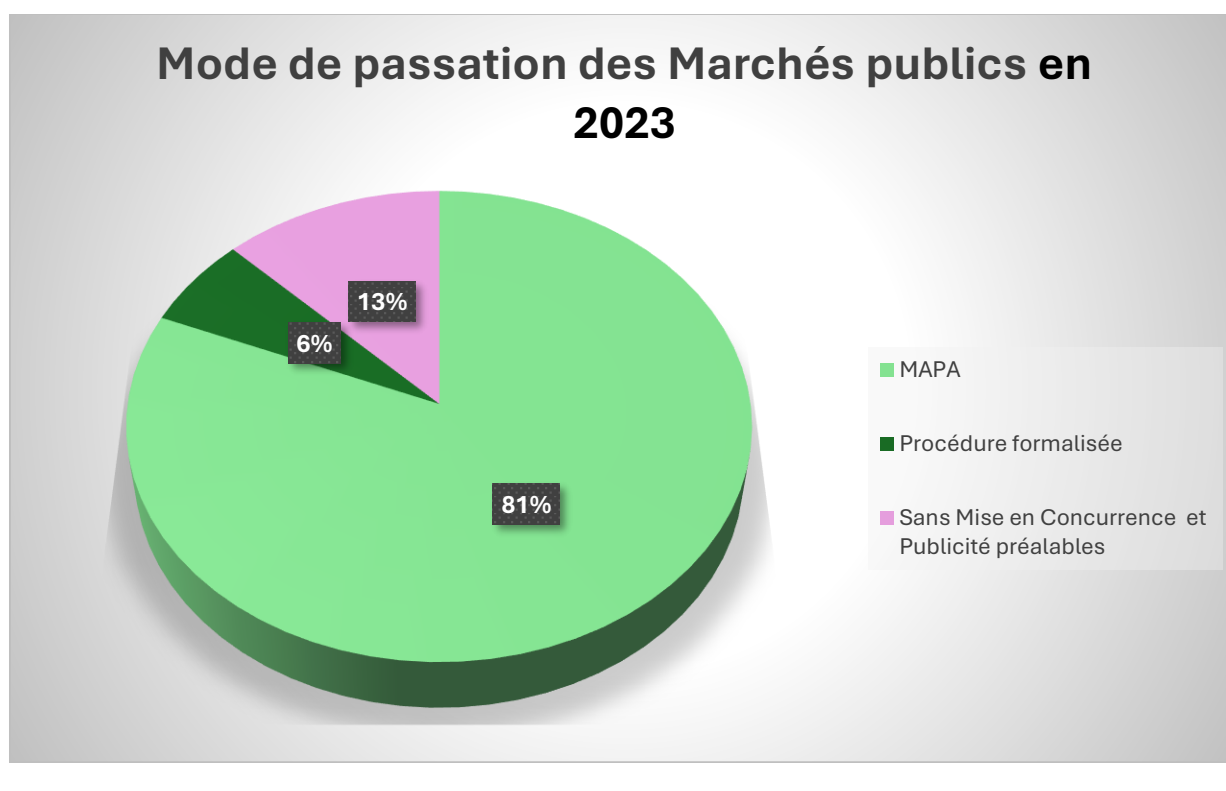
Conventions de partenariat aux fins de recherche ou pour la mise en place d'actions d'information, de sensibilisation et de préservation des milieux aquatiques et littoraux (Tableau 3)

OBJET DES CONVENTIONS DE PARTENARIAT	PARTENAIRES
Organisation d'un forum public sur le thème "Comment améliorer l'état écologique de la rivière Desroses ? "	VILLE DU FRANCOIS
Financement animation pour la sensibilisation au changement climatique : agents et élus	ADEME MARTINIQUE
Convention de partenariat relative à la mise à jour du bilan de la qualité des sources dites 3bord de route"	ARS
Suivi de la qualité des eaux souterraines pour 2023/2024 - Application convention cadre	BRGM
Partenariat 2023-2027 définissant le plan d'actions pour la préservation des zones humides	UICN/PRZHT

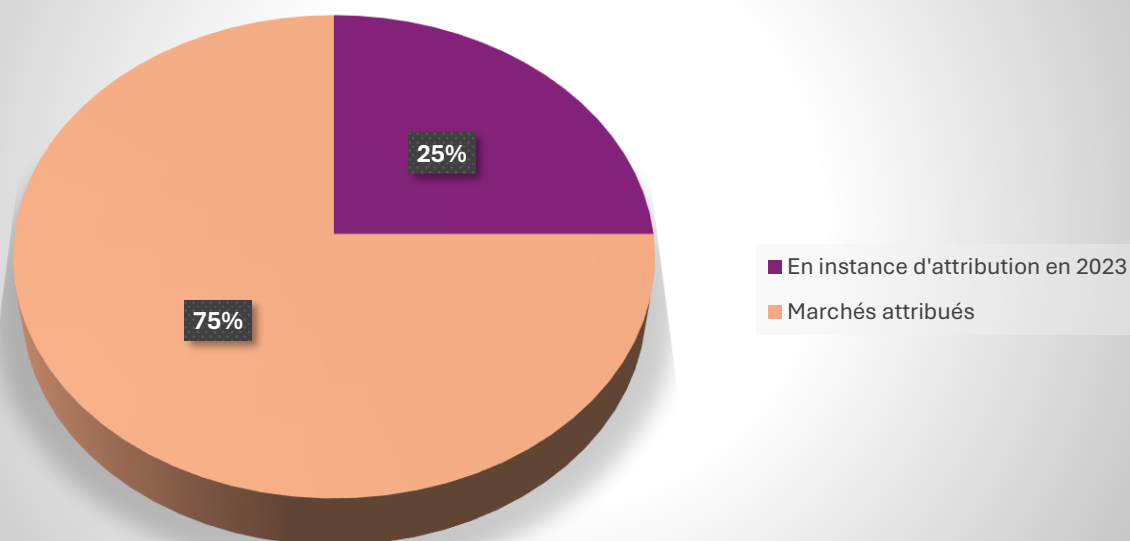
Projet InCrust - Inventaire des communautés de poissons et crustacés par metabarcoding dans les cours d'eau de Martinique	UNIVERSITE DE POITIERS
Convention normalisée d'adhésion au Réseau	ASSOCIATION LA CATALANE
Convention de partenariat 2023-2027 - Objectifs et actions à conduire conjointement entre les partenaires : Connaissance et gestion des milieux, protection des ressources et milieux, sensibilisation et communication	ONF PNRM
Description de l'état écologique initial des sites de mangroves de Martinique dans le cadre du développement des outils de bioindication pour la surveillance des Masses d'Eau Côtières	AIX MARSEILLE UNIVERSITE
Définition des actions d'amélioration de la connaissance des ripisylves, lutte contre les espèces exotiques envahissantes végétales, communication, information, sensibilisation	CBNM - Conservatoire Botanique National Martinique
Programmation des actions 2023 autour de 10 axes Axe 1 - maîtrise foncière des zones humides Axe 2 - travaux de restauration des milieux humides Axe 3 - Gestion des milieux humides Axe 4 - info., com. et éducation à l'environnement Axe 5 - formation des gestionnaires Axe 6 - connaissance des milieux aquatiques Axe 7 - évaluation des actions aidées Axe 8 - mutualisation des moyens Axe 9 - Conseil français des rivages d'Amérique Axe 10 - mission de coordination et d'animation	CONSERVATOIRE DU LITTORAL
Caractérisation des pressions générées par les activités industrielles sur les milieux aquatiques OFB-23-0238	OFB
Révision de l'état des lieux du SDAGE en Martinique en 2025. OFB-23-0989	OFB
Convention partenariat technique & institutionnelle pour la coopération internationale dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau entre le Québec et la Martinique 2023-2025	L'Organisation du Bassin Versant Charlevoix Montmorency
Convention de partenariat Relai Local Eco Ecole 2023-2028	TERAGIR
Adhésion au Rés'Eau	CAISSE DES ECOLES FORT DE FRANCE
Adhésion au Rés'Eau	MY EVASION
Adhésion au Rés'Eau	ASSOCIATION SAINT GEORGES
Adhésion au Rés'Eau	ASSOCIATION COCO AN DLO
Adhésion au Rés'Eau	ASSOCIATION ZERO DECHET

Adhésion au Rés'Eau	ASSO MARTINIQUE JEUNESSE SOLIDARITE
Convention normalisée d'adhésion au Réseau	Association solda lanmè- Caribbean SEA Soldier
Contrat de recherche et développement relatif au Projet PAPE-Mise au point d'un Protocole Antillais de Pêche Électrique	HYDRECO
Convention de collaboration et de recherche relative au projet d'amélioration de connaissances sur les tigris	CNRS
Directive cadre sur l'eau en Martinique en 2024 et 2025 - OFB-23-1209	OFB

Diagrammes synthétisant les chiffres :



Résultats des consultations de marchés lancées en 2023



Analyse synthétique :

Marchés publics

En 2023, **16** consultations ont été lancées par le service (Tableau 1). Les procédures de passation mises en œuvre ont été fonction de la valeur estimée du besoin par rapport aux seuils européens en vigueur au 01er janvier de l'année 2023, soit 215 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services et 5 382 000 € HT pour les marchés de travaux.

Ainsi, **1** consultation a donné lieu à la passation d'une procédure formalisée (appel d'offres ouvert), **13** consultations ont été passées selon une procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique. Et **2** consultations ont été passées sans publicité ni mise en concurrence préalables, en application de l'article L.2122-1 du code de la commande publique pour les motifs suivants, notamment :

- Le marché répondait à un besoin d'une valeur estimée inférieure à 40 000 € HT (en application de l'article R2122-8 du code de la commande publique)
- Les prestations attendues ne pouvaient être confiées qu'à un opérateur économique déterminé, et ce pour des raisons techniques.

Cette année, l'ensemble des consultations lancées a porté à la fois sur des prestations de fournitures, services et travaux, soit 10 de services, 5 de fourniture, et 1 pour des travaux.

L'activité reste essentiellement tournée vers la passation de marchés de services et fournitures (94 % des consultations), les marchés de travaux restent résiduels. Cette situation se justifie au regard des missions dévolues à l'institution. Le marché de travaux a concerné l'aménagement du nouveau siège de l'ODE (travaux de plomberie).

En termes de résultats, **12** consultations ont donné lieu à une attribution et **4** consultations sont restées en instance d'attribution, dans la mesure où les procédures concernées ont été engagées courant du dernier trimestre de l'année 2023, les délais n'ont pas permis de contractualiser au 31/12/2023.

Au regard de ces éléments, on constate que près de 75% des consultations de marchés publics initiées en 2023 ont donné lieu à une attribution, un peu moins que l'année précédente (80% en 2022).

S'agissant des marchés conclus (signés) au titre de l'année 2023, on dénombre **21** marchés publics, un lot étant un marché (Tableau 2).

- **7** marchés concernent des procédures initiées en 2022
- **14** marchés concernent des procédures initiées en 2023

Ces marchés conclus en 2023 représentent un volume financier de **4 913 932,60 € TTC** répartis de la façon suivante :

- 4 804 930,36 € TTC** pour des marchés de service
- 98 097,99 € TTC** pour des marchés de fourniture
- 10 904,25 € TTC** pour des marchés de travaux

Conventions

L'Office De l'Eau Martinique a, au titre des missions qui lui sont dévolues par les lois et règlements en vigueur et codifiées aux articles L213-12 et R 213-62 du code de l'environnement, conclu **25** conventions de partenariat aux fins de recherche ou pour la mise en place d'actions d'information, de sensibilisation et de préservation des milieux aquatiques et littoraux, ce taux de conventionnement est légèrement supérieur à celui observé en 2022 (17 conventions en 2022), soit une augmentation d'environ 20%.

Conclusion

S'agissant du conventionnement partenarial, l'activité 2023 du service est en légère hausse par rapport à l'année précédente : **25 conventions** signées en 2023 contre 17 en 2022, soit 20% de plus.

Concernant les marchés publics, 16 consultations lancées en 2023, contre 20 en 2022. En termes de résultat, 75% des consultations lancées en 2023 ont donné lieu à une attribution contre 80% en 2022, soit un taux quasi identique.

Ces attributions ont donné lieu à la signature de **21 marchés publics**, soit 10 de moins par rapport à 2022 (31 marchés signés en 2021). Cet écart s'explique du fait que les consultations lancées en 2023 ne comportaient quasiment pas de lots, contrairement à celles lancées en 2022.

En revanche, le volume financier des marchés signés en 2023 est beaucoup plus important : **4 913 932,60 € TTC** contre 1 553 312,38 € TTC en 2022, compte tenu du fait qu'il y ait 6 marchés dont le montant estimé se situe au-dessus des seuils de procédure formalisée (215 000 € HT), contrairement à 2022 où aucun marché n'atteignait ce seuil. L'essentiel des procédures mises en œuvre restent des marchés à procédure adaptée (achats inférieurs à 215 000 € HT).

Enfin, on peut noter que les MAPA sont attribués à l'ODE, dans un délai moyen de 3 mois à compter de la publication de la consultation.

Fiche 3 - Comptabilité, Gestion administrative et financière des contrats, Moyens logistiques et Informatique

Présentation de l'équipe opérante :

Béatrice DUCHET, Directrice Adjointe des Ressources et Moyens Généraux

Lina OSENAT, Assistante de gestion

Gaëlle VIELET, Gestionnaire comptable

Maurice CLAIRE, Gestionnaire AFC

Stéphane LOUIS-JOSEPH, Administrateur Système

Serge LALOUPE, Assistant technique polyvalent

Description synthétique de l'activité :

Outre le service RH et juridique, la DRMG regroupe également les services supports, en matière de Comptabilité, Gestion administrative et financière des contrats, Moyens Logistiques et l'Informatique.

Le service de la comptabilité assure la gestion des comptes en relation avec les services du Payeur Territorial et veille à la santé financière de l'établissement. Sous le pilotage de la directrice adjointe, en plus de la gestion quotidienne, il procède aux opérations de fin d'exercice et élabore les documents budgétaires (Budget Primitif, Budget Supplémentaire, Décisions modificatives et Compte Administratif). Il est en relation tant avec les services de l'ODE qu'avec les partenaires extérieurs (fournisseurs, les bénéficiaires de subventions, collecteurs de redevances...).

La cellule de gestion administrative et financière des contrats, opérationnelle depuis janvier 2023 avec le recrutement d'un nouveau collaborateur, a permis de renforcer la fiabilité comptable et financière de la structure, notamment au regard de la mise en œuvre du 4ème Programme Pluriannuel d'Intervention.

Sur le plan de la logistique et de la gestion des bâtiments, le service accompagne l'ensemble des acteurs de l'organisation dans le but de faciliter leur activité. Cette fonction, très transversale, concerne des activités qui vont de la mise à disposition des fournitures de bureau à la gestion du parc automobile, en passant par la gestion de stocks, la petite maintenance des locaux ainsi que les missions de vagemestre. Ce service apporte également un appui au service animation lors des événements externes (forum, séminaire, actions de sensibilisation...)

Les actions en matière d'administration des systèmes informatiques consistent à mettre à disposition les outils informatiques nécessaires au bon fonctionnement de la structure et au confort logistique des équipes, en veillant notamment à l'optimisation et à la maintenance des ressources aussi bien logiciels que matériels du système d'information (SI) ainsi qu'à la protection et la sécurité informatique des données.

Bilan chiffré de l'activité pour 2023 :

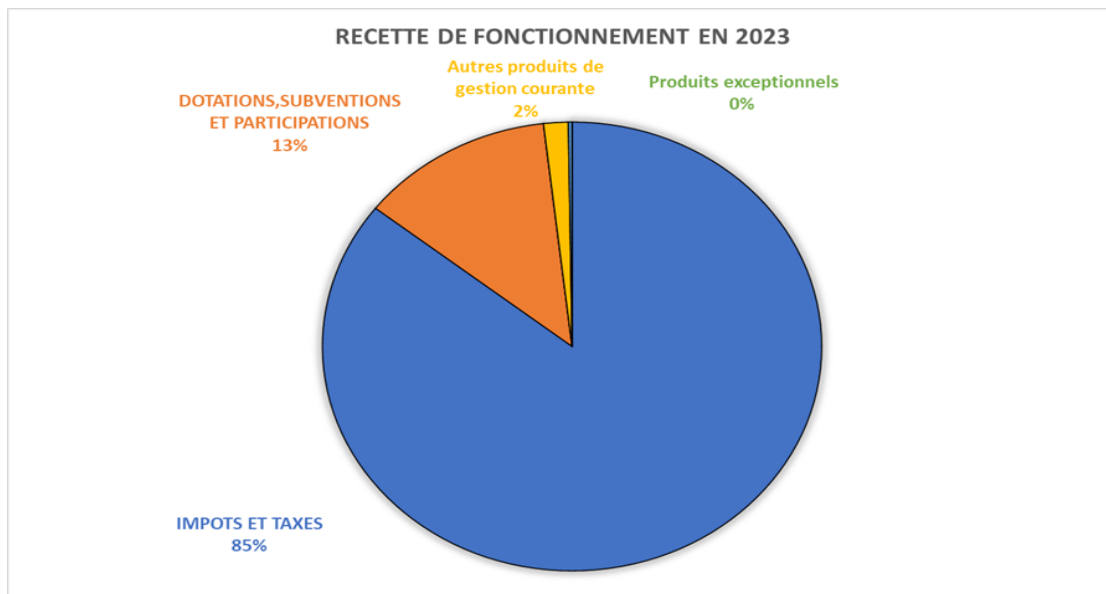
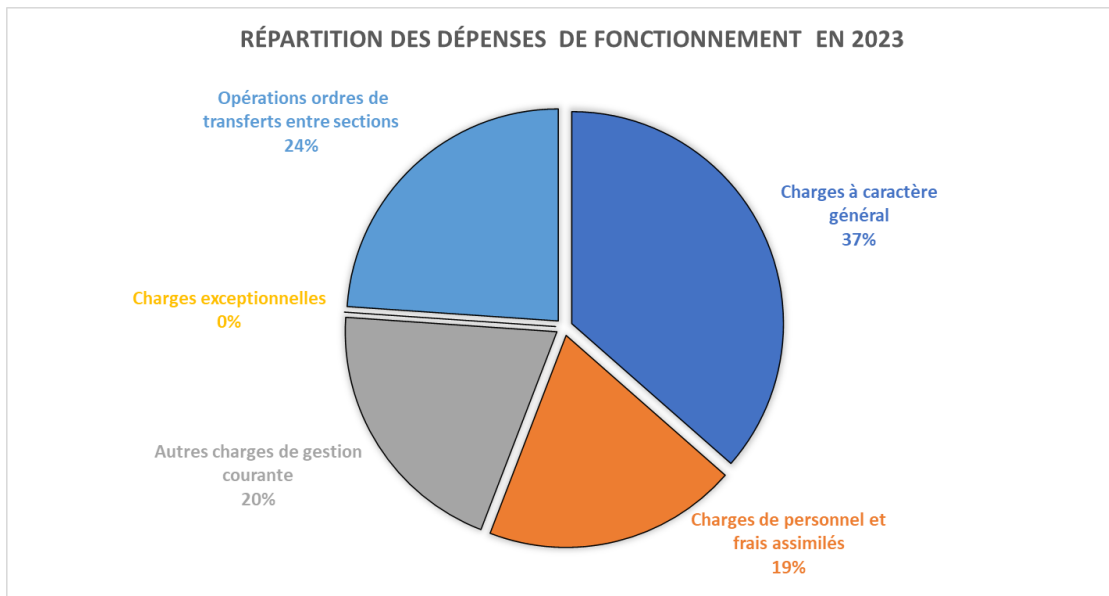
REPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Chapitre		Montant en €
011	Charges à caractère général	3 651 556,84
012	Charges de personnel	1 941 642,35
65	Autres charges de gestion courante	2 026 811,46
67	Charges exceptionnelles	0,00
042	Opération d'ordre entre sections	2 395 419,00
		10 015 430,64

REPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
Chapitre		Montant en €
70	Produits et services	0,00
73	Impôts et taxes	13 182 421,62
74	Dotations et participations	1 941 798,03
75	Autres produits de gestion courantes	244 796,84
013	Atténuation de charges	37 463,12
042	Opération d'ordre entre sections	0,00
		15 406 479,61

REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		
Chapitre		Montant en €
20	Immobilisations incorporelles	49 614,38
204	Subventions d'équipement versées	2 788 518,80
21	Immobilisations corporelles	570 988,83
23	Immobilisations en cours	0,00
		3 409 122,01

REPARTITION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		
Chapitre		Montant en €
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00
040	Opération d'ordre entre sections (DAP)	2 395 419,00
		2 395 419,00

Diagrammes synthétisant les chiffres



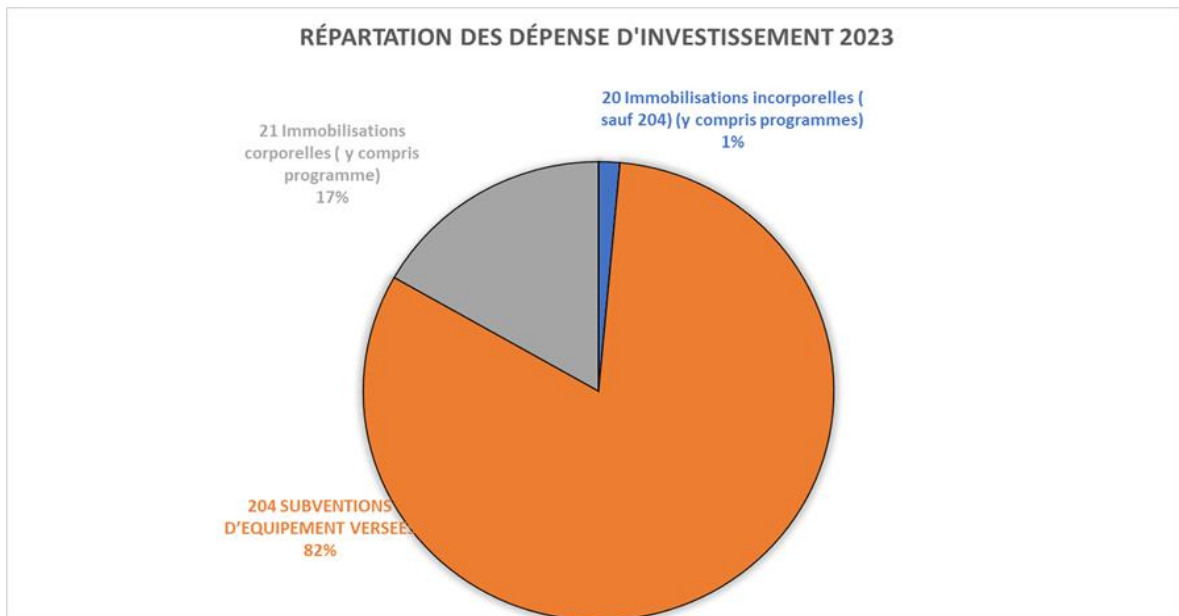
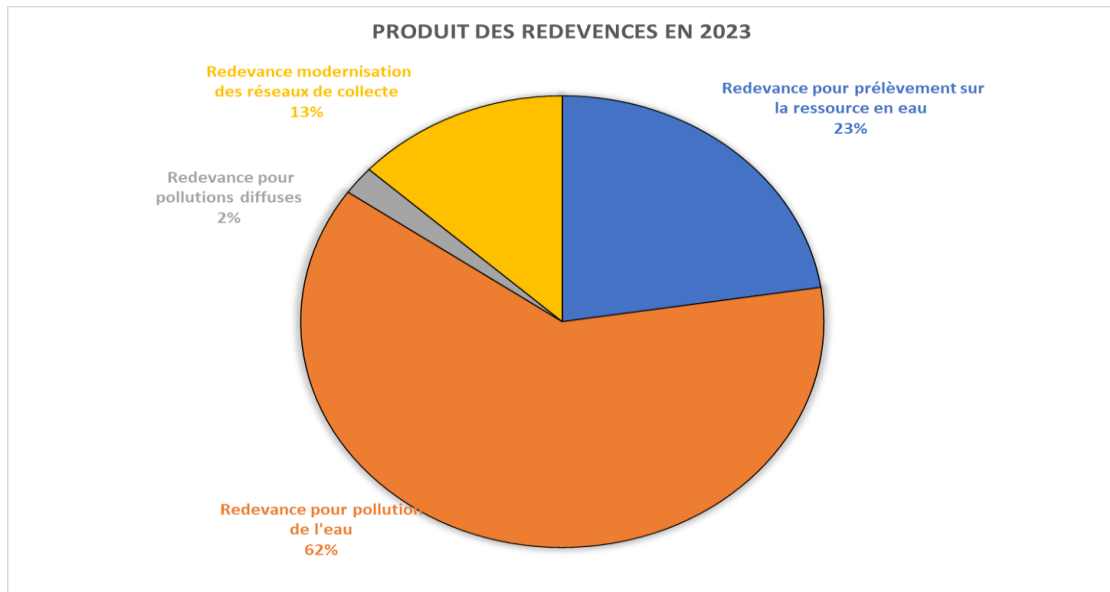


Tableau synthétique de l'activité 2023

Nombre de mandats émis	1651
Nombre de titres émis	298
Délai global de paiement	39 j
Délai de paiement de l'ordonnateur	25 j
Délai de paiement du comptable	14 j

Subventions de fonctionnement accordées aux collectivités et usagers privés (en % des dépenses de fonctionnement)	27%
Subventions d'investissement accordées aux collectivités et usagers privés (en % des dépenses d'investissement)	82%
Charges de personnel (en % des recettes de fonctionnement)	13%
Taux de charges de structure incluant les charges de personnel (en % des recettes de fonctionnement)	15%
Evolution des Restes à Réaliser (par rapport à 2022)	-19,8%
Etat des Restes à réaliser à fin 2023	7 860 868 €

Analyse synthétique :

L'année 2023 a été notamment impactée par l'emménagement dans les nouveaux locaux de l'Office de l'Eau Martinique situé au 140 Boulevard la Pointe des Nègres à Fort de France 97200. Ce nouveau siège, organisé sur 4 niveaux (un niveau par direction) + Un extérieur, d'une surface totale de plancher administratif de 693 m² et surface utile de 766 m², permet de regrouper sur un site unique l'ensemble des collaborateurs de l'ODE.

La résiliation du bail du 7 Avenue Condorcet a été effectuée sans encombre et la vente de l'ancien bâtiment occupé et du terrain, propriétés de l'ODE, a été confié à un notaire.

L'installation dans le nouveau siège depuis juillet 2023 a apporté un véritable confort de travail pour tous. Toutefois, certains ajustements doivent encore être opérés.

D'un point de vue budgétaire, après la phase de basculement comptable (passage à la M57) et de prise en main du nouveau logiciel Finances en 2022, l'exécution budgétaire de l'exercice 2023 s'est déroulé dans de bonnes conditions et la dématérialisation des actes du contrôle de légalité mise en œuvre. A noter toutefois, qu'un nouveau cadre de travail budgétaire a été défini en sorte d'améliorer davantage la qualité comptable et de pouvoir mettre en place une comptabilité analytique à terme.

En 2023, le budget d'exécution de l'ODE s'élève à 17 801 899,60 € (12 737 989,07 € en 2022) et à la fin de l'exercice, l'établissement présente des résultats financiers positifs.

La section de fonctionnement dégage un excédent de 5 391 048,97 €, grâce à l'augmentation significative mais circonstancielle des recettes des produits de la redevance (+31,2 % entre 2022 et 2023, alors que les taux de redevance n'ont pas augmenté), tandis que **la section d'investissement affiche un besoin de financement de 1 013 702,02€,** qui sera couvert par l'excédent de fonctionnement.

De manière détaillée,

Les recettes de fonctionnement ont progressé, passant de 10 796 338, 60€ en 2022 à **15 406 479,61€.**

D'une part, le volume de subventions perçues a été beaucoup plus élevé en 2023 (1 942 K€ contre 486 K€ en 2022). En effet, les subventions perçues par l'Etat (OFB principalement), sont beaucoup plus conséquentes cette année (854 231,03 € versées en 2023 contre 397 256,26 € en 2022, soit +115%) faisant suite aux remontées de dépenses effectuées par l'ODE sur des projets arrivés à échéance (solde de la convention 2021) et aussi de versements intermédiaires effectués au titre de convention 2022 et d'avances opérées sur la convention 2023. Toutefois, il est à prévoir une réduction des niveaux de subventionnement, annoncé par l'OFB, pour les futurs projets menés par l'ODE.

A été également perçue une somme de 549 118,25 € au titre du FEDER.

Par ailleurs, il convient de signaler que certaines écritures comptables relatives à l'exercice 2022 ont été rattachés sur l'exercice 2023.

D'autre part, il est à constater une augmentation significative des produits des impôts et taxes qui se chiffrent à 13 182 K€ en 2023 contre 10 005 K€ l'an dernier. Cette hausse conjoncturelle s'explique par le rattrapage opéré sur des redevances dues au titre des exercices antérieurs et comptabilisés en 2023. En effet, aux 9 481 K€ de redevances comptabilisées au titre l'exercice 2023, se rajoutent 3 701 K€ de rattachements issus de régularisations (titres rejetés en 2022 et représentés en 2023 et régularisations de soldes de redevances restant dû par les exploitants sur des exercices antérieurs). A noter toutefois, que sur les 13 182 K€ de redevances figurant au compte administratif, seuls 3 702 K€ ont été réellement encaissés.

Les charges de fonctionnement s'inscrivent également à la hausse, passant de 7 062 957,42 € à **10 015 430,64 €** sous l'effet notamment de *i)* l'augmentation dépenses pour les études et recherches à visée de développement de la connaissance (2 360 K€ contre 1 330 K€ l'an dernier) et de *ii)* l'accroissement des subventions versées par l'ODE aux différents partenaires publics ou privés (2 026 K€ en 2023 contre 1 117 K€ en 2022).

Les charges de structure et de personnel (1 941 K€ en 2023), demeurent maîtrisées en dessous de 25% des recettes de fonctionnement.

S'agissant de la section d'investissement, en 2023, le montant total des dépenses d'investissement, à **3 409 K€** sont relativement stables par rapport à 2022 (-1,3%).

En dépit de la baisse de -9,6% des subventions d'équipement versées en 2023, l'ODE accompagne à faciliter et financer l'ensemble des projets structurants pour le territoire et diverses actions d'intérêt commun dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

La section d'investissement affiche un besoin de financement de 1 013 702€, qui sera couvert par l'excédent de fonctionnement.

Tenant compte des résultats reportés des années antérieures, **le résultat de clôture cumulé de l'exercice 2023 s'établit à 46 876 485,25 €**, soit un excédent de 13 572 512,56 € pour la section d'investissement et de 33 303 972,69 € pour la section de fonctionnement. A noter qu'une partie significative de cet excédent est affecté à des subventions déjà votées et non liquidées.

En 2023, le délai global de paiement ressort à 39 jours : 25 jours (contre 21 jours en 2022) pour l'ordonnateur et 14 jours (contre 9 jours l'an dernier) pour le comptable.

S'agissant de l'activité de gestion du bâtiment, la propriété du bâtiment implique une maintenance assidue des infrastructures. Des contrats de maintenance avec des prestataires extérieurs ont donc été établis pour le nettoyage des locaux, l'entretien des espaces verts, l'entretien des équipements et du bâtiment (toiture, ascenseur). L'accès au bâtiment est sécurisé (ouverture par digicode et/ou badges individuels) et le bâtiment est équipé d'un système de surveillance.

Sur le plan logistique, après le déménagement opéré en juin 2023, une journée porte ouverte a été organisée pour faire don des anciens mobiliers aux associations et petites communes. Cette opération a rencontré un vif succès auprès de nos partenaires, notamment la Croix rouge, Saint Vincent de Paul, le Groupement d'insertion des personnes handicapées physiques, l'association des travailleurs handicapés en activité de la Martinique et les villes du Carbet, de Fond Saint Denis et du Prêcheur.

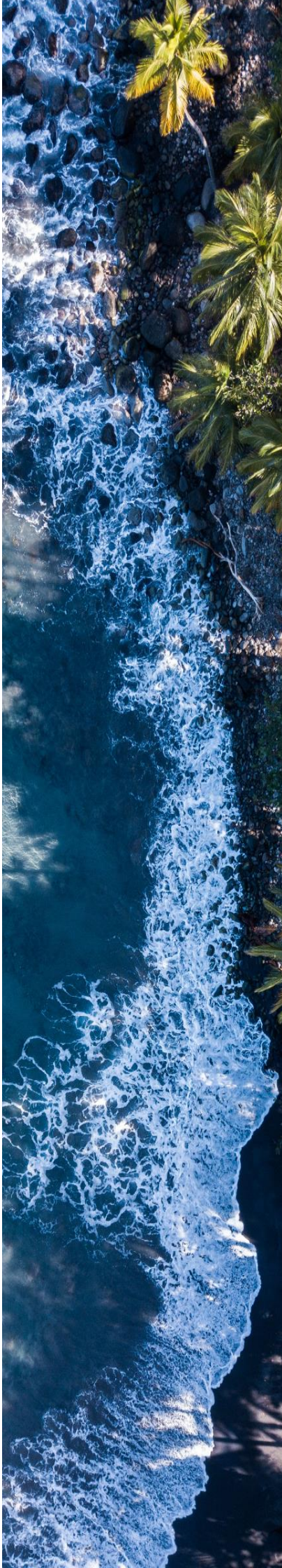
En 2023, le parc automobile a été entièrement renouvelé avec l'acquisition d'une nouvelle flotte de 3 nouveaux véhicules pour faciliter les missions de terrains au profit des équipes techniques et d'animation.

La flotte de téléphones mobiles a été également renouvelée pour l'ensemble des services et élargie aux managers.

Au niveau des Systèmes d'Information,

Après plus d'un an de préparation, de réunions de planification (opérateurs téléphoniques, prestataires en charge de la téléphonie IP, Electriciens, informaticiens...) et de validation des travaux électriques et informatiques, le service informatique a procédé au déménagement de l'ensemble des infrastructures informatiques (serveurs de production et de sauvegarde transportés et réinstallés par les équipes de l'ODE) pendant une semaine et à la remise en service de l'ensemble du parc informatique avec célérité et efficacité.

Le Wi-Fi est accessible à tous les étages et les équipements informatiques sécurisés dans des locaux dédiés.



2. INTERVENTIONS FINANCIERES

Fiche 4 - Interventions Financières – Pôle redevances

Présentation de l'équipe opérante :

Anthony NICOLAS, Responsable du service des Interventions, Ingénieur Eau-Environnement

Stéphane LOUIS-JOSEPH, Instructeur/Contrôleur des redevances

Christine SINAMAL, Assistante de gestion du service

Description synthétique de l'activité :

Dans le cadre de son 4^{ème} programme d'intervention pluriannuel 2023-2027, l'Office De l'Eau Martinique attribue des participations financières aux actions entreprises par les collectivités et les usagers privés. En contrepartie, il perçoit des redevances auprès des personnes publiques ou privées.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, l'Office perçoit une redevance annuelle sur les personnes qui prélèvent directement de l'eau dans le milieu naturel, qu'il s'agisse d'eau superficielle, d'eau de source ou d'eau de nappe.

Au 1^{er} janvier 2008, ont été établis les redevances de bassin supplémentaires ci-après :

- Pour pollution de l'eau, domestique, non domestique et activité d'élevage,
- Pour modernisation des réseaux de collecte, domestique, non domestique,
- Pour pollutions diffuses,
- Pour stockage d'eau en période d'étiage (non perçue),
- Pour obstacle sur les cours d'eau (abrogée),
- Pour protection du milieu aquatique (non perçue).

Les éléments nécessaires au calcul de la redevance de l'année (n) doivent être déclarés à l'Office De l'Eau avant le 1^{er} avril de l'année (n+1). Pour autant l'ODE collecte des acomptes au cours de l'année N sur les principales redevances dont l'assiette est réputée stable.

Bilan chiffré de l'activité pour 2023 :

Préambule : Mise à jour du bilan pour l'exercice 2020 et 2021 :

Avant de présenter le bilan de la collecte 2022 et analyser les évolutions d'assiettes, une correction a été apportée sur la recette sur ces exercices pour les redevances pour pollution et modernisation des réseaux de collecte Domestique (PCC) :

Comme précédemment, la campagne 2023 a été marquée par un accompagnement d'ODYSSI pour corriger les erreurs sur les déclarations pollution et modernisation des réseaux de collecte domestique des exercices 2020 et 2021, principalement sur les restes à encaisser au titre des années précédentes à reverser à l'Office.

À la suite de cette régularisation, la recette globale des redevances se voit amputée de 115 253 € en 2020 et de 1 048 181 € en 2021 par rapports aux déclarations initiales.

Bilan Exercice fiscal 2022 :

Après avoir présenté ces modifications qui affectent la recette des exercices 2020 et 2021, l'ODE est en mesure de présenter le bilan 2022.

En 2022, le montant global des redevances (tous usages confondus) s'élève à 9 118 433 €, dont 8 863 742 € en provenance des factures d'eau (soit 97,2 %). Par rapport à l'exercice 2021, la recette globale reste stable.

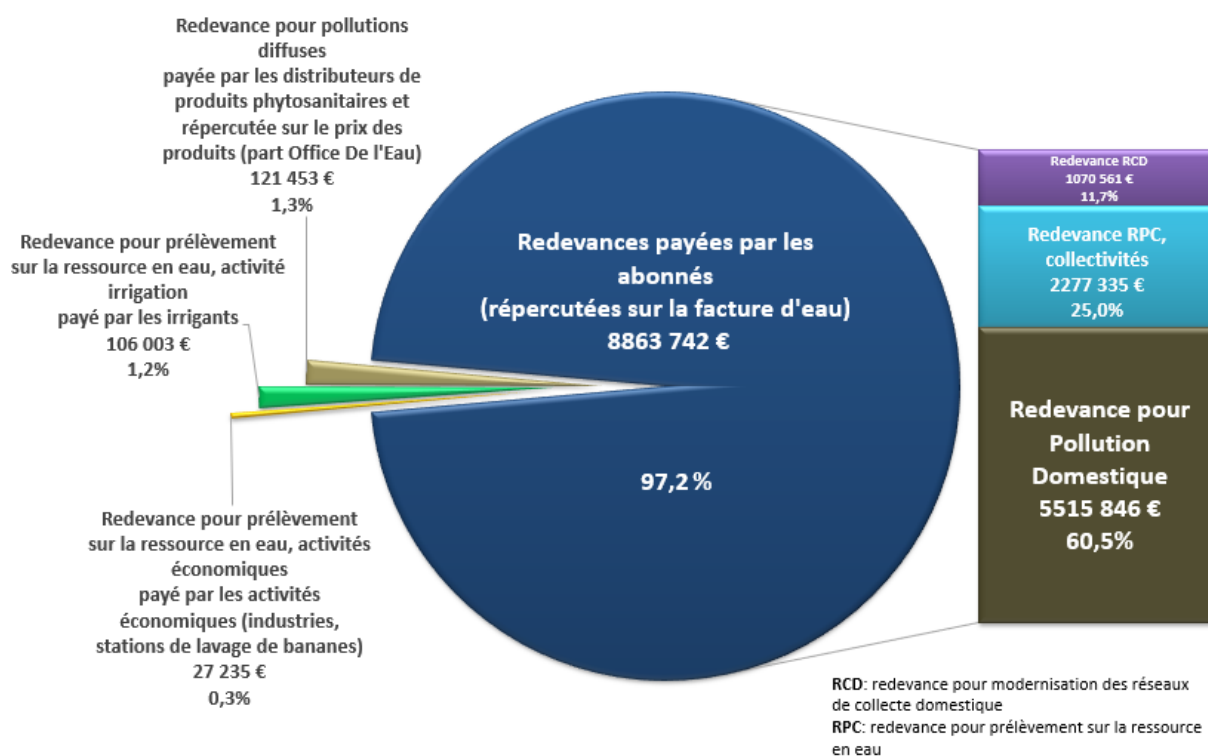
Répartition et évolution des recettes sur les 5 derniers exercices

Type de redevances	2018	2019	2020	2021	2022
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, activités économiques payé par les activités économiques (industries, stations de lavage de bananes)	25 041 €	24 649 €	27 628 €	29 296 €	27 235 €
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, activité irrigation payé par les irrigants	42 228 €	48 590 €	78 246 €	83 249 €	106 003 €
Redevance pour pollutions diffuses payée par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutée sur le prix des produits (part Office De l'Eau)	116 804 €	160 426 €	149 237 €	146 823 €	121 453 €
Redevance pour RCD	1 343 034 €	1 270 480 €	997 002 €	1 196 870 €	1 070 561 €
Redevance RPC, collectivités	2 197 993 €	2 106 707 €	2 132 570 €	2 156 619 €	2 277 335 €
Redevance pour Pollution Domestique	5 595 659 €	5 125 044 €	4 304 088 €	5 545 573 €	5 515 846 €
Redevance pour Pollution non Domestique	/	/	116 385 €	/	/
Redevance pour Collecte non Domestique	/	/	11 107 €	/	/
Recette Globale	9 320 759 €	8 735 896 €	7 816 263 €	9 158 430 €	9 118 433 €
Evolution		-6%	-11%	17%	0%

En orange, les données modifiées sur les exercices précédents

Diagrammes synthétisant les chiffres :

Répartition des redevances de bassin — exercice fiscal 2022



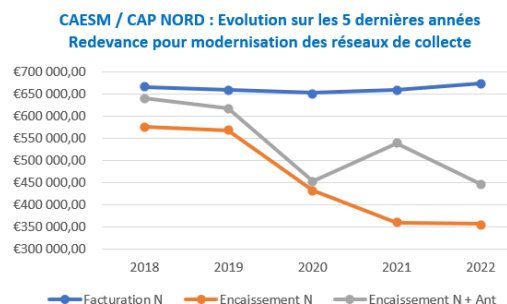
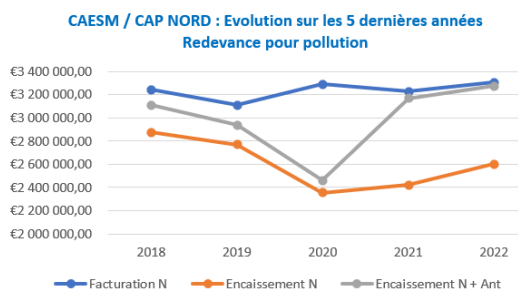
Analyse synthétique :

Redevances pour pollution et modernisation des réseaux de collecte domestique (PCC) :

Territoire CAESM / CAP NORD (SME) :

Pour la SME, on observait que malgré une augmentation des volumes facturés (reprise des abonnés du territoire de la SMDS en 2020), l'encaissement avait chuté largement ; la SME justifiait cet écart par un retard dans la facturation des usagers ex-SMDS. Dès 2021, les encaissements N sont à la hausse (moyenne 77 % pour 2021 et 2022).

En revanche, les encaissements pour la redevance modernisation des réseaux de collecte n'ont pas suivis la même tendance en 2021 et 2022, pour un taux d'encaissement N plus faible de l'ordre de 54 % :

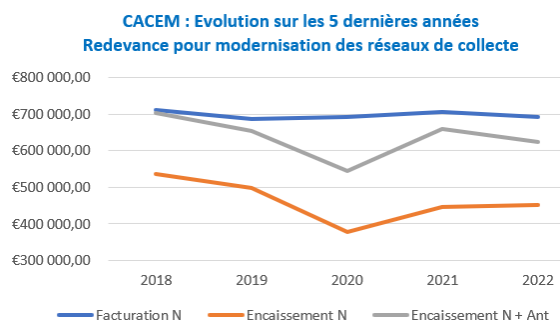
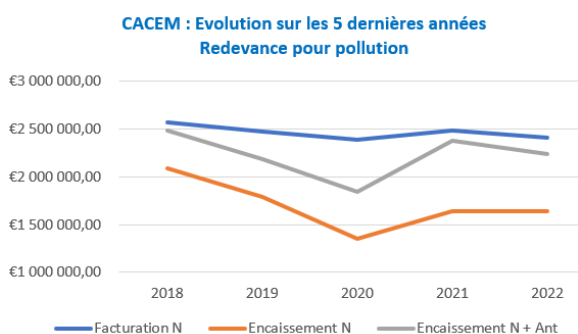


Territoire CACEM (ODYSSI) :

Les évolutions pour Odysse ont été présentées en préambule de ce bilan ; les deux graphiques suivants montrent les évolutions et les écarts entre la facturation et les encaissements pour chacune des deux redevances domestiques.

Les encaissements sont stables sur les deux dernières années, de l'ordre de 67 % pour la redevance pollution et 64 % pour la collecte.

Le travail d'accompagnement se poursuivra en vue d'améliorer la qualité de la donnée déclarée et consolider nos recettes (il y a encore quelques incohérences observées pour ODYSSI et SME). Dans cette optique une mission de contrôle comptable devrait être réalisée sur cette redevance majeure.



Redevances pour pollution et modernisation des réseaux de collecte non domestique (PCI) :

L'ODE a relancé une campagne de déclaration pour répondre aux exigences réglementaires et être en mesure de fournir des données sur les charges polluantes des activités industrielles.

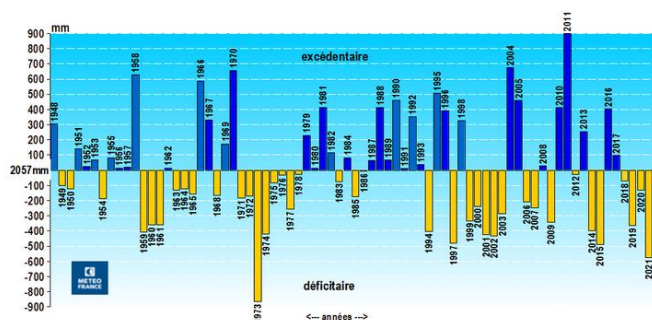
Ces redevances s'appliquent aux entreprises dont les activités entraînent un rejet d'au moins un élément constitutif de la pollution (MES, DCO, DBO, ...), supérieur au seuil de redevabilité défini par l'article L.213-10-2 du code de l'environnement. En fonction des éléments que l'entreprise déclare, l'Office De l'Eau déterminera si elle est au-dessus ou au-dessous de ces seuils. En dessous de ces seuils, les entreprises doivent la redevance pour pollution domestique (PCC) dans la limite d'un plafond d'assiette de 6 000m³.

L'ODE poursuit son accompagnement auprès des industriels pour recueillir les données de pollution et déclencher les redevances associées.

Redevances pour prélèvement :

Après une année 2020 chaude (la 3^{ème} année la plus chaude en Martinique), très ensoleillée (2^{ème} année la plus ensoleillée) et déficitaire en pluie (3^{ème} année consécutive déficitaire), et une année 2021 chaude, ensoleillée et peu pluvieuse (données Météo France), 2022 est une année normale au regard du poste de référence. Elle est 4% inférieure à la normale et le bilan pluviométrique est quasi à l'équilibre. (Données Météo France).

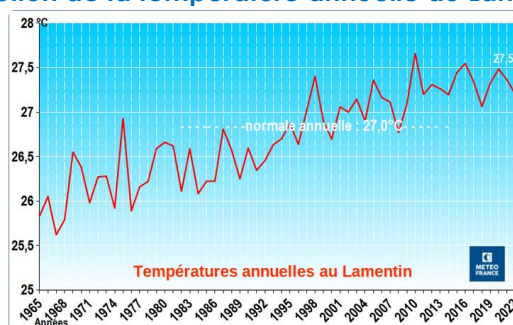
Pluviométrie annuelle au Lamentin, comparée à sa moyenne



À la station de référence du Lamentin, la température moyenne annuelle est de 27,2°C. C'est 0,2°C au-dessus de la norme. Pour rappel, l'année la plus chaude est 2010 avec 27,7°C.

Malgré une légère baisse, une tendance à la hausse des températures au cours des dernières décennies semble se confirmer.

Évolution de la température annuelle au Lamentin



IRRIGATION (RIR) :

On observe une augmentation globale de 17% des prélèvements agricoles, conséquence d'une année normale chaude et d'une augmentation des prélèvements, principalement chez les grandes exploitations (ASA). Compte tenu du changement d'usage de l'eau pour une ASA, d'un usage irrigation à autres activités économiques pour les hangars à bananes (taux plus important), la recette progresse de 27 %.

EAU POTABLE (RPC) :

Les prélèvements destinés à la production d'eau potable ont augmenté de 7 % par rapport à 2021, majoritairement sur l'usine de Vivé au Lorrain.

Evolution des assiettes RPC (m³)



Analyse sur les rendements :

Les prélèvements pour l'AEP sont en hausse alors que les volumes facturés (voir graphiques précédents) sont quasiment stables. Cette situation tend à indiquer une nouvelle dégradation des rendements des réseaux ce qui est plutôt préoccupant.

Redevances pour pollutions diffuses (RDI) :

L'arrêté du 28 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 22 novembre 2010 a modifié le régime de la redevance pour pollutions diffuses afin de limiter l'usage des pesticides et la contamination associée des milieux. A ce titre, il modifie les classes de substances (qui passent de 3 à 6 catégories en 2019) et les taux de la redevance pour pollutions diffuses qui leur est applicable. L'augmentation de ces taux vise à inciter à une moindre utilisation des produits phytopharmaceutiques utilisant ces substances afin de limiter la contamination des milieux et l'impact sur la santé humaine.

Catégorie	Arrêté substances du 28 décembre 2018	Taux (en euros par kg)
CMR	1° classées, en application du règlement (CE) n° 1272/2008, en raison de leur cancérogénicité, ou de leur mutagénicité sur les cellules germinales, ou de leur toxicité pour la reproduction	9,00 €
Santé A	2° classées, en application du règlement (CE) n° 1272/2008, en raison de leur toxicité aiguë de catégorie 1, 2 ou 3 ou en raison de leur toxicité spécifique pour certains organes cibles, de catégorie 1, à la suite d'une exposition unique ou après une exposition répétée, soit en réseau de leurs effets sur ou via l'allaitement	5,10 €
Env A	3° classées, en application du règlement (CE) n° 1272/2008, en raison de leur danger de par leur toxicité aiguë pour le milieu aquatique de catégorie 1 ou de leur toxicité chronique pour le milieu aquatique de catégorie 1 ou 2	3,00 €
Env B	4° classées, en application du règlement (CE) n° 1272/2008, en raison de leur toxicité chronique pour le milieu aquatique de catégories 3 ou 4	0,90 €
Exclusion	5° Qui ne répondent pas aux critères des paragraphes 3.6 et 3.7 de l'annexe II du règlement (CE) n° 1107/2009 mais qui sont encore commercialisées	5,00 €
Substitution	6° Dont on envisage la substitution au sens de l'article 24 du règlement (CE) n° 1107/2009	2,50 €

En effet, la modification repose sur le constat que les taux actuels n'ont pas entraîné de diminution, sur le plan national, de la vente et de l'utilisation de ces substances depuis l'instauration de la redevance.

Évolution des assiettes et recettes sur le 5 derniers exercices

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Assiette Kg*	51 580	52 882	51 403	54 771	39 519 Kg
Recette €	116 804	160 426	149 237	146 823	121 453



*quantité de substances actives contenues dans les produits vendus

Évolution des assiettes en Kg par catégorie entre 2020 et 2022

Cat.	CMR	Santé A	Env A	Env B	Exclusion	Substitution
2022	985	1098	32 224	1679	0	3533
2021	770	1 301	37 808	11 145	211	3 536
2020	1 272	1 312	37 437	7 334	855	3 192

La recette globale est en baisse de 17 % par rapport à 2021 ; seule la catégorie 1 de la famille des cancérogènes, mutagènes et toxiques (CMR) progresse.

Prime versée aux SPANC :

Conformément aux dispositions de l'article L. 213-10-3 du code de l'environnement, l'Office De l'Eau accorde une prime aux Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) des 3 EPCI (CAP NORD, ESPACE SUD, CACEM). Cette dernière est versée au titre de leurs compétences en matière de contrôle des installations d'assainissement de capacité inférieure à 200 équivalents habitants (EH).

Le calcul de la prime est basé sur les résultats des 4 objets suivants (taux 2019) :

- Le diagnostic de l'existant, pour un taux de 15 €/contrôle,
- Le contrôle périodique de bon fonctionnement, pour un taux de 15 €/contrôle,
- Le contrôle de conception et d'implantation, pour un taux de 9 €/contrôle,
- Le contrôle de réalisation des travaux, pour un taux de 21 €/contrôle.

Un bilan des attributions réalisé 2019 révèle que les objectifs affichés au 3e PPI ne sont que très partiellement atteints, avec un montant total de prime versé d'environ 75 000,00 € en 2017 pour un montant estimé à environ 850 000 € l'horizon 2022.

Une étude de révision des taux de primes au SPANC a été proposée, avec un doublement de l'ensemble des taux affectés au calcul. La délibération 17-12-2019/112 acte cet engagement de l'ODE d'accompagner au mieux l'activité des services dédiés afin d'améliorer la fréquence des contrôles et ainsi garantir un meilleur fonctionnement des dispositifs de traitement.

Le tableau suivant recense le nombre de contrôles effectués pour chaque critère :

PERIODIQUE DE BON FONCTIONNEMENT*			
	CAP NORD	ESP.SUD	ODYSSI
nombre de vidanges	96	11	89
taux ODE	30 €		
MONTANT DE LA PRIME	2 880 €	330 €	2 670 €

DIAGNOSTIC DE L'EXISTANT			
	CAP NORD	ESP. SUD	ODYSSI
nombre de contrôles	79	201	311
coefficient de périodicité	1	1	1
taux ODE	30 €		
MONTANT DE LA PRIME	2 370 €	6 030 €	9 330 €

DE CONCEPTION et D'IMPLANTATION			
	CAP NORD	ESP. SUD	ODYSSI
nombre	304	601	0
taux ODE	18 €		
PRIME	5 472 €	10 818 €	0 €

DE REALISATION DES TRAVAUX			
	CAP NORD	ESP. SUD	ODYSSI
nombre	36	66	0
taux ODE	42 €		
PRIME	1 512 €	2 772 €	0 €
PRIME TOTALE	6 984 €	13 590 €	0 €

PRIME VERSEE AUX SPANC - ANNEE 2022					
	CAP NORD	ESP. SUD	ODYSSI	TOTAL	
Diagnostic de l'existant	2 370 €	6 030 €	9 330 €	17 730 €	
Périodique de bon fonctionnement	2 880 €	330 €	2 670 €	5 880 €	
De conception et d'implantation	5 472 €	10 818 €	0 €	16 290 €	
De réalisation des travaux	1 512 €	2 772 €	0 €	4 284 €	
MONTANT DE LA PRIME	12 234 €	19 950 €		44 184 €	

Odyssi n'a pas différencié les contrôles de conception et d'implantation d'une part, et les contrôles de réalisation des travaux d'autre part ; il n'est pas possible en l'état de calculer la prime à reverser (en attente de déclaration modificative).

Malgré la mise en place du doublement des taux, la fréquence des contrôles n'a pas subi de tendance à la hausse sur les 3 derniers exercices. L'effet incitatif voulu n'a pas porté ses fruits.

Nombre de contrôles réalisés par année

Type de contrôle	2020	Prévision 2020	
Existant	523	800	65% des objectifs
Conception	983	1181	83% des objectifs
Réalisation	140	500	28% des objectifs

Type de contrôle	2021	Prévision 2021	
Existant	672	800	84% des objectifs
Conception	1096	1203	91% des objectifs
Réalisation	114	500	23% des objectifs

Type de contrôle	2022	Prévision 2022	
Existant	591	800	74% des objectifs
Conception	905	1263	72% des objectifs*
Réalisation	102	500	20% des objectifs*
Bon fonctionnement	196	3000	7% des objectifs

*Sans les données d'Odyssey

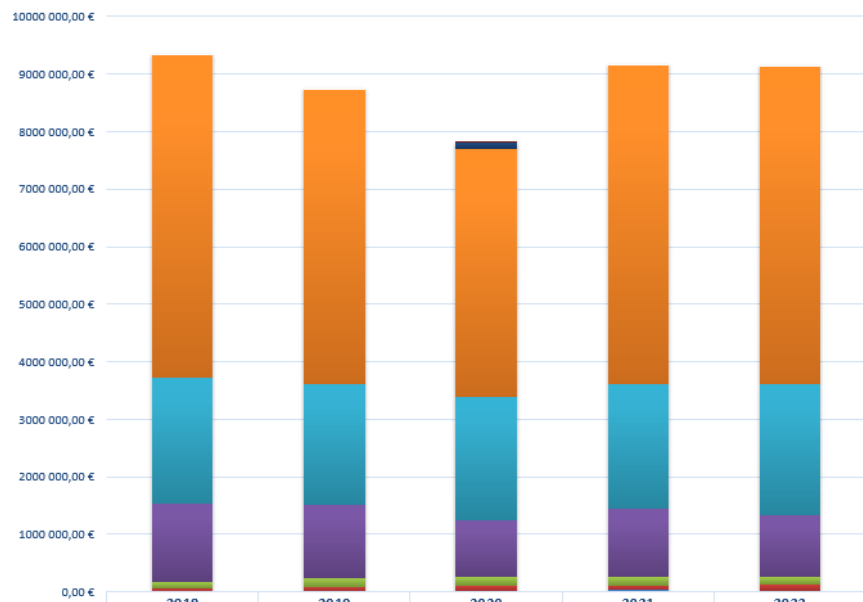
Conclusion générale pour l'année 2023

L'évolution de la recette annuelle des redevances n'est pas constante d'une année à l'autre ; les plus grandes variations sont liées au rythme des encaissements concernant les redevances pour pollution et collecte domestique ainsi que la redevance pour prélèvement des collectivités (les facteurs climatiques impactent par exemple les volumes prélevés).

Sur les cinq dernières années, la recette globale est quasiment stable ; les plus grandes variations sont observées :

- Pour les exercices 2019 et 2020 (redevances pour pollution et collecte domestique), ODYSSI n'était pas en mesure, dans sa comptabilité, de dissocier les encaissements au titre des années antérieures (années n-1, n-2, ...). C'est essentiellement l'exercice 2020 qui se voit donc amputé de cette recette.
- Pour la redevance pour prélèvement des collectivités, les facteurs climatiques déterminent par exemple les volumes prélevés.

Evolution des recettes par type de redevance



	2018	2019	2020	2021	2022
■ Redevice pour Collecte non Domestique	- €	- €	11 107,00 €	- €	- €
■ Redevice pour Pollution non Domestique	- €	- €	116 385,00 €	- €	- €
■ Redevice pour Pollution Domestique	5 595 659,00 €	5 125 044,00 €	4 304 088,00 €	5 545 573,00 €	5 515 846,00 €
■ Redevice RPC, collectivités	2 197 993,00 €	2 106 707,00 €	2 132 570,00 €	2 156 619,00 €	2 277 334,70 €
■ Redevice pour RCD	1 343 034,00 €	1 270 480,00 €	997 002,00 €	1 196 870,00 €	1 070 561,00 €
■ Redevice pour pollutions diffuses payée par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutée sur le prix des produits (part Office De l'Eau)	116 804,44 €	160 426,00 €	149 237,00 €	146 823,00 €	121 453,00 €
■ Redevice pour prélèvement sur la ressource en eau, activité irrigation payé par les irrigants	42 227,76 €	48 590,00 €	78 245,78 €	83 249,00 €	106 003,44 €
■ Redevice pour prélèvement sur la ressource en eau, activités économiques payé par les activités économiques (industries, stations de lavage de bananes)	25 040,62 €	24 649,00 €	27 628,00 €	29 296,00 €	27 235,12 €

Fiche 5 - Interventions financières – Pôle subventions

Présentation de l'équipe opérante :

Anthony NICOLAS, Responsable de service, Ingénieur Eau-Environnement

Péguy BOURGEOIS, Instructeur/Contrôleur des subventions, Technicien Eau-assainissement

May-Siane MARIE MARTHE, Instructeur/Contrôleur des subventions,

Christine SINAMAL, Assistante de gestion du service, assistante instructeur.

Description synthétique de l'activité :

La mise en place du pôle subvention du service des interventions financières répond à l'article L213-13 du Code de l'Environnement. Ce dernier fixe, pour les offices de l'eau des départements d'outre-mer, plusieurs missions dont la « programmation et le financement d'actions et de travaux » permettant de concourir à l'amélioration de la qualité des masses d'eau.

Le pôle subventions du service des Interventions financières a pour principale mission d'assurer le pilotage du programme d'aides financières de l'ODE. Son activité se traduit par :

- La mise en œuvre du programme d'aide du 4^e Programme Pluriannuel d'Interventions (PPI),
- L'instruction et la gestion des dossiers de demandes d'aides,
- L'accompagnement administratif des porteurs de projet.

Ce pôle d'activité est une interface pour un grand nombre d'interlocuteurs : les bénéficiaires directs y déposent leurs dossiers de financement, il participe à des réflexions sur l'élaboration de stratégies de financement efficaces avec d'autres partenaires (à l'échelle de l'île, sur des branches d'activités spécifiques).

L'activité du pôle des subventions émerge sur tous les axes du 4^{ème} PPI et répond à la majorité des objectifs du SDAGE et des orientations fondamentales du Programme De Mesures du SDAGE. En effet, le financement des actions ciblées du programme de mesure est assuré pour partie par la mise en œuvre du PPI.

Tableaux budgétaires de l'activité programmées en 2023

Tableaux d'exécution budgétaire - subventions au fil de l'eau

	ACTIVITE SUR L'ANNEE						
	Enveloppe annuelle au programme (1)	Montant annuel voté (euros TTC) (2)	Montant annuel engagé (euros TTC) (3)	Taux d'engagement sur le programme (4)=(3)/(1)	Taux d'engagement sur le voté (4) =(3)/(2)	Montant annuel liquidé (5)	Taux de réalisation sur engagement (6)=(5)/(3)
Axe 1 : Connaitre et faire connaitre	50 000,00 €	28 248,00 €	28 248,00 €	56 %	100 %	0,00 €	0 %
Axe 2 : Gouvernance de bassin	200 000,00 €	495 439,00 €	236 700,00 €	118 %	48 %	18 900,00 €	8 %
Axe 3 : Satisfaire les usages en eau	1 380 420,00 €	751 735,00 €	392 494,00 €	28 %	52 %	19 920,00 €	5 %
Axe 4 : Réduire les pollutions	1 425 000,00 €	487 197,00 €	260 354,00 €	18 %	53 %	15 704,00 €	6 %
Axe 5 : Milieux aquatiques	200 000,00 €	126 148,00 €	104 437,00 €	52 %	83 %	0,00 €	0 %
TOTAL	3 255 420,00 €	1 888 767,00 €	1 022 233,00 €	31 %	54 %	54 524,00 €	5 %

Tableau d'exécution budgétaire – Dispositifs hors fil de l'eau (conventions chambres consulaires, DFAP, RES'EAU)

	ACTIVITE SUR L'ANNEE						
	Enveloppe annuelle au programme (1)	Montant annuel votés (2)	Montant annuel Engagé (3)	Taux d'engagement sur le programme (4)=(3)/(1)	Taux d'engagement sur le voté (4) =(3)/(2)	Montant annuel Mandaté (5)	Taux de réalisation sur engagement (6)=(5)/(3)
Axe 1 : Connaitre et faire connaitre	30 000,00 €	41 952,00 €	41 952,00 €	140 %	100 %	19 723,00 €	0 %
Axe 2 : Gouvernance de bassin	230 000,00 €	240 000,00 €	240 000,00 €	104 %	100 %	0,00 €	0 %
Axe 3 : Satisfaire les usages en eau	50 000,00 €	228 227,40 €	86 084,37 €	172 %	38 %	7 645,00 €	3 %

Axe 4 : Réduire les pollutions	350 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	3 %	100 %	10 000,00 €	100 %
Axe 5 : Milieux aquatiques	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-	-	0,00 €	-
TOTAL	5 920 000,00 €	520 179,40 €	378 036,37 €	57%	100 %	39 723,00 €	10,5 %

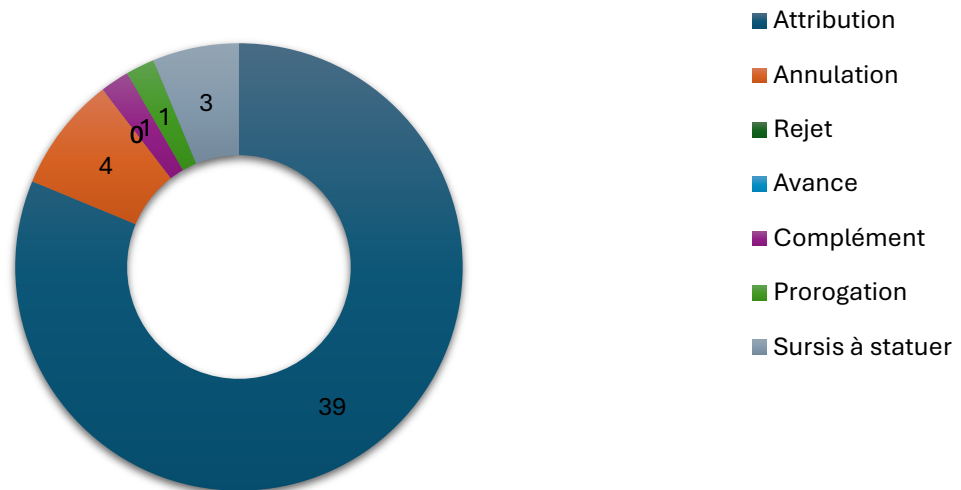
Tableau d'exécution budgétaire pluriannuel

	ACTIVITE SUR LE PROGRAMME PLURIANNUEL				
	Montant du programme pluriannuel (7)	Montant engagé au titre du programme pluriannuel (8)	Taux d'engagement sur le programme pluriannuel (9) = (8)/(7)	Montant mandaté au titre du programme pluriannuel (10)	Taux de réalisation sur engagement pluriannuel (11)=(10)/(8)
Axe 1 : Connaitre et faire connaitre	80 000,00 €	70 200,00 €	88 %	0,00 €	0 %
Axe 2 : Gouvernance de bassin	430 000,00 €	735 439,00 €	111 %	18 900,00 €	8 %
Axe 3 : satisfaire les usages en eau	1 430 000,00 €	979 962,40 €	33 %	19 920,00 €	5 %
Axe 4 : Réduire les pollutions	1 775 000,00 €	497 197,00 €	15 %	15 704,00 €	6 %
Axe 5 : Milieux aquatiques	200 000,00 €	126 148,00 €	52 %	0,00 €	0 %
TOTAL	3 915 420,00 €	2 408 946,40 €	36 %	54 524,00 €	5 %

Tableau 3- Répartition des dossiers instruits par type de bénéficiaire (hors prorogations)

	Nombre de dossier	Montant projet	Volume d'aides voté	% du total
Public	27	6 425 190,97 €	1 326 989,00 €	70,3%
Entreprises	12	1 160 573,88 €	369 369,00 €	19,6%
Agricole	4	221 630,46 €	82 633,00 €	4,37%
Association	6	594 942,06 €	109 776,00 €	5,8%
Total	49	8 402 337,37 €	1 888 767,00 €	100 %

Figure 2 : Ventilation des dossiers selon le type de décision



Répartition du nombre de dossiers selon le type de bénéficiaire

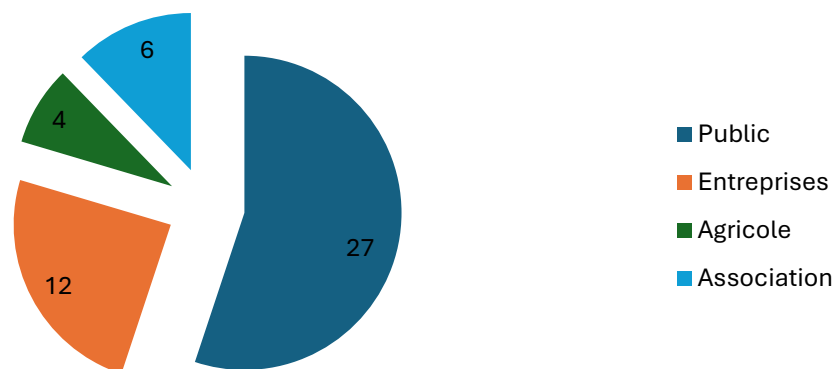
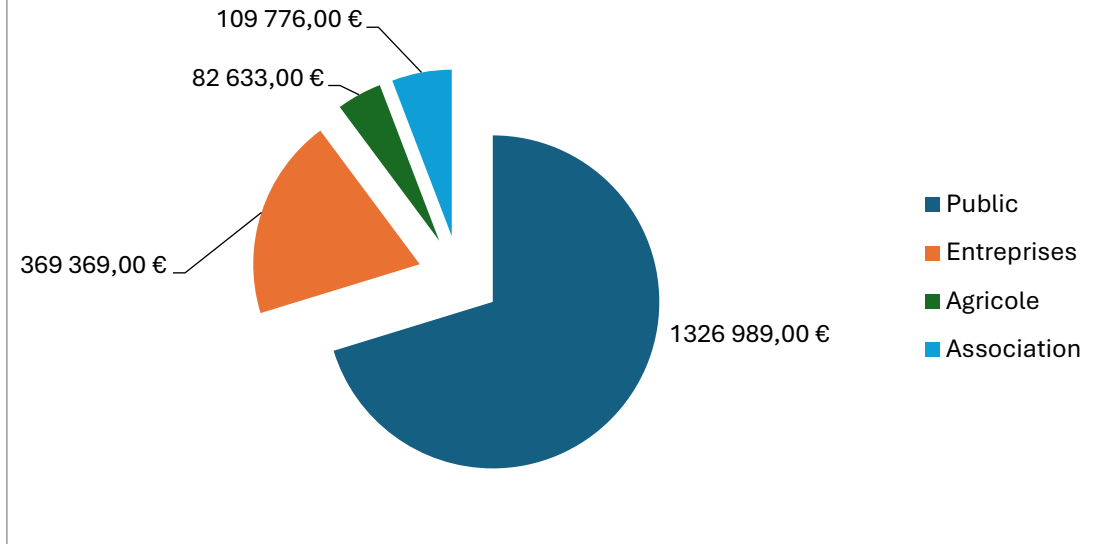


Figure 4 : Ventilation des financements selon le type de bénéficiaire



Analyse synthétique :

L'année 2023, première année du déploiement du 4^{ème} PPI, est marquée par un niveau général d'attribution au fil de l'eau en baisse. En parallèle, les outils de partenariat stratégiques et pluriannuels poursuivent leur déploiement.

Subventions au fil de l'eau

Pour 2023, le niveau d'attribution atteint un montant total de **1 888 767,00 €**.

Il est à noter une très nette diminution de ce montant par rapport à l'année précédente (**4 217 783,00 €**). Elle s'explique principalement par la baisse en proportion équivalente des attributions aux maîtres d'ouvrages en eau/assainissement :

- L'année 2023 a été notamment marquée par la **clôture du PO du FEDER 2014-2020** ainsi que certaines aides du plan de relance de l'état. Cette situation ayant contraint les collectivités à se recentrer sur la finalisation des chantiers en cours plutôt que la constitution de nouvelles demandes. Par ailleurs, pour optimiser la consommation des fonds européens en accord avec l'ensemble des financeurs, l'ODE a minimisé voire annulé certaines contreparties initialement prévues.

- Les taux d'intervention de l'ODE sur le petit cycle de l'eau et en particulier la thématique eau potable sont en baisse par rapport au 3^{ème} PPI.

Par ailleurs, **40 décisions** ont été prises en Conseil d'Administration, dont 39 attributions et 1 complément (contre 34 attributions en 2022). On note la diminution conséquente du nombre de dossiers au bénéfice des EPCI et l'augmentation du montant des aides au domaine agricole d'un facteur 9 par rapport à 2022.

Le **taux d'engagement** pour l'année 2023 s'élève à **54 %** contre 97 % pour l'année 2022. La diminution du taux d'engagement est liée au non-retour des conventions signées en 2023 pour le Conseil d'Administration de décembre. En revanche, le taux d'engagement pour les conseils précédents est de 100%.

Plan Eau Martinique – Pilotage du comité des financeurs et mise à jour de la plateforme de saisine

Le comité des financeurs, convoqué à 3 reprises en 2023 poursuit ses objectifs de mieux financer les projets déposés à son guichet. Ainsi les conditions de saisine ont été renforcées afin d'inciter les collectivités à ne déposer que des projets mûrs. Par ailleurs, l'instruction se fluidifie par la mise en place d'une instance ad hoc en amont de chaque réunion du comité afin de passer en revue toutes les demandes de financement. Ainsi, une vingtaine de notification d'éligibilité ont pu être transmises aux EPCI sur cette année.

Par ailleurs, la **plateforme de saisine** a fait l'objet d'une mise à jour en 2023 pour le rajout de certaines fonctionnalités (alertes automatisées lors du dépôt de notification...) ou leur optimisation (outil d'extraction des tableaux de bord).

Dispositif de Financement de l'Assainissement pour les Particuliers (DFAP)

L'année 2023 est marquée par la mise en paiement des premiers dossiers réalisés. Le service interventions financières accompagne les techniciens à la mise en œuvre du dispositif et son suivi (éligibilité des dossiers, difficultés avec certains professionnels...). La promotion du dispositif est également réalisée sur différents supports médias.

L'année 2024 verra la montée en intensité du niveau de réalisation des chantiers et l'augmentation du versement des subventions de l'ODE.

Mandatements

Le pôle subventions a édité **72** propositions de mandatement pour un montant total de **3 450 076,79 €** (contre 55 en 2022 représentant un montant total de 2 952 454,00 €).

L'augmentation des niveaux de versement découle du meilleur suivi des conventions de financement, notamment auprès des EPCI qui mobilisent de gros volumes de subventions. Par ailleurs, l'ajustement des rythmes de versement sur les conventions de financement permet de faciliter les décaissements. L'année 2024 dédiée à la « chasse » aux très anciennes conventions permettra de faire évoluer d'autant cet indicateur.

Dispositifs financiers – hors fil de l'eau

Les partenariats avec la CCIM (Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique) et la CMAM (Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Martinique) ont permis de clôturer les appels à projets relatifs aux économies d'eau dans les entreprises. Ces dernières bénéficient d'un accompagnement financier de l'ODE à 50%.

Le DFAP voit ses 2 premières réalisations de travaux en fin d'année 2023 et soldées par l'ODE. Cette dynamique est amenée à se confirmer en 2024.

De nouveaux partenariats mobilisant un appui financier de l'ODE ont été votés en 2023 avec la chambre d'agriculture et la DAAF.

Contrôles et visites de terrain

Sur l'année 2023, **plus d'une cinquantaine de déplacements** ont permis de réaliser des contrôles dans le cadre du suivi des conventions de financement, des réunions de conseils aux porteurs de projet (privés/publics) dans le cadre de demandes de subventions, ou des réunions dans le cadre d'autres chantiers (plan Eau Martinique, Chambres consulaires, DFAP...).



3. ETUDES, CONNAISSANCES ET APPUI AU TERRITOIRE

Fiche 6 - Expertise technique et réglementaire en eau et aménagement

Description synthétique de l'activité :
Agents référents : Loïc MANGEOT : Directeur de la Connaissance et des Interventions Sylvie BOUDRÉ, Chargée de mission Expertise technique et Réglementaire Eau et Aménagement
Vu l'article L213-13 du code de l'environnement Vu l'article R3232-1-2 du code Général des collectivités territoriales L'Office De l'Eau Martinique a pour mission d'assister techniquement les communes et EPCI qui ne bénéficient pas de moyens suffisants, pour l'exercice de leurs compétences dans le domaine de l'assainissement, la ressource eau et la GEMAPI. Bien que cette mission ne puisse être mise en œuvre dans les conditions définies par les textes (EPCI de moins de 40 000 habitants et en contrepartie d'une rémunération), l'Office De l'Eau Martinique a développé un appui technique aux acteurs, dans les domaines précités, à travers ces différents services. L'activité d'« Expertise technique et réglementaire en eau et aménagement » apporte une expertise aux acteurs sur des projets d'aménagement, travaux ou études englobant des problématiques multiples de la gestion de l'eau sur un seul site (eau pluviale, eau usée, cours d'eau et impact sur les milieux aquatiques). Cette activité comprend également une expertise spécifique en Assainissement Non Collectif (ANC) qui se caractérise par le suivi et l'animation de nombreux groupes de travail nationaux pour la prise en compte de la situation locale et l'accompagnement de divers acteurs (EPCI, usagers, entrepreneurs, etc.).

Bilan chiffré de l'activité pour 2023

Suivi de Groupe de Travail (GT) nationaux et locaux				
Objet des GT	Partenaire	Nombre de production	Nombre de réunions	Nombre de jours consacré au projet
GT ANC DROM (Cadre PANANC)	- Office De l'Eau des DROM - Ministère de l'environnement - OFB - CSTB - INRAE - ATANC - Syndicats d'entreprises ANC	1	3	5
PANANC	Tous les membres des groupes du PANANC (toutes les catégories professionnelles en ANC)	-	1	1
GT ANC DROM (Technique)	- Office de l'eau des DROM - CSTB - INRAE - ATANC - OFB	-	3	1,5
ATANC (point section DROM)	Président ATANC CSTB	-	5	2
SPANC Leader Group + GT RTAP (Reinvented Toilet Accelerator Platform)	- Membres de la RTAP - Président ATANC - 1 représentant SPANC par grand bassin français - ODE - Représentants ANC DROM	-	4	3
SATASPANC	- ODE - SPANC CACEM/ODYSSI - SPANC CAP NORD - SPANC CAESM	6	6	16

Conseil scientifique des contrats de milieu	<ul style="list-style-type: none"> - CAM - ODE - UA (971 et 972) - IFREMER - ONF - PNRM - SEMAVIL - CBMQ - CIRAD 	-	3	4,5
TOTAL		7	25	33

Appui et suivi de projet ODE (projets transverses)

Objet	Nombre de production	Nombre de points - terrains	Nombre de jours consacrés au projet
Représentation ODE (salon valora, forum, PRS, JM ZH, Journée du logement)	2	5-1	6,2
Dispositif de Financement de l'Assainissement pour les Particuliers (DFAP)	3	1-0	3,8
CARIBSAN	1	2-0	1,5
MAG ODE	2	1-0	12
Cellule terrain	-	0-10	5
Total	8	9-11	28,5

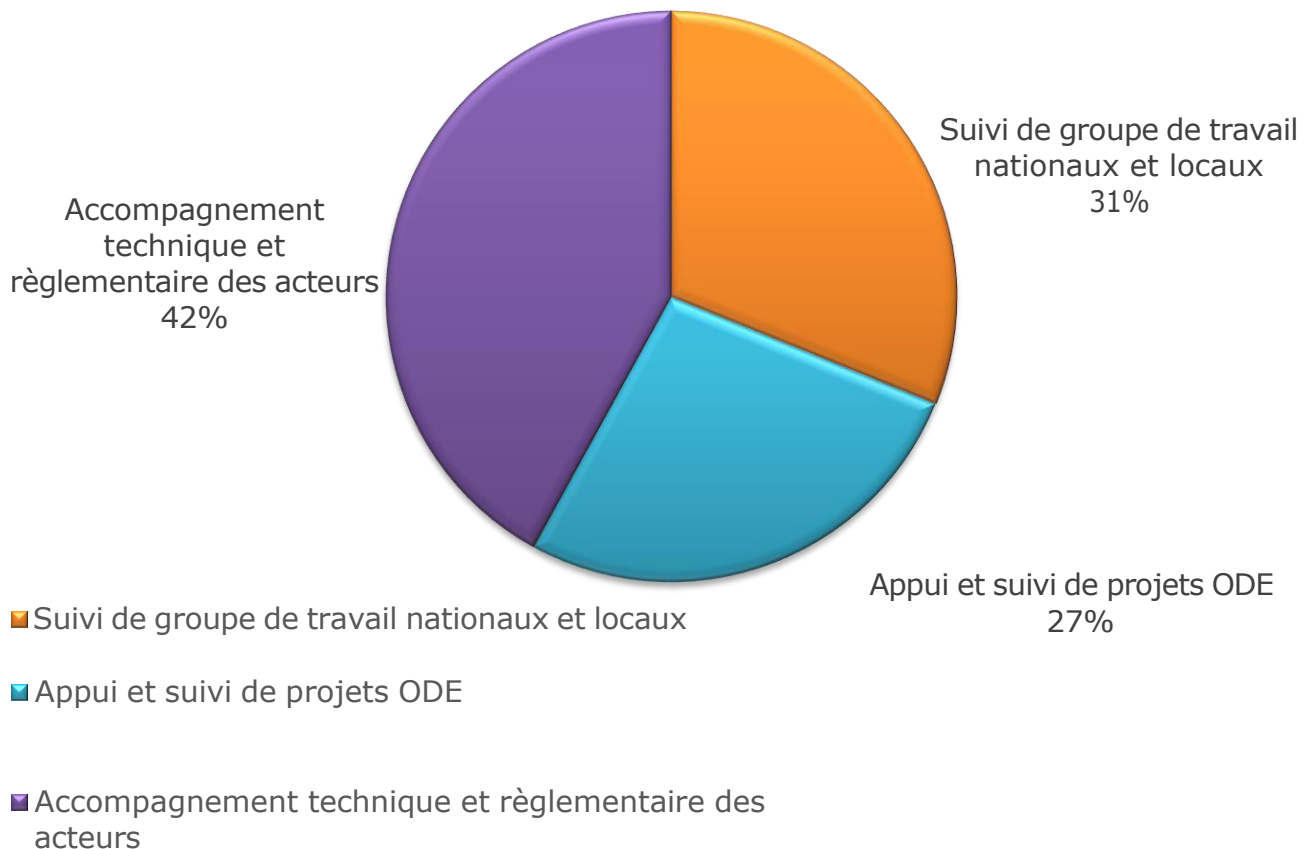
Accompagnement technique et réglementaire des acteurs

Projet	Acteur	Type d'accompagnement	Nombre de réunions - terrains	Nombre de Jours consacrés au projet
Avis - Aménagement d'un ECOPARC à Ducos	DEAL	Analyse de DLE et PLU Recherche réglementaire Compatibilité SDAGE Rédaction d'un rapport	-	12
Diagnostic des cours d'eau et chantier d'insertion sur l'entretien des berges de 6 cours d'eau sur CAP NORD	CAP NORD	Analyse de documents, Conseil redéfinition stratégie CCP	2-0	3
Schéma directeur d'assainissement	CACEM	Analyse de documents et proposition modification CCP	-	4
Projet de Parc Agri Urbain	Association de développement local de Volga Plage	Analyse environnementale du projet Suivi des travaux de stage sur le projet Conseil	1-1	5
Suivi in situ de dispositifs ANC à filtre de coco	PROCAP	Proposition d'une stratégie de renouvellement de partenariat Rédaction note et programme de stage	2-0	9
Problématique ANC et/ou eau pluviale et/ou érosion terrain (berge ravine et cours d'eau)	Particuliers (usager)	Etude de document, information sur procédure et contacts, conseil en travaux et information réglementaire.	3 cas avec recherches importantes 12 cas en traitement rapide (2 h max)	11,5

Accompagnement technique et règlementaire des acteurs

Projet	Acteur	Type d'accompagnement	Nombre de réunions - terrains	Nombre de Jours consacrés au projet
Avis sur une demande de permis de construire à Chemin communal n°28, Habitation Soudon au Lamentin - notice de calcul du dimensionnement du bassin de rétention - SARL CHAMBORD III/ M. MOUTALIB	COMMUNE DU LAMENTIN	Etude de documents, rédaction	-	1
Avis MERIDIAM - Création Station Transfert Energie par Pompage à Saint-Pierre	DEAL	Etude de documents, rédaction	-	1
Avis sur une demande de permis de construire pour la réalisation d'un bassin de rétention sur une parcelle agricole - Habitation Carrère - DEMANDEUR : ORANGE SA	COMMUNE DU LAMENTIN	Etude de documents, rédaction, participation à une réunion et visite terrain	1-1	2
Total				44,5
*Dont avis traités par collègues				3

Expertise technique et réglementaire en eau et aménagement : répartition par secteur d'intervention



Analyse synthétique

L'activité d'expertise technique et réglementaire comprend trois domaines d'intervention :

- 1. Le suivi de groupe de travail nationaux et locaux, majoritairement en ANC**
- 2. L'appui et le suivi de projets ODE**
- 3. L'accompagnement technique et réglementaire d'acteurs locaux**

1. En 2023, le suivi des projets ODE représente 27% de l'activité contre 37% en 2022. Ceci s'explique par la baisse de la mobilisation sur le DFAP. Les demandes d'agrément des professionnels sont moins fréquentes et les premiers dossiers de financement sont instruits au niveau des SPANC.

2. Le temps consacré au suivi des groupes de travail en 2023 (31%) varie peu par rapport à 2022 (36%). Cependant, contrairement à l'année précédente les groupes locaux (SATASPANC et Conseil scientifique) ont été plus dynamiques que les groupes nationaux. Notamment le SATASPANC avec 6 rencontres qui ont permis le lancement d'une étude sur les dispositifs de plus de 20 EH, la définition d'un programme de formation « litige en ANC » et d'un programme pour une rencontre des professionnels agréés au DFAP.

3. Bien que l'accompagnement technique et réglementaire des acteurs accuse une baisse régulière depuis 2019 concernant le nombre de demandes. En 2023, le temps agent a pratiquement doublé dans ce domaine (42% en 2023 contre 27% en 2022). Le nombre de dossiers était plus important (plus du double en comparaison à 2022) et également plus complexe à analyser.

Les dossiers de demande d'avis proviennent, pour cette année, des services de l'Etat (DEAL) et de la commune du Lamentin. En 2023, l'ODE a reçu 5 demandes d'avis, dont 1 qui n'a pas pu être traitée en raison de la charge de travail à ce moment-là. Ils sont désormais ventilés entre les services pour répartir la charge de travail en fonction des domaines d'expertise des différents agents.

Tableau budgétaire de l'activité en 2023 :

Les dépenses de l'activité « Expertise technique et règlementaire en eau et aménagement » se compte majoritairement en temps agents avec un relais du service Intervention Financière pour les projets éligibles.

Néanmoins, des études sont parfois nécessaires afin de conforter l'expertise en prenant en compte le contexte local notamment dans le domaine de l'assainissement non collectif. Les dépenses relatives à l'activité se font majoritairement en suivi de projet pour lesquels l'ODE est en pilotage.

Une étude visant l'évaluation du nombre et de la qualité des installations d'ANC supérieures à 20eh était planifiée pour 2023 mais n'a pu être lancée qu'en fin d'année. Les offres ont été reçues en mars et le marché devrait être notifié fin avril 2024.

Thématique	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3)=(2)/(1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
Recensement et caractérisation des dispositifs ANC de + de 20 EH	115 000€	00€	0%	0€	0%
Total	115 000€	00€	0%	0€	0%

Fiche 7 - Formation des acteurs de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques

Présentation de l'équipe opérante :

Loïc MANGEOT : Directeur de la Connaissance et des Interventions

Sylvie BOUDRÉ, Chargée de mission Expertise technique et réglementaire Eau et Aménagement

Cindy ADELAÏDE, Assistante de direction

Description synthétique de l'activité :

Dans le cadre de l'article L213-13 du code de l'environnement, les Offices de l'eau ont une mission de formation et d'information dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Cette mission permet de contribuer au développement des formations spécifiques au territoire dans le domaine de prédilection des offices (l'eau et les milieux aquatiques) en collaborant avec les professionnels de la formation.

Les formations ODE pour les professionnels

Ses formations se regroupent en 4 catégories et ciblent tous les secteurs d'activités qui peuvent avoir un impact sur le milieu et/ou contribuer à l'amélioration de la gestion de l'eau (industriel, artisanal, public, ...). Elles s'inscrivent en transversalité dans tous les axes du PPI et répondent aux dispositions IV-C-4 et IV-C-6 du SDAGE 2022 - 2027 :

- Formation d'adaptation réglementaire pour une prise en charge de nouvelles compétences dus à une modification législative.
- Formation de perfectionnement pour le développement des compétences et compensation des lacunes.
- Formation connaissance pour sensibiliser et diffuser les données environnementales récentes.
- Formation qualifiante pour répondre à un besoin fort en compétence dont la filière formation est inexistante sur le territoire.

A l'heure actuelle, il existe 3 partenariats pluriannuels :

ODE/CNFPT (2021-2025) : 3^{ème} partenariat avec le CNFPT

ODE/CCIM (en cours de renouvellement) et ODE/CMA (2021 – 2024) : Partenariat qui comprend de nombreux champs d'intervention de l'ODE dont la formation pour les professionnels de chacune des chambres.

Les formations ODE pour les usagers

Depuis 2021, l'ODE a également développé des formations courtes pour les usagers, salariés ou groupes associatifs désireux d'être mieux informés sur la gestion de l'eau et les milieux aquatiques en Martinique. Six formations sont disponibles selon 3 formules (1h, 3h ou 6h) et couvrent de nombreuses thématiques sur l'eau (assainissement, cours d'eau, eau potable, ...).

Formation ODE pour les professionnels				
Type formation	Public visé	Thématique	Nombre de jours de formation	Nombre de personnes formées
Formation de perfectionnement et de connaissance	Techniciens de service environnement, technique et espaces verts, brigadier de l'environnement des communes et EPCI	Entretien des berges des cours d'eau et ravines de Martinique	3 jours par session (3 sessions en 2023 dont 1 pour les cadres)	41
	Contrôleurs et responsables SPANC	Contrôle technique de l'existant pour les ANC > 20 EH	4 jours	15
Formation de connaissance	Responsables et techniciens de service urbanisme, aménagement, environnement, espaces verts, brigadiers de l'environnement des communes et des EPCI	Les zones humides de Martinique : Etat des lieux, gestion et restauration	5	15
	Agent des collectivités	Parcours « découverte du métier de technicien SPANC »	2x4 jours (2 formations)	11
Formation de perfectionnement	Responsables, techniciens du service assainissement collectif des EPCI Exploitants en assainissement	Conception et suivi de convention de rejet en assainissement collectif	2	12
	Agents des services environnement et cadre de vie, agents d'animation scolaire et	La mangrove comme support d'éducation à l'environnement et au développement durable	2 jours par session	30

Formation ODE pour les professionnels

Type formation	Public visé	Thématique	Nombre de jours de formation	Nombre de personnes formées
	périscolaire, agents des centres de loisirs et culturel		(2 sessions en 2023)	
Total			10	124

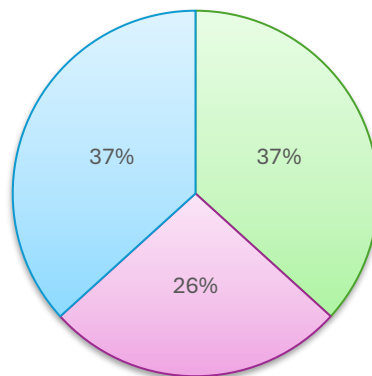
Les formations ODE pour les usagers

Thématique	Nombre de sessions/durée	Destinataire	Nombre de personnes formées
Les milieux aquatiques de Martinique : cours d'eau et milieu marin	1/3h	Ville du Marin	8
L'assainissement des eaux usées domestiques et l'eau potable	1/6h	Ville du Marin	8
La gestion des eaux en Martinique : petit cycle et grand cycle	4/10h	Ville du Marin Université de l'eau Membre du RES'EAU	123
Le fonctionnement des cours d'eau et leur entretien	1/6h	Ville du Marin	8
Les zones humides de Martinique	3/10h	Ville du Marin Ligue de golf Membre RES'EAU	38
Le prix de l'eau	1/1h	Ville du Marin	8
TOTAL			193

ETP MISSION FORMATION		
Indicateurs	Nombre de jours	% activité en jours sur l'année
Organisation et suivi des formations 2023 (Adaptation programmes, organisation et repérage TP/Terrain, points partenaires et formateurs pour logistique ...)	18	9,8
Programmation des formations 2024 (Analyse et Bilan n-1, rédaction de programme, organisation de cursus de formation, points formateurs et partenaires...)	13	7,1
Mise en place de formations sur mesure avec intervenants locaux (rédaction de programmes adaptés aux problématiques locales, recherches d'intervenants, organisation de réunions d'acteurs concernés par la problématique, ...)	18	9,8
Total	49/187	26,7 %

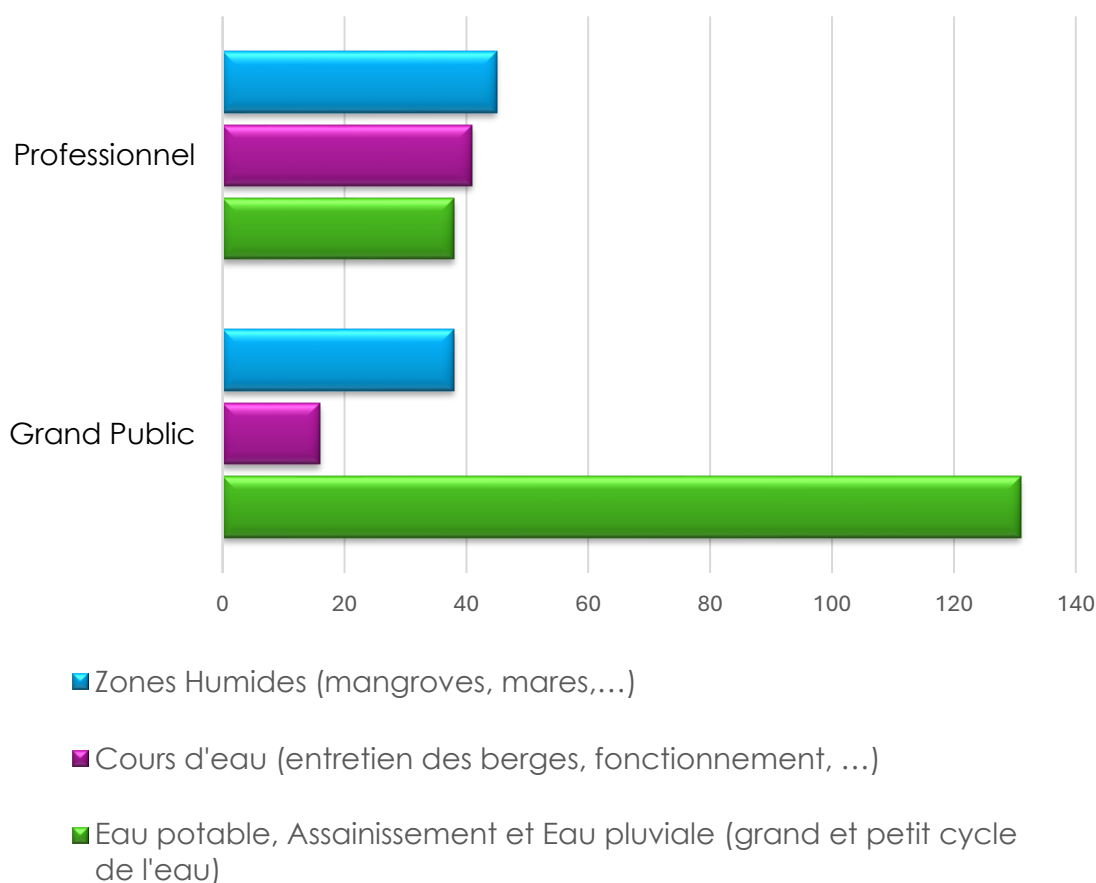
Diagrammes synthétisant les chiffres

Répartition du temps passé sur la mission formation



- Organisation et suivi des formations 2023
- Programmation des formations 2024
- Mise en place de formations sur mesure

Nombre de personnes formées par thématique



Analyse synthétique

La formation des professionnels

En 2023, 10 formations ont été réalisées. Il s'agit du double des formations réalisées en 2022. Ceci s'explique par le travail d'identification des formateurs engagé depuis l'année précédente. Il s'avère nécessaire de pouvoir disposer d'un pool de formateurs engagés en amont pour être plus efficace.

Globalement, la stratégie formation pour les professionnels (CNFPT, CCIM et CMA) doit être repensée.

Les formations pour le grand public

Les formations courtes ODE à destination du grand public ont été mises œuvre au début de l'année 2021 pour une période de 3 ans. Une fois les intervenants identifiés (soit depuis l'année 2021), elles ne nécessitent que de la gestion administrative majoritairement gérée par l'assistante de direction.

En 2023, 11 actions de formation sont comptabilisées contre 13 en 2022 et 8 en 2021, mais les formules choisies ont principalement un temps de prestation supérieur à 1h contrairement aux années précédentes (2021 et 2022).

Tableau budgétaire de l'activité 2023 :

L'enveloppe pour **les formations professionnelles** a été établie pour la période 2022-2023 à la

Cadre	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3) = (2)/(1)	M lic TT
Formation pour les professionnels (Convention + marché pour plusieurs sessions)	125 670 €	85 569,62 €	68 %	
Formation pour le grand public Formation courte ODE	77 896,5 €	77 896,5 €	100 %	
TOTAL	203 566,5 €	163 466,12 €	80 %	

suite d'une surestimation des coûts de 2022.

L'organisation mise en routine en 2023 a permis la mobilisation simplifiée des formateurs par rapport à 2022 et une consommation du budget prévisionnel plus importante, de l'ordre de 80 % contre 53 % en 2022.

Le nombre de **formations pour le grand public** dispensé en 2023 est inférieur au nombre de formations de 2022. Cependant, les formules choisies en 2023 ont permis une consommation du budget supérieure à l'année précédente. Ce dernier est passé de 13,4% en 2022 à 19,2% en 2023. Le marché de ces formations s'est terminé à la fin de l'année 2023. Un autre marché sera lancé en 2024 avec un ajustement de l'enveloppe au vu de la consommation constatée sur les années précédentes.

Fiche 8 - Connaissance des Milieux et Pressions

Présentation de l'équipe opérante :

Melissa BOCALY, Responsable du service

Alexandre ARQUÉ, Chargé d'études eaux littorales

Lucas PELUS, Chargé d'étude assainissement

Géraldine LALA, Chargée de mission grand cycle de l'eau

Description synthétique de l'activité :

La mission générale du service « Connaissance Milieux et Pressions (CMP) » répond à l'article L213-13 du code de l'environnement, qui définit les missions de l'ODE. Elle consiste en la surveillance des milieux aquatiques, l'acquisition de connaissances sur le fonctionnement de ces écosystèmes et sur les pressions qui s'y exercent ainsi que la mise en œuvre d'actions de réduction de ces pressions.

Plus précisément, les actions propres au service CMP sont les suivantes :

- Mise en œuvre, gestion et suivi des réseaux de suivi des milieux aquatiques,
- Réalisation de prélèvements en cours d'eau et d'analyse des impacts dans le cadre des suivis pérennes, mais également dans le cas d'observation de pollutions ponctuelles,
- Réalisation, mise en place de partenariats et assistance technique pour des études de connaissance contextuelle ou fondamentale sur les milieux aquatiques et sur les pressions qui s'y exercent,
- Mise en œuvre, mise en place de partenariats ou d'actions et assistance technique pour réduire les pressions qui s'exercent sur les milieux aquatiques et leurs impacts,
- Analyse des données collectées dans le cadre des suivis (suivi des cours d'eau réalisé en régie par l'ODE notamment) et production de documents et de rapports de valorisation des données,
- Appui technique aux collectivités pour l'analyse des données des dispositifs d'autosurveillance et pour l'amélioration des taux de conformité des STEU,
- Autres suivis des dispositifs d'assainissement notamment des activités industrielles,
- Participation à des actions de sensibilisation et de formation.

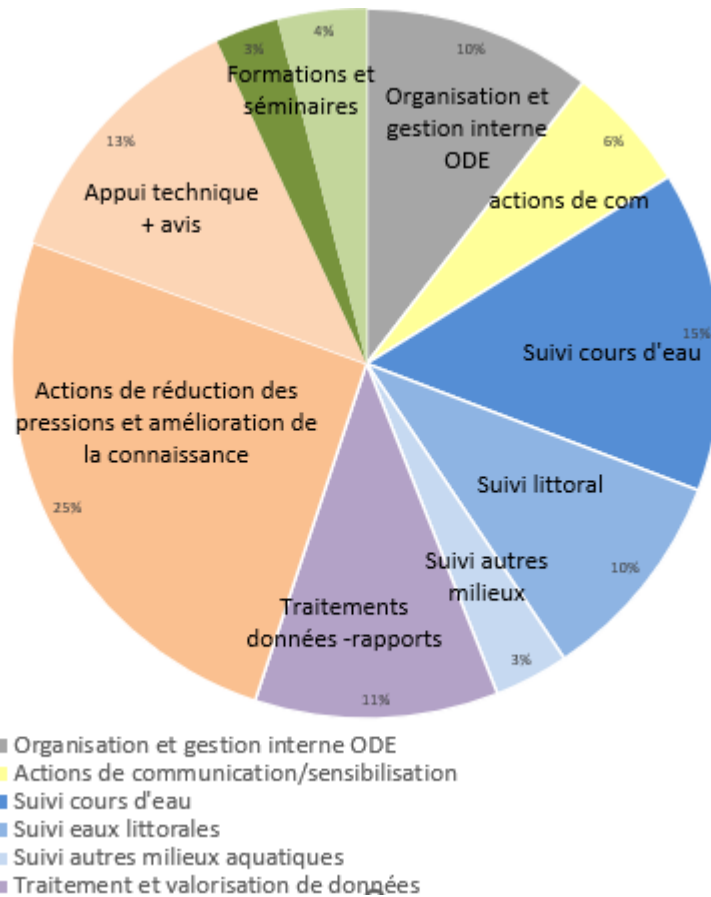
Une très grande quantité des dispositions du SDAGE est visée par les actions du service CMP. On peut citer la plupart des dispositions de l'orientation fondamentale n°2 : Reconquérir la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, de l'orientation fondamentale n°3 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables et de l'orientation fondamentale n°4 : Connaître pour mieux gérer l'eau et agir sur les comportements.

Une disposition concerne directement les suivis des milieux qui représentent environ un tiers de l'activité du service : disposition IV-A-02 : Maintenir et développer les réseaux de mesures ainsi que les indicateurs propices à la surveillance des milieux aquatiques marins (dont la DCE).

Bilan chiffré de l'activité pour 2023

Mission Connaissances des Milieux et Pressions	Nombre de jours	Pourcentage
Organisation et gestion interne ODE : réalisation des bilans financiers, coordination des plannings, réunion de service, réunions du personnel, entretiens annuels, ...	80	10%
Actions de communication et sensibilisation : réalisation d'interviews, d'articles, de présentations dans les évènements, ...	44	6%
Suivi des cours d'eau : Réalisation des prélèvements de terrain et suivi des autres prestations	112	15%
Suivi des eaux littorales : suivi des prestations, développement des indicateurs	75	10%
Suivi autres milieux aquatiques : suivi des prestations	26	3%
Traitement et valorisation de données : rapport de suivi des cours d'eau DCE, rapport de suivi des pesticides dans les cours d'eau, rapports de validation des données d'autosurveillance des STEU, ...	85	11%
Actions de réduction des pressions et d'amélioration de la connaissance	195	25%
Appui technique auprès des maîtres d'ouvrage sur l'ensemble des thématiques et avis sur les dossiers réglementaires	96	13%
Participation à des séminaires et colloques	22	3%
Formations	31	4%
TOTAL	766	100%

Diagrammes synthétisant les chiffres



Analyse synthétique :

La répartition de l'activité confirme que la totalité des milieux aquatiques est bien suivie. La surveillance dans son ensemble représente 28 % du temps passé avec une **prépondérance forte du suivi des cours d'eau (15% du temps passé du service)**. Cela s'explique par le fait que le suivi physico-chimique est réalisé en régie et implique donc une grande quantité de temps agent pour la réalisation du terrain et la bancarisation des données.

Il est à noter qu'un phénomène majeur de blanchissement a touché les récifs coralliens des Caraïbes fin 2023. Le service CMP a mis en place **un suivi spécifiques du phénomène de blanchissement sur 12 stations de façon très réactive et exceptionnelle** afin de collecter des informations cruciales à la préservation de nos récifs : espèces touchées, taux de mortalité, etc.

Le traitement des données et la production de rapports en interne représente 11% de l'activité du service **et comprend également l'analyse des données d'autosurveillance des STEU** en plus des rapports de surveillances pesticide et DCE des cours d'eau.

Les études de connaissance et de suivi/réduction des pressions prennent également une place importante (25% du temps passé) dans l'activité du service. Elles concernent l'ensemble des milieux aquatiques : cours d'eau, eaux littorales, eaux souterraines, zones humides ainsi que des actions de réduction de pressions variées : assainissement collectif et industriel, pesticides, mouillages, eaux noires et grises des navires, etc.

13 % du temps du service est consacré à l'appui techniques avec une part importante dédiée aux collectivités **sur la partie assainissement collectif** : contrôle des dispositifs d'autosurveillance, organisation de groupes de travail, appui pour l'amélioration des réseaux et des traitements et l'atteinte des conformités, mise en place de formations techniques, L'appui technique concerne également **les projets d'aménagement et de restauration des milieux** tels que les

berges des cours d'eau, les mares, les mangroves ainsi que des projets en milieu marin. **Des avis techniques sur des dossiers réglementaires** sont également produits par le service à la suite de sollicitations de la DEAL notamment.

Le service CMP a également participé à plusieurs colloques et séminaires dont le **séminaire technique sur la surveillance des récifs coraliens** dans les DOM organisé par l'IFRECOR à Saint Barthélemy. Il a réuni l'ensemble des spécialistes de Martinique, Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy, la Réunion et Mayotte.

Il est à noter que **la participation du service CMP aux actions de communication et de sensibilisation est non négligeable avec 44 jours de travail**. En effet, les agents participent à des actions de sensibilisation sur le terrain, à la rédaction d'articles, à des interviews et ils réalisent des présentations techniques lors de séminaires et autres événements organisés par l'ODE ou les partenaires.

Chiffres clés 2023

- Un total de **102 jours de terrain** dont 55 jours pour le suivi des cours d'eau, 5 jours pour le projet TerreRHUM et 10 jours pour la réalisation de prélèvements dans le cadre de signalements de pollutions par nos partenaires (OFB, DAAF, ...)
- **16 rapports** d'étude ou d'actions vérifiés, validés et diffusés
- **5 marchés en cours** dont 1 notifié en 2023
- **17 conventions en cours** dont 10 signées en 2023 sur la connaissance des milieux et pour le suivi des pressions
- **Une trentaine de lettres de commande émises** pour la réalisation d'analyses, de prélèvements et de contrôle de STEU
- Participation à **243 réunions techniques** avec les partenaires extérieurs

Actions terminées en 2023 (les rapports sont disponibles sur le site de l'observatoire de l'eau)

- Projet de Réseau Caribéen de prévention des risques côtiers en lien avec le changement climatique (CARIB COAST) – projet porté par le BRGM
- Etude sur les concentrations naturelles en oxygène dissous de la rivière Oman – projet porté par l'ODE
- Etude et expérimentations pour la mise en œuvre d'un guide d'entretien et de restauration des mares des Antilles – projet porté par l'UICN en partenariat avec l'OE Guadeloupe et l'ODE Martinique
- Etude sur l'impact de la pêche récréative en milieu marin – projet porté par l'Ifremer en partenariat avec l'ODE
- Amélioration des connaissances sur les espèces aquatiques sensibles : l'anguille américaine, le poisson gale et le Kili des mangroves – projet porté par l'université de Poitiers
- Guide de restauration des berges et des ripisylves – projet portée par l'ONF
- Etude sur la pertinence d'utiliser Sycidium sp (le colle roche) en tant qu'espèce sentinelle pour le suivi des substances chimiques, projet porté par le CNRS
- Caractérisation des évolutions des concentrations en pesticides dans les eaux de surface du bassin versant du Galion en Martinique : résultats de six campagnes de suivi – projet porté par le CIRAD

- Evaluation de l'impact du rejet de la Brasserie Lorraine sur la petite rivière – projet porté par l'ODE
- Contrôles des données et des dispositifs d'autosurveillance des STEU : bilan 2022 – projet porté par l'ODE
- Suivi de l'état de santé DCE des cours d'eau : bilan 2022 – Projet porté par l'ODE
- Suivi des pesticides dans les cours d'eau : bilan 2022 – Projet porté par l'ODE
- Suivi de l'indicateurs biologique DCE macro-invertébrés en cours d'eau : bilan 2023 – projet porté par l'ODE
- Suivi de l'indicateurs biologique DCE diatomées en cours d'eau : bilan 2022 – projet porté par l'ODE
- Suivi renforcé de la baie de Fort-de-France : bilan 2022 – projet porté par l'ODE
- Suivi de l'état de santé des eaux littorales DCE : bilan 2022 – projet porté par l'ODE
- Suivi de l'état des eaux souterraines : bilan 2022 – projet porté par l'ODE en partenariat avec le BRGM

Actions démarrées en 2023

- Diagnostic de l'impact sur la continuité écologiques des ouvrages des cours d'eau de Fond Bourlet, de la case Navire et de l'aval de la Lézarde – projet porté par l'ODE et la DEAL
- Mise à jour du bilan de la qualité des sources bord de route – projet porté par l'ARS
- Suivi exceptionnel de l'épisode de blanchissement des coraux débuté en septembre 2023 – projet porté par l'ODE
- Inventaire des communautés de poissons et de crustacés par métabarcoding dans les cours d'eau de Martinique – projet porté par l'université de Poitiers
- Etude de la contamination du milieu marin par les polluant organiques à l'aide de mollusques (Veille POP) – projet porté par l'Ifremer
- Etude sur la maladie des oursins diadèmes – projet porté par l'Ifremer
- Description de l'état écologique initial de sites de mangroves de Martinique dans le cadre du développement de l'indicateur mangrove – projet porté par l'université Aix Marseille
- Etude sur les ripisylves originelles – projet porté par l'ONF en partenariat avec le Conservatoire Botanique et l'ODE
- Suivi des pesticides sur le bassin versant du Galion pour l'année 2023 – projet porté par le CIRAD en partenariat avec l'ODE
- Contrôle des données et des dispositifs d'autosurveillance des STEU : bilan 2023 – projet porté par l'ODE
- Suivi de l'état de santé DCE des cours d'eau : bilan 2023 – projet porté par l'ODE
- Suivi des pesticides dans les cours d'eau : bilan 2023 – projet porté par l'ODE
- Suivi de l'indicateurs biologique DCE macro-invertébrés en cours d'eau : bilan 2023 – projet porté par l'ODE
- Suivi de l'indicateurs biologique DCE diatomées en cours d'eau : bilan 2023 – projet porté par l'ODE
- Suivi renforcé de la baie de Fort de France : bilan 2023 – projet porté par l'ODE

- Suivi de l'état de santé des eaux littorales DCE : bilan 2023 – projet porté par l'ODE
- Suivi de l'état des eaux souterraines : bilan 2023 – projet porté par l'ODE en partenariat avec le BRGM
- Suivi de l'état de santé du plan d'eau de la Manzo : bilan 2023-2024 – projet porté par l'ODE

Actions poursuivies en 2023

- Appel à projet pour la mise en œuvre de mouillages écologiques pour les professionnels de la mer – projet porté par l'ODE en partenariat avec le PNMM, la DM et la DEAL
- Etude des pressions générées par les rejets aqueux industriels sur les milieux aquatiques – projet porté par l'ODE
- Projet TerreRhum : suivi des performances de la station de traitement des vinasses de la distillerie JM – projet porté par la distillerie JM en partenariat avec l'ODE
- Travaux de recherche sur le lien entre les bactéries des STEU et les maladies coralliennes – projet porté par l'université des Antilles en partenariat avec l'ODE Guadeloupe et l'ODE Martinique
- Etude sur l'impact de l'échouage des sargasses sur l'état de santé des milieux littoraux – projet porté par Impact Mer en partenariat avec le PNMM et l'ODE
- Poursuite de la mise en œuvre du réseau sentinelle – projet porté par l'ODE en partenariat avec le PNRM et l'ONF
- Projet Madibloom : suivi des eaux colorées – projet porté par l'Ifremer en partenariat avec le PNMM, le Carbet des Sciences et l'ODE
- Mise en œuvre d'une surveillance de la propagation de la maladie corallienne SCTLD en Martinique – projet porté par l'ODE et la DEAL
- Erosion des sols et transferts sédimentaires vers la baie de Fort de France – projet porté par la CACEM et la CAESM
- Evaluation de la représentativité du réseau de suivi des eaux souterraines – étude portée par le BRGM
- Croisement des données qualitatives des eaux de surface et des eaux souterraines en Martinique : projet porté par le BRGM
- Projet PAPE : élaboration d'un protocole Antilles pour les pêches électriques en cours d'eau – étude portée par Hydreco
- Etude du fond géochimique des cours d'eau, phase 3 – étude portée par le BRGM

Tableaux budgétaires de l'activité programmées en 2023 et de l'activité pluriannuelle

Année de démarrage	Thématique	Activité sur l'année 2023				
		Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3)=(2)/(1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
2023	AMO DCE Ifremer + Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (Physico-chimie DCE et ROCCH) - 2023	310 895 €	294 635 €	95%	146 244,51 €	50%
2023	Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau - 2023 / Compléments suivi Récifs et herbiers	68 700 €	109 470 €	159%	53 303,09 €	49%
2023	Suivi hydraulique renforcé de la baie de FDF 2023	102 540,41 €	108 434,03 €	106%	62 153,94 €	57%
2023	Veille POP : étude de la contamination du milieu marin par les polluants organiques à l'aide de mollusques 2023	50 000 €	54 250,00 €	109%	27 125,00 €	50%
2023	Etude de la maladie des oursins noirs 2023	2 500 €	2 712,50 €	109%	1 156,25 €	43%
2023	Description de l'état écologique initial de sites de mangroves de Martinique dans le cadre du développement de l'indicateur mangrove	72 500 €	72 500,00 €	100%		0%
2023	Suivi DCE - Station RCS - Surveillance chimique des cours d'eau Martinique 2023 + équipement terrain + maintenance Aquatic	474 474 €	524 817 €	111%	244 412,48 €	47%
2023	Suivi pression pesticides des cours d'eau sur le bassin Martinique - 2023	60 807 €	46 837 €	77%	22 710,33 €	48%
2023	Suivi DCE biologique des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2023	53 000 €	49 852 €	94%	23 902,45 €	48%
2023	Suivi de l'épisode de blanchissement des coraux de fin 2023	65 699 €	65 699 €	100%	32 465,91 €	49%
2023	Métabarcoding 2023	40 000 €	40 000 €	100%	22 710,33 €	57%
2023	Contrôle des dispositifs d'autosurveillance STEU 2023	40 000 €	64 992 €	162%	45 895,50 €	71%
2023	Terre Rhum : Projet FPV JM : réalisation des prélèvement in-situ 2023	22 070 €	7 694 €	35%	5 161,88 €	67%
2023	Suivi DCE de la qualité des eaux souterraines 2023	230 888 €	220 472 €	95%	176 377,60 €	80%
2023	Suivi du plan d'eau de la Manzo 2023 - 2024	47 000 €	34 711 €	74%		0%
2023	Diagnostic obstacles à la continuité écologique cours d'eau liste 2 - 2022	63 000 €	61 840 €	98%		0%
2023	Mise à jour du bilan de la qualité des sources bord de route - 2022	25 000 €	25 000 €	100%		0%
2022	subvention dans le cadre de l'appel à projet pour la mise en place de mouillages écologiques					

2022	AMO DCE Ifremer + Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (Physico-chimie DCE et ROCCH) - 2022			-	111 762,62 €	-
2022	Suivi chimique des eaux littorales par échantillonneur passif - 2022			-	93 104,16 €	-
2022	Suivi hydraulique renforcé de la baie de FDF 2022			-	9 745,76 €	-
2022	AMO Aquatic 2022-2023			-		-
2022	Suivi DCE - Station RCS - Surveillance chimique des cours d'eau Martinique 2022 + équipement terrain + maintenance Aquatic + campagne de blanc			-	49 135,60 €	-
2022	Suivi DCE complémentaire sur les actions RCO- Surveillance chimique des cours d'eau Martinique 2022			-	16 052,45 €	-
2022	Suivi pressions pesticides des cours d'eau sur le bassin Martinique - 2022			-	16 450,65 €	-
2022	Suivi DCE biologique des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2022			-	28 817,04 €	-
2022	Suivi DCE complémentaire biologique des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2022			-	4 763,08 €	-
2022	Suivi et analyse des pollutions par les pesticides, animation du bassin versant du Galion - 2022			-		-
2022	Etablissement d'un référentiel « Ripisylves originelles » de Martinique			-	19 702,50 €	-
2022	Suivi pollution du rejet de l'abattoir Bokai sur le BV de la rivière Desroses			-		-
2022	Suivi pollution du rejet de Brasserie lorraine sur la Petite Rivière			-		-
2022	Suivis pollution en sortie des STEU sur le BV de Oman			-		-
2022	Suivi DCE de la qualité des eaux souterraines 2022			-		-
2022	Projet Madibloom : suivi des eaux colorées			-	21 700,00 €	-
2022	L'étude de l'impact de l'échouage des sargasses sur l'état de santé des milieux littoraux			-	17 902,50 €	-
2022	Mise en œuvre d'une surveillance de la propagation de la maladie SCTLN en Martinique			-		-
2022	Contrôle des dispositifs d'autosurveillance STEU 2022			-	10 633,00 €	-
2022	Terre Rhum : Projet FPV JM : réalisation des prélèvements in-situ 2022			-	94,70 €	-
2022	Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau - 2022 / Compléments suivi Récifs et herbiers			-	24 511,42 €	-
2021	Erosion des sols et transfert sédimentaire vers la baie de Fort de France : Rivière Salée			-		-
2021	Erosion des sols et transfert sédimentaire vers la baie de Fort de France : La Lézarde			-		-
2021	Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (Physico-chimie DCE et ROCCH) - 2021			-	55 814,68 €	-
2021	TRACMIC : Traçage des bactéries pathogènes et indicateurs de pollution fécale en provenance des stations d'assainissement			-		-

2021	Etude de connaissance sur les espèces aquatiques sensibles de Martinique			-	21 700,00 €	-
2021	RECREAFISH			-	7 123,42 €	-
2021	Suivi et analyse des pollutions par les pesticides, animation du bassin versant du Galion 2021			-	36 999,17 €	-
2021	Suivi hydrologique renforcé de la baie de FDF 2021 (ELIT Ex RNO)			-	9 296,28 €	-
2020	Représentativité du réseau ESOUT			-		-
2020	Croisement des données qualitatives des eaux de surface et des eaux souterraines en Martinique			-		-
2020	Etude sur les concentrations naturelles en O2 dissous de la rivière Oman			-	12 854,50 €	-
2020	Etude sur le poisson Gale - ADNe			-	4 950,00 €	-
2019	Projet PAPE : élaboration d'un protocole Antilles pour les pêches électriques en cours d'eau			-		-
2019	Projet Interreg Caraibes « CARIB-COAST »			-	25 000,00 €	-
2018	Etude du fond géochimique des cours d'eau phase 3			-		-
2017	Etude sur le Sicydium en tant qu'organisme sentinelle			-	6 480,00 €	-
Reports et annulation d'études programmées en 2023						
Report 2024	Suivi hydromorphologie Carhyce 2023 - 2024	72 000,00 €	0,00 €	0%		
Report 2024	Suivi renforcé du bassin versant Desroses dans le cadre du plan d'action animé par l'Espace Sud sur Desroses 2024	150 000,00 €	0,00 €	0%		
Report 2024	Etude de connaissance sur les titiris	17 000,00 €	0,00 €	0%		
Report 2024	VSC pour poursuivre l'étude sur la caractérisation des pressions industrielles 2024	56 183,00 €	0,00 €	0%		
	TOTAL	2 024 256,57 €	1 783 913,85 €	88%	1 468 212,80 €	82%

Année de démarrage	Thématique	Activité sur le Programme Pluriannuel				
		Montant du programme pluriannuel voté (1)	Montant engagé au titre au programme pluriannuel (2)	taux d'engagement sur le programme pluriannuel voté (3)=(2)/(1)	Montant liquidé au titre du programme (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
2023	AMO DCE Ifremer + Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (Physico-chimie DCE et ROCCH) - 2023	310 895 €	294 635 €	95%	146 244,51 €	50%
2023	Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau - 2023 / Compléments suivi Récifs et herbiers	68 700 €	109 470 €	159%	53 303,09 €	49%
2023	Suivi hydraulique renforcé de la baie de FDF 2023	102 540,41 €	108 434,03 €	106%	62 153,94 €	57%
2023	Veille POP : étude de la contamination du milieu marin par les polluants organiques à l'aide de mollusques 2023	50 000 €	54 250,00 €	109%	27 125,00 €	50%
2023	Etude de la maladie des oursins noirs 2023	2 500 €	2 712,50 €	109%	1 156,25 €	43%
2023	Description de l'état écologique initial de sites de mangroves de Martinique dans le cadre du développement de l'indicateur mangrove	72 500 €	72 500,00 €	100%	0,00 €	0%
2023	Suivi DCE - Station RCS - Surveillance chimique des cours d'eau Martinique 2023 + équipement terrain + maintenance Aquatic	474 474 €	524 817 €	111%	244 412,48 €	47%
2023	Suivi pressions pesticides des cours d'eau sur le bassin Martinique - 2023	60 807 €	46 837 €	77%	22 710,33 €	48%
2023	Suivi DCE biologique des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2023	53 000 €	49 852 €	94%	23 902,45 €	48%
2023	Suivi de l'épisode de blanchissement des coraux de fin 2023	65 699 €	65 699 €	100%	32 465,91 €	49%
2023	Métabarcoding 2023	40 000 €	40 000 €	100%	22 710,33 €	57%
2023	Contrôle des dispositifs d'autosurveillance STEU 2023	40 000 €	64 992 €	162%	45 895,50 €	71%
2023	Terre Rhum : Projet FPV JM : réalisation des prélèvements in-situ 2023	22 070 €	7 694 €	35%	5 161,88 €	67%
2023	Suivi DCE de la qualité des eaux souterraines 2023	230 888 €	220 472 €	95%	176 377,60 €	80%
2023	Suivi du plan d'eau de la Manzo 2023 - 2024	47 000 €	34 711 €	74%	0,00 €	0%
2023	Diagnostic obstacles à la continuité écologique cours d'eau liste 2 - 2022	63 000 €	61 840 €	98%	0,00 €	0%
2023	Mise à jour du bilan de la qualité des sources bord de route - 2022	25 000 €	25 000 €	100%	0,00 €	0%
2022	subvention dans le cadre de l'appel à projet pour la mise en place de mouillages écologiques	50 000 €	50 000 €	100%	30 000,00 €	60%
2022	AMO DCE Ifremer + Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (Physico-chimie DCE et ROCCH) - 2022	280 551 €	278 298 €	99%	240 315,00 €	86%
2022	Suivi chimique des eaux littorales par échantillonneur passif - 2022	115 500 €	131 996 €	114%	104 649 €	79%

2022	Suivi hydraulique renforcé de la baie de FDF 2022	86 283,11 €	80 907 €	94%	80 907 €	100%
2022	AMO Aquatic 2022-2023	5 599 €	5 599 €	100%	0,00 €	0%
2022	Suivi DCE - Station RCS - Surveillance chimique des cours d'eau Martinique 2022 + équipement terrain + maintenance Aquatic + campagne de blanc	131 110 €	149 551 €	114%	144 161 €	96%
2022	Suivi DCE complémentaire sur les actions RCO- Surveillance chimique des cours d'eau Martinique 2022	32 778 €	33 223 €	101%	33 195 €	100%
2022	Suivi pesticides des cours d'eau sur le bassin Martinique - 2022	61 967 €	62 859 €	101%	51 968 €	83%
2022	Suivi DCE biologique des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2022	38 100 €	38 426 €	101%	38 426 €	100%
2022	Suivi DCE complémentaire biologique des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2022	6 900 €	6 977 €	101%	6 977 €	100%
2022	Suivi et analyse des pollutions par les pesticides, animation du bassin versant du Galion - 2022	62 000 €	62 000 €	100%	31 000,00 €	50%
2022	Etablissement d'un référentiel « Ripisylves originelles » de Martinique	92 500 €	92 500 €	100%	19 702,50 €	21%
2022	Suivi pollution du rejet de l'abattoir Bokai sur le BV de la rivière Desroses	10 364 €	10 364 €	100%	0,00 €	0%
2022	Suivi pollution du rejet de Brasserie lorraine sur la Petite Rivière	9 843 €	9 843 €	100%	3 625,00 €	37%
2022	Suivis pollution en sortie des STEU sur le BV de Oman	24 390 €	4 183 €	17%	0,00 €	0%
2022	Suivi DCE de la qualité des eaux souterraines 2022	195 300 €	190 960 €	98%	152 768 €	80%
2022	Projet Madibloom : suivi des eaux colorées	30 000,25 €	30 000,25 €	100%	21 700 €	72%
2022	Etude de l'impact de l'échouage des sargasses sur l'état de santé des milieux littoraux	59 675,00 €	59 675,00 €	100%	47 740,00 €	80%
2022	Mise en œuvre d'une surveillance de la propagation de la maladie SCTLN en Martinique	50 000 €	17 521 €	35%	0,00 €	0%
2022	Contrôle des dispositifs d'autosurveillance STEU 2022	40 000 €	60 978 €	152%	60 997 €	100%
2022	Terre Rhum : Projet FPV JM : réalisation des prélèvements in-situ 2022	22 070 €	13 862 €	63%	13 862 €	100%
2022	Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau - 2022 / Compléments suivi Récifs et herbiers	58 700 €	74 175 €	126%	74 175 €	100%
2021	Erosion des sols et transfert sédimentaire vers la baie de Fort de France : Rivière Salée	70 064 €	70 064 €	100%	35 032 €	50%
2021	Erosion des sols et transfert sédimentaire vers la baie de Fort de France : La Lézarde	89 438 €	89 438 €	100%	44 719 €	50%
2021	Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (Physico-chimie DCE et ROCCH) - 2021	230 000 €	242 531 €	105%	242 530,71 €	100%
2021	TRACMIC : Traçage des bactéries pathogènes et indicateurs de pollution fécale en provenance des stations d'assainissement	57 120,00 €	57 120 €	100%	0,00 €	0%
2021	Etude de connaissance sur les espèces aquatiques sensibles de Martinique	57 500,00 €	56 365,75 €	98%	56 365,75 €	100%
2021	RECREAFISH	89 642,00 €	89 642,00 €	100%	89 642,00 €	100%

2021	Suivi et analyse des pollutions par les pesticides, animation du bassin versant du Galion 2021	154 690,00 €	154 690,00 €	100%	154 690,00 €	100%
2021	Suivi hydrologique renforcé de la baie de FDF 2021 (ELIT Ex RNO)	86 283,11 €	86 283,11 €	100%	86 283,11 €	100%
2020	Représentativité du réseau ESOUT	68 000 €	90 272 €	133%	45 136 €	50%
2020	Croisement des données qualitatives des eaux de surface et des eaux souterraines en Martinique	70 208 €	70 308 €	100%	35 154 €	50%
2020	Etude sur les concentrations naturelles en O2 dissous de la rivière Oman	70 000,00 €	72 100,95 €	103%	45 939,08 €	64%
2020	Etude sur le poisson Gale - ADNe	9 900,00 €	9 900 €	100%	9 900,00 €	100%
2019	Projet PAPE : élaboration d'un protocole Antilles pour les pêches électriques en cours d'eau	27 000,00 €	27 000,00 €	100%	0,00 €	0%
2019	Projet Interreg Caraïbes « CARIB-COAST »	50 000,00 €	50 000 €	100%	50 000 €	100%
2018	Etude du fond géochimique des cours d'eau phase 3	39 928,00 €	39 928,00 €	100%	27 949,60 €	70%
2017	Etude sur le Sicydium en tant qu'organisme sentinelle	32 400,00 €	32 400 €	100%	32 400 €	100%
	TOTAL	4 394 876,01 €	4 485 853,25 €	102%	2 975 527,83 €	66%

Analyse synthétique :

Le taux d'engagement sur la programmation 2022 est bon : 88 %. Il n'est pas de 100% en raison du report de 4 actions en 2024. Ces reports sont liés à une activité intense du service marché durant l'année 2023 qui a poussé à déplacer à début 2024 certaines actions moins prioritaires.

Le taux de réalisation de la programmation **pluriannuelle est de 66 % et apparaît comme satisfaisant et cohérent avec le type d'activité du service.** En effet, la plupart des suivis ou actions s'étalent sur une période allant de 1,5 à 3 ans ce qui induit un étalement des règlements sur plusieurs années. **Ce taux s'améliore de façon importante par rapport à l'année 2022 (57%) et reflète les efforts de relance des prestataires et des porteurs de projet par les agents du service en ce qui concerne la signature des contrats ainsi que l'émission des livrables et des factures. Cette progression est appréciable.**

Evolutions par rapport à l'année 2022

Le montant total engagé en 2023 est plus élevé qu'en 2022. Il passe de 1 494 869,71 euros TTC en 2022 à 1 783 913,85 euros TTC en 2023. L'année 2022 avait déjà été marquée par une augmentation du montant engagé. **L'activité du service continue ainsi de croître.**

Il est à noter que les agents du service CMP suivent également des actions engagées par d'autres pôles ou services. Celles-ci ne sont pas présentées dans ce tableau financier.

Fiche 9 - Cellule terrain

Présentation de l'équipe opérante :

Géraldine LALA

Responsable de la cellule Terrain et Chargée de mission Grand cycle de l'eau

Jonathan PRIAM

Chargé de mission Observatoire de l'eau
(depuis septembre 2023)

Sylvie BOUDRÉ

Chargée de mission Appui technique et réglementaire en eau et aménagement

Alexandre ARQUÉ

Chargé d'études eaux littorales

Lucas PELUS

Chargé d'études assainissement

Renfort cellule terrain :

Mélissa BOCALY

Responsable du service CMP

Gaëlle VIELLET

Gestionnaire comptable

Peguy BOURGEOIS

Instructeur et contrôleur des aides eau et assainissement

Serge LALOUBE

Assistant technique polyvalent

Description synthétique de l'activité :

Dans le cadre de l'article L213-13 du code de l'environnement, les offices de l'eau ont pour mission l'étude et le suivi de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Dans ce cadre, l'ODE a fait le choix de faire les prélèvements en régie pour les réseaux de suivi de la qualité des rivières. L'objectif visé est de consolider l'expertise interne sur la connaissance des milieux et d'améliorer et sécuriser la qualité des données produites.

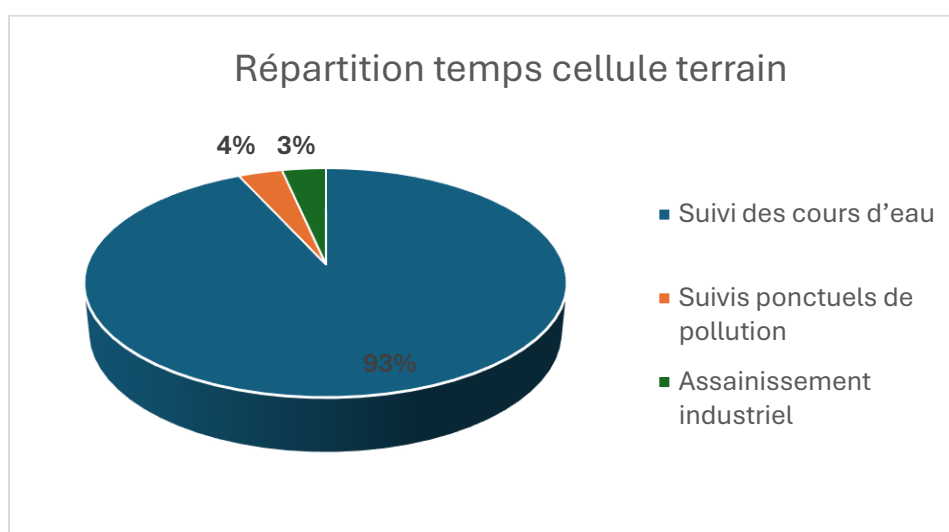
La cellule fonctionne en transversalité sur les missions du service Connaissance des Milieux et Pressions et la mission d'appui au territoire. Elle s'active pour faire le suivi de la qualité des milieux (RCS, REF, patrimoniale) et pour améliorer la connaissance (assainissement collectif, assainissement industriel, suivi de pressions diverses).

La cellule terrain fonctionne avec 5 agents et est renforcée par 5 autres agents provenant des différents services de l'Office De l'Eau. Ce nombre d'agents potentiellement mobilisables permet de faire face aux éventuelles indisponibilités et donc d'assurer un roulement permanent de la cellule. La cellule peut également mobiliser ponctuellement des agents d'autres services de l'ODE.

Par ailleurs, la cellule terrain est chargée de produire les données pour une mise à disposition au niveau national et/ou d'alimenter les banques locales et nationales. Elle permet aussi de participer au service d'administration national des données et des référentiels sur l'eau (SANDRE).

Bilan chiffré de l'activité pour 2023 :

Thématique	Nombre de jours agents (ETP)
Suivi des cours d'eau	136
Suivis ponctuels de pollution	5
Assainissement industriel	5
Total	146



Bilan de la production des données de la cellule terrain en 2023	
Nombre de jours terrain au total	58
Nombre de jours « Suivi des cours d'eau » RCS/RCO/PESTICIDES	51
Nombre de stations suivies	28
Nombre de prélèvements en rivière	356
Nombre de données bancarisées dans la base AQUATIC (physico-chimie et hydrobiologie)	78 895
Nombres de mesures environnementales in situ	5 140
Nombre de jours de formation et AMO AquaTIC	4
Nombre de jours Administration des données (gestion, mise à jour des référentiels, contrôle et qualification, bancarisation, export vers NAIADES et SANDRE)	30

Analyse synthétique :

Le suivi annuel des cours d'eau est composé de 12 campagnes (1 par mois – en général la 3^{ème} semaine de chaque mois).

Chaque campagne de terrain s'étale sur 3 jours et est composée de 4 tournées avec 2 agents par tournée, soit 8 agents par campagne.

En 2023, les 12 campagnes ont pu être réalisées.

Une campagne sur la matrice « sédiment » a été également réalisée (sur 3 jours)

Tableau budgétaire de l'activité 2023 :

Le coût du fonctionnement de la cellule terrain apparaît ci-dessous. Les temps agents présentés dans le premier tableau représentent cependant le coût majoritaire de cette cellule.

Par rapport à 2022, le budget prévisionnel de la cellule terrain a diminué. A noter que la ligne « matériel cellule terrain » a fortement diminué, car les achats les plus coûteux ont été réalisés en 2021 et 2022.

Une mission d'AMO (consolidation des procédures et utilisation des fonctionnalités avancées du logiciel) a été commandée pour une année afin que l'agent responsable du suivi en cours d'eau bénéficie d'un appui technique pour une utilisation optimale du logiciel, ainsi qu'une consolidation des connaissances et de l'outil.



Action	Montant du programme pluriannuel voté (1)	Montant engagé au titre au programme pluriannuel (2)	taux d'engagement sur le programme pluriannuel voté (3)=(2)/(1)	Montant liquidé au titre du programme (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
Renouvellement maintenance et hébergement AquaTIC	4 665,50 €	4 665,50 €	100 %	4 665,50 €	100 %
Matériel cellule terrain (nouvelle sonde, sacs terrain, produits pour sondes, réparation entretien etc.)	1371,46 €	1371,46 €	100 %	1371,46 €	100 %
AMO AquaTic Assistance	5 598,60 €	5 598,60 €	50 %	2788,30 €	50 %
Total	11 635,46 €	11 635,46 €	100 %	8 825,16 €	76 %

Fiche 10 - Politiques de bassin

Politiques de Bassin

Présentation de l'équipe opérante :

Gaëlle HIELARD, Cheffe de projet Politiques de bassin, Ingénieure

Mélissa GERNET, Assistante de gestion

Description synthétique de l'activité :

Acteur central de la Politique de l'eau de la Martinique, l'Office De l'Eau (ODE) accompagne **la gouvernance de l'eau**. Son rôle est de fédérer les acteurs de l'eau dans une approche cohérente à l'échelle de l'île. Le pôle Politiques de Bassin de l'ODE participe à de nombreuses instances décisionnaires ou à des programmes d'intérêt commun : Comité de l'Eau et de la Biodiversité (CEB), Comité de Gestion du Parc Naturel Marin, Contrat de rivière du Galion, Contrat littoral Sud et Nord, Contrat de la Grande baie Martinique, Conseil des Rivages Français d'Amérique, Comité Mangroves, Groupes de Travail (GT) nationaux du ministère de l'Écologie, ...

Notamment le pôle Politiques de Bassin a en charge :

- La définition de stratégies ODE : définition d'orientations pour les études, de l'assistance technique et de la formation,
- Le suivi des politiques publiques de l'eau : participation à la gouvernance de l'eau (CEB, CMUBA, Conseil des Rivages, ...), réalisation d'études liées au SDAGE pour le secrétariat de Bassin,
- L'accompagnement des instances et des élus dans le cadre du SDAGE 2022-2027,
- L'accompagnement des politiques de territoire du grand cycle de l'eau (contrats de milieu, réserves naturelles, plan de gestion marin, Document Stratégie Bassin ...),
- Le montage et le pilotage des partenariats stratégiques de l'ODE : il élabore des conventions cadre de partenariat (*objet d'une autre fiche bilan activité*),
- La mise en œuvre d'Universités de l'Eau
- L'expertise en économie et sciences sociales et humaines : il réalise, accompagne et valorise des études économiques et sociologiques,
- La prise en compte du changement climatique : il pilote les études de connaissance et met en place des formations sur l'adaptation au changement climatique.

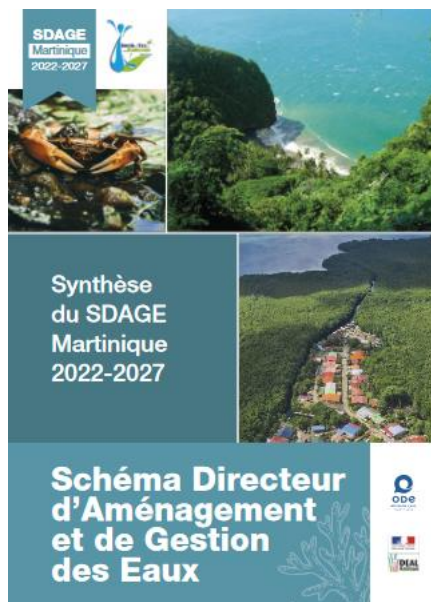
Bilan chiffré de l'activité pour 2023

Thème	Indicateurs	Nombre	Nature
Gouvernance	Instances de Gouvernance participation ODE	12	Dont 5 instances de pilotage national (GT eco, GT InterDOM, GT Climat, GT SDAGE, GT plannif)
Productions	Etude, Outils & Stratégie	2	La vulnérabilité des rivières au changement climatique Projet SHS littoral 2020 (CNRS)
Politique de territoire	Contrats de milieux accompagnés	7	Contrat de la Grande Martinique, Contrat Littoral Sud, Contrat Rivière du Galion, Contrat Littoral Nord, WALIWA, réserve Prêcheur, Grand site des Salines
	Instances pilotées	1	Réseau des animateurs de politique de territoires
	Changement climatique	2	Etude de vulnérabilité des rivières au CC Participation au groupe CLIM'Urba Martinique
Communication	Médias	3	Interview tv & radio: ATV, Martinique 1ère (radio)
	Productions	6	Mag ODE & vous (articles) Antilla, OutreMer Magazine

SDAGE & préparation du chantier EDL 2025

Le SDAGE dont la révision a été réalisé entre 2021 et 2022 par le pôle Politiques de bassin, a été adopté par le CEB en mars 2022.

La production d'une synthèse du SDAGE PDM a été produite en 150 exemplaires et distribuée à tous les acteurs de l'eau de Martinique. 2023 a aussi été l'année de préparation pour le chantier Etat des Lieux 2025. Le Marché a été lancé, et analysé pour désigner un prestataire. Toutefois, faute de renouvellement du CEB et par conséquence du CA de l'ODE dans les délais nécessaires, la commission d'appel d'offre n'a pas pu se réunir qu'en janvier 2024. Le marché EDL a été notifié en février 2024.



POLITIQUES DE TERRITOIRE / GOUVERNANCE

En 2023, s'est poursuivi l'accompagnement en routine des contrats de milieux (contrat de la grande Baie Martinique, littoral Sud, littoral Nord, rivière du Galion) et des autres politiques de territoire (BIOSPHERE, CMUBA, Parc Marin). Le pôle a assuré le secrétariat de la commission technique du CEB sur le thème de l'eau (2 sessions).

EVENEMENTIELS ODE

Deux Universités de l'eau (#7#8) dédiées aux agents des collectivités territoriales non spécialistes en eau ont été organisées par le pôle.

Les **Universités de l'Eau** ont regroupé près de 80 participants

2 sessions (le Grand cycle et le cycle de l'eau) ont été organisées en partenariat avec CNFPT. Les thèmes abordés : les ressources en eau, l'eau potable, pressions, l'assainissement, les



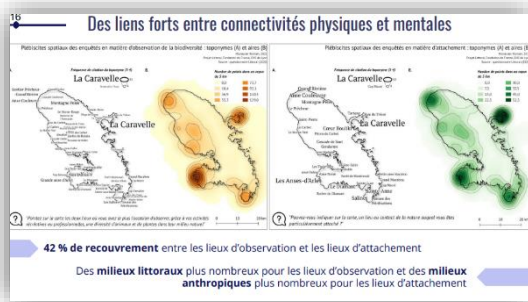
Petit
le
les
outils
de

gestion (le SDAGE, la GEMAPI...), la gouvernance de l'eau, le prix de l'eau, la gestion du pluvial ... Ces sessions ont été très appréciées (retours positifs) et pourront être renouvelée sur d'autres thèmes en 2024 (Zones Humides, eaux souterraines, par exemple)



SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

L'étude littorale 2020 s'est poursuivie, il d'un projet de recherche appliquée complexe impliquant de nombreux acteurs (UA, EPCI, Parc marin, et Naturel, Conservatoire Littoral) sur 3 années. La livraison a été reportée début 2024 faute de validation finale de l'UA sur leur partie.



s'agit

de la

Les travaux de **thèse sciences humaines et sociales** co-portée par l'Université des Antilles (UA) et l'ENS-CNRS ont débuté début 2022. L'année 2023 a été consacrée aux entretiens, et la tenue du second comité de pilotage. Le thème traite de **l'impact de l'histoire martiniquaise sur la gestion de l'eau en Martinique**

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'étude Vulnérabilité des rivières au changement climatique (débutée en septembre 2022) a été livrée fin 2023. Un atelier acteurs le 6 juin 2023 réunissant une 40aine d'acteurs eau et experts climatiques en Martinique a permis de présenter et valider les premières cartes et de travailler à un plan d'actions dédié (priorisation des actions à en œuvre, qui permettrait d'aboutir à une intégration dans le PPI de l'ODE). Le marché été augmenté de 9% et prolongé pour permettre une valorisation de l'étude sous d'une plaquette et d'un séminaire « **eau & changement climatique** » programmé en 2024.

des

mettre

dédié à

forme

janvier

STRATEGIE ODE MILIEU MARIN

Dans le cadre **de la stratégie ODE sur les milieux marins**, le pôle PB anime un groupe de travail interne. Chaque agent a pour mission le pilotage d'une ligne de la stratégie dédiée en fonction de ses missions dans différents domaines : aides, communication, formation, connaissances, etc...

Le programme d'actions d'intérêt commun **(PAIC 2021 2023) avec le Parc Marin** se poursuit avec un taux d'exécution satisfaisant (Plus de 90 % des actions sont en cours ou terminées). Une mise à jour du PAIC avec le PNRM va aboutir au renouvellement du partenariat en 2024.

COMMUNICATION / SENSIBILISATON

Le pôle PB a participé à l'élaboration du film la Voix des mangroves, par des conseils techniques, puisque ce documentaire est inspiré de l'étude Sciences Sociale sur la « relation des martiniquais aux mangroves ».



Analyse synthétique :

L'activité du Pôle Politiques de Bassin a tenu ses objectifs 2023. **La distribution de la synthèse du SDAGE et de la plaquette** de vulgarisation et la mise à jour de la plateforme dédiée a permis de valoriser ces travaux de politique de l'eau.

L'activité Politiques de Bassin a continué de déployer **son expertise**, par le co-pilotage de l'étude SHS **LITTORAL 2020**, l'accompagnement de la thèse SHS, par le pilotage de l'étude sur la vulnérabilité des rivières au changement climatique, et l'organisation d'un forum technique des acteurs de l'eau

Le suivi **des grands partenariats** est une activité dite de routine pour le pôle qui est décrite dans une fiche activité dédiée.

Tableaux budgétaires de l'activité programmées en 2023

POLITIQUES DE BASSIN

Thématique	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3) = (2)/(1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
1 - Connaissance et Expertise					
THESE SHS ; histoire et gestion de l'eau (2022 2024)	13 287,00 €	13 287,00 €	100%	13 287,00 €	100%
<i>1 - TOTAL</i>	13 287,00 €	13 287,00 €	100%	13 287,00 €	100%
3 - Politique de bassin, appui/assistance technique					
SDAGE Edition SYNTHESE	10 000,00 €	9 466,78 €	95%	9 466,78 €	100%
Adaptation au chgt climatique (étude vulnérabilité des rivières au CC) - valorisation	6 613,08 €	6 613,08 €	100%	0,00 €	0%
UNIVERSITES DE L'EAU élus	1 000,00 €	919,20 €	92%	919,20 €	100%
LITTORAL 2020	13 237,00 €	13 237,00 €	100%	13 237,00 €	100%
3 -TOTAL	30 850,08 €	30 236,06 €	98%	23 622,98 €	78%

Analyse synthétique :

L'ensemble des chantiers a été engagé conformément à la programmation. Un taux d'engagement de 98 % démontre que la programmation faite a été tenue. Une légère sous consommation de paiement (78%) est à noter, et s'explique par le solde restant à verser du marché vulnérabilité des rivières au changement climatique, suite à l'action de valorisation du séminaire qui est programmée en janvier 2024. Les dépenses sont très inférieures à 2022 (<50 000 € contre 325 000 € en 2022). Cela est dû à des volumes financiers de chantiers programmés moins importants (notamment le SDAGE et l'organisation du colloque du Belya Lanmé représentaient 25 000 k€ en 2022).

Fiche 11 - Partenariats

Présentation de l'équipe opérante :

Gaëlle HIELARD, Cheffe de projet Politiques de bassin

Mélissa GERNET, Assistante de gestion

Loïc MANGEOT, Directeur de la Connaissance et des Interventions

Description synthétique de l'activité :

L'ODE contractualise des partenariats avec les acteurs de l'eau identifiés comme porteurs de projets en réponse **aux objectifs du SDAGE**. La nature des partenariats est variée : **connaissance, formation, aides sur les infrastructures, gouvernance, sensibilisation, échanges d'expérience, mutualisation, ...** Ces partenariats financiers et/ou technique sont inscrits dans des **conventions cadre pluriannuelles** déclinées en programmations d'activités regroupées, et déroulée sur un pas de temps plus étalé (mais phasé annuellement) ou adaptée aux activités récurrentes. Il s'agit d'une modalité d'accompagnement des politiques de l'eau et de protection des milieux aquatiques **alternatives au guichet subventions** (qui cible des opérations ponctuelles) comme l'autorise le PPI de l'ODE.

ANALYSE DES PARTENARIATS DE L'ODE (pilotage Politiques de Bassin)

Au total, **depuis 2017**, l'ODE s'est engagé pour **un montant de subvention de**

3 901 497 € au

travers des partenariats

dont **1 121 393 €** en

2023. Ces aides

financières viennent

principalement

chercher les axes du PPI

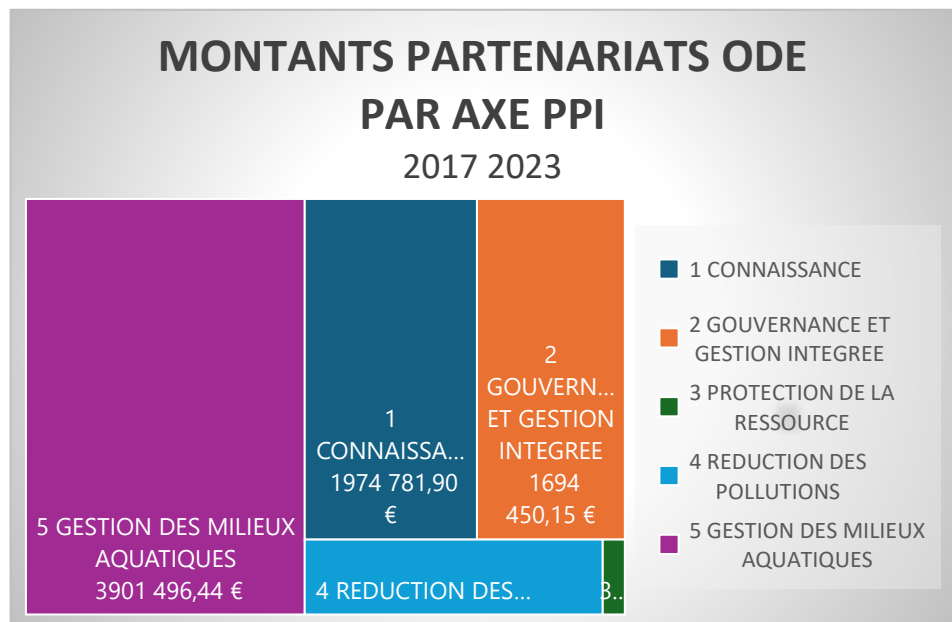
n°5 (**gestion des milieux**

aquatiques)

N°1 (connaissance)

N°2 (Gouvernance) en

volume financier.



En volume d'activité, les

partenariats ont couvert près **de 346 actions depuis 2017**, dont **67 en 2023**. Ce mode d'accompagnement permet une optimisation d'instructions de dossiers individuels par une mise en œuvre programmatique et thématique.

La nature des actions met en avant que les partenariats répondent essentiellement aux problématiques dits du « **grand cycle de l'eau** », comme **la protection des zones humides, marines et écosystèmes aquatiques terrestres** (mangroves, ripisylves, rivières, récifs coraliens : avec le Conservatoire du Littoral, le PNRM, le Conservatoire Botanique National, le Parc marin, le Pôle relais Zones humides tropicales UICN, l'ONF), la gestion du **pluvial**, **l'aménagement du territoire** (avec les contrats de milieux...), les études de **connaissance** variées (milieux aquatiques, pressions dont l'action emblématique du réseau sentinelles ODE ONF PNRM...), le **soutien à la recherche appliquée** (BRGM, IFREMER), à **l'information & la sensibilisation** (Carbet des Sciences, H2Eaux, l'ASSOMER...), l'accompagnement de **la gouvernance** orientée vers la **gestion intégrée**

(fonctionnement des cellules d'animation des politiques de territoire), etc. **Les partenaires de l'ODE** sont les **acteurs de l'eau** de premier ordre pouvant **agir sur la protection des milieux aquatiques** en tant que **maîtres d'ouvrage** dans leur domaine de compétence. Ainsi, l'ODE concoure aux objectifs du SDAGE par le soutien technique et financier de ses partenaires.

Au total, en 2023, 13 partenaires ODE déploient des actions répondant aux objectifs des politiques de bassin du PPI de l'ODE.

En synthèse...

PARTENARIATS DES POLITIQUES DE BASSIN, les faits marquants 2023

- Le renouvellement de **grands partenariats institutionnels historiques** (ONF, PNRM, Conservatoire du Littoral)
- La poursuite du partenariat avec le Contrat de la grande Baie via la CACEM, le pôle relais Zones Humides tropicales via l'UICN, *le projet RECIPROCITE via la commune du Lamentin* Ainsi qu'avec les **partenaires de sensibilisation** (Carbet des Sciences, H2Eaux, et l'ASSO-MER,
- Notons **le nouveau partenaire** de l'ODE **en 2023** avec le Conservatoire Botanique National Martinique (notamment les travaux de recherche appliquée sur les ripisylves sont attendus)
- Consolidation des **partenariats techniques cadre** (BRGM, IFREMER), déclinés dans des conventions filles inscrites à la programmation DCI.
- Un partenariat technique avec le **Parc Naturel Marin** autour d'un Programme d'Actions d'Intérêt Commun (**PAIC**) est animé dans le cadre d'une convention cadre de partenariat 2021-2023. Sur les 40 actions du PAIC, **90 % des actions sont ou en cours ou terminées.**
- Enfin, en l'absence d'animation et d'engagement dans des actions, le partenariat avec le Contrat Rivière du Galion n'a pu être mis en place en 2023 non plus. Cette situation perdure depuis 2020.

PARTENARIATS DCI, les faits marquants 2023

D'autres partenariats sont pilotés par la Direction de la Connaissance et des Interventions :

- partenariat avec les **chambres consulaires de Commerce et d'Industrie (CCIM), de Métiers et d'Artisanat (CMAM) et Chambre d'agriculture de Martinique (CAM)** visant des actions variées : sensibilisation et formation des entrepreneurs, réduction des consommations d'eau, amélioration de la gestion des effluents et déchets. Ces partenariats prévoient pour chacun d'eux le **financement d'un poste de chargé de mission eau et assainissement localisé dans les chambres, dédié à l'animation et la mise en œuvre du programme d'action.** Ces interfaces représentent pour l'ODE un moyen de toucher avec plus d'efficacité la cible des entreprises qui n'est pas homogène et qui est dispersée sur l'ensemble du territoire. Ces partenariats font écho à ceux opérés par l'ADEME qui fonctionne de la même manière dans le domaine des déchets, de l'énergie et de l'économie circulaire avec également des postes financés dans les deux chambres.

Le partenariat avec la chambre d'agriculture a été voté fin 2023 mais n'a pas fait l'objet encore de dépenses.

un partenariat a été également conclu entre l'ODE, la DAAF et l'Agence de Service et de Paiement (ASP) pour le financement des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et l'agriculture biologique (AB) pour 2023 et 2024 avec une contribution annuelle de 130 000€ en contrepartie des fonds européens du FEADER. Les MAEC sélectionnées concernent la mise en place et la gestion des haies et ripisylves ainsi que l'agroforesterie. Pour l'AB l'ODE intervient en support à la conversion comme au maintien de la pratique.

Au total, en 2023

39% du programme 2023 des partenariats Politiques de Bassin 2023 ont été engagés et 100 % de ces engagements ont été soldés.

Bilan chiffré de l'activité pour 2023 des Politiques de Bassin :

	Indicateurs	Nombre	Nature
Partenariats	Partenariats Cadre	13	PNRM, ONF, CDL, UICN, IFREMER, BRGM, Office de l'Eau Guadeloupe, Conservatoire Botanique National, CCIM, CCA, LAMENTIN, SMHLM
	Partenariats Sensibilisation	4	H2EAUX, CARBET DES SCIENCES, CACEM (Contrat Baie FDF), ASSO-MER
	DFAP	9	EPCI, SPANC, CGSS, CAF, CTM
	Programme d'Actions d'Intérêt Commun (PAIC)	1	PARC NATUREL MARIN (42 actions dont 90 % engagées ou terminés)

Bilan de l'activité :

67 actions 2023 des partenariats des politiques de bassins dont 80 % du volume d'activité (soit 54 actions) ont débuté (en cours de réalisation) ou sont terminées.

A noter que le **PAIC Parc Marin & le partenariat ODE 971** n'ont pas de portée financière. Il s'agit de partenariat visant à organiser et mutualiser les activités communes. Ces deux partenariats techniques et non financiers présentent **un bilan positif pour leur dernière année** de fonctionnement. La mise en œuvre d'actions partagées, avec le parc marin porte sur près **de 42 actions** dont près de 90 % ont débuté ou sont terminées.

Concernant, l'ODE 971, 2023 n'a pas produit d'activité particulière (changement de plusieurs cadres et interlocuteurs côté Guadeloupe).

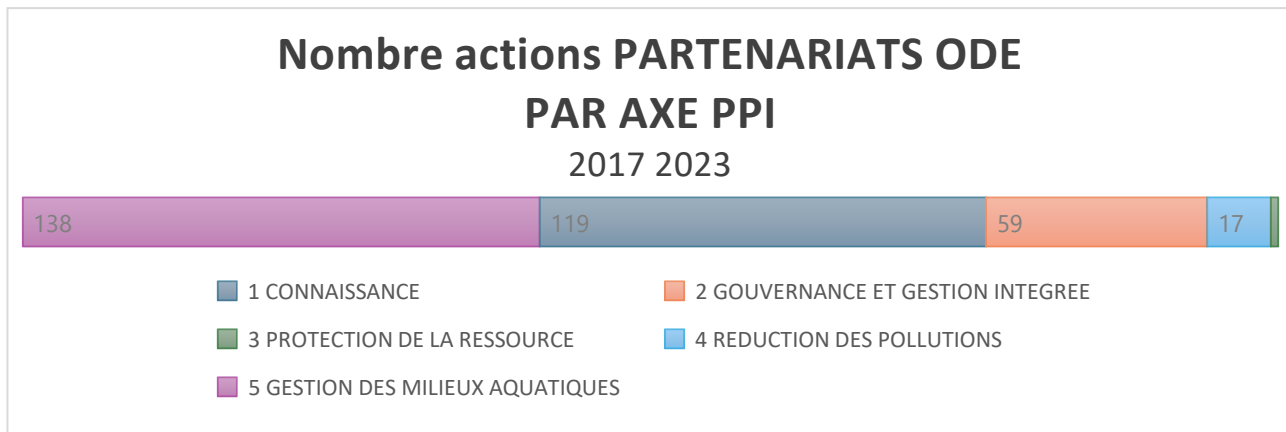
S'agissant de la **Direction de la Connaissances et des Interventions**, l'année 2023

A été en demi-teinte car l'équipe de la CCIM est partie sans être renouvelée. Pour autant les conventions déroulant de l'appel à projet « économie d'eau dans les entreprises » ont été signée et pour certaines exécutées.

Il en est de même pour l'action similaire de la Chambre des métiers et d'artisanat qui a permis de conventionner avec dizaine d'entreprise lauréates de l'appel à projet.

La convention avec la chambre d'agriculture n'a été voté que fin 2023 et n'a vu aucune réalisation à ce stade. Il en est de même de la convention avec la DAAF et l'ASP, les MAEC pour 202 » étant encore en phase d'instruction avant paiement.

Diagrammes synthétisant les chiffres 2023 partenariats Politiques de Bassin :

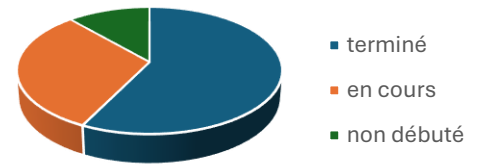


Analyse synthétique :

En 2023, globalement, les **objectifs des partenariats des Politiques de Bassin ont été atteints**. La plupart des partenaires a pu déployer leur programmation, à quelques exceptions près (le Contrat de baie faute de sortie des marchés, actions PNRM non débutées car programmation trop ambitieuse...).

Notons qu'un partenariat avec CAP Nord (Contrat rivière du Galion) n'a toujours pas abouti (report en 2021, puis 2022, puis 2023).

Etat actions de partenariat ODE 2023



Sur 67 actions programmées en 2022, 54 actions sont déployées voire terminées, **ce qui traduit une activité importante** des partenaires **en faveur du grand cycle de l'eau** grâce au soutien de l'ODE.

De la même manière les **partenariats de la DCI on retiendra que :**

- **Les appels à projet « économie d'eau dans les entreprises » ont été contractualisés en 2023 avec l'aide de la CCIM et de la CMAM pour environ 250 000€ d'aides de l'ODE**
- **Les premiers dossiers DFAP (4) ont été payé fin 2023 avec une perspective d'une trentaine de dossier au premier trimestre 2024**
- **Un bloc de partenariat visant l'agriculture a été adopté fin 2023 avec notamment une convention cadre avec la CAM mais aussi avec la DAAF et l'ASP pour le financement des MAEC**

Tableaux budgétaires de l'activité programmées en 2023

Partenariat Politiques de Bassin	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3) = (2)/(1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
2 - Interventions financières					
PARTENARIAT PNRM	303 660,00 €	91 098,00 €	30%	91 098,00 €	100%
PARTENARIAT ONF	180 544,80 €	54 163,44 €	30%	54 163,44 €	100%
PARTENARIAT CDL	155 200,00 €	77 600,00 €	50%	77 600,00 €	100%
PARTENARIAT UICN	67 600,00 €	33 800,00 €	50%	33 800,00 €	100%
PARTENARIAT H2EAux	16 180,00 €	8 090,00 €	50%	8 090,00 €	100%
PARTENARIAT Carbet des Sciences	78 950,00 €	39 475,00 €	50%	39 475,00 €	100%
PARTENARIAT ASSOMER	42 306,23 €	21 153,12 €	50%	21 153,12 €	100%
PARTENARIAT CACEM Contrat De Baie	168 700,00 €	84 350,00 €	50%	84 350,00 €	100%
PARTENARIAT CONSERVTOIRE BOTANIQUE	22 000,00 €	11 000,00 €	50%	11 000,00 €	100%
PARTENARIAT LAMENTIN Projet MANGROVE	86 250,00 €	17 250,00 €	20%	17 250,00 €	100%
2 - TOTAL	1 121 391,03 €	437 979,56 €	39%	437 979,56 €	100%

Partenariats Direction de la connaissance et des interventions	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3) = (2)/(1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
2 - Interventions financières					
PARTENARIAT CCIM	128 800,00 €	199 803,94 €	155%	108 037,58 €	54%
PARTENARIAT Chambre de Métiers et d'Artisanat	176 800,00 €	126 968,43 €	72%	33 560,50 €	26%
Partenariat Chambre d'agriculture	100 000,00 €	0€	0%	0 €	0%
DFAP Instructeurs SPANC	180 000,00 €	180 000,00 €	100%	0 €	0%
DFAP travaux (dont part CTM)	150 000,00 €	15 000,00 €	10%	15 000,00 €	100%
TOTAL	735 600,00 €	521 772,37 €	71%	156 598,08 €	30%

Analyse synthétique :

Les partenariats 2023 politiques de bassin d'un montant d'aide total de **1 121 393** ont été engagés financièrement en totalité et payés pour 100 % de leur engagement (soit 39 % du montant des subventions allouée). Cela s'explique par la durée de mise en œuvre des actions sur 18 mois (une action 2023 peut se poursuivre jusqu'en juin 2024 avant d'être soldée).

Pour la DCI les partenariats ont été engagés à 71% du montant programmé. Le montant d'exécution n'est que de 30% du montant engagé. Ceci s'explique notamment par le peu de dossier finalisés pour le DFAP et l'absence de remontées de dépenses pour les instructeurs DFAP à fin 2023.

Par ailleurs la convention avec la chambre d'agriculture, voté en décembre 2023 n'a pas encore fait l'objet d'un début d'exécution.



4. INFORMATION, DONNEES, SENSIBILISATION ET COMMUNICATION

Fiche 12 - Valorisation multimédia de l'information sur l'eau et information du grand public

Présentation de l'équipe opérante :

Gladys AMORY, Technicienne en charge de la valorisation multimédia de l'information sur l'eau
Filaïcht SINGAINY, Stagiaire assistant Community manager et communication (juillet à décembre 2023)

Tania COLOMBO, Gestionnaire documentation et archivage – Assistante de gestion du pôle

Mathilde EDMOND-MARIETTE MINOTON, Cheffe du pôle IDS

Description synthétique de l'activité :

Les outils numériques, et notamment les réseaux sociaux, sont devenus aujourd'hui indispensables afin de communiquer et échanger avec les usagers. En effet, les collectivités se modernisent afin de répondre aux exigences, de plus en plus grandes, de rapidité et de transparence des usagers. C'est dans cette optique que l'Office De l'Eau Martinique a souhaité développer et optimiser sa présence sur différents médias « 2.0 ».

L'objectif est de **développer la diffusion de l'information, de la donnée et de la connaissance, en l'adaptant et en la vulgarisant sur des supports multiples**. Cela passe, notamment, par les médias dématérialisés.

Aussi, le service a pour mission d'accueillir, renseigner et informer le public. Ainsi, la mission de gestion documentaire consiste à participer à la réalisation, la mise à disposition de fonds documentaire physique et numérique et en faciliter l'accès au plus grand nombre. Conseiller et accompagner les différents publics, tant le grand public, les professionnels, les institutionnels, les jeunes et les moins jeunes, les experts en termes de documentation disponibles et d'interlocuteurs dédiés en interne et externe.

Missions principales

Secrétariat de rédaction du magazine ODE Martinique

Animation des réseaux sociaux ODE Martinique

Animation des sites internet ODE et Observatoire de l'eau

Appui aux services ODE : cellule animation et sensibilisation, cellule terrain

Accueil physique et téléphonique

Les supports ODE : le **site internet**, les **réseaux sociaux**, le **magazine « L'ODE & Vous ! le Mag' »** et **les brochures/plaquettes d'information** (brochures, plaquettes etc.)

Cadre réglementaire

Code de l'environnement :

Article L213-13 qui confère aux Offices de l'Eau la mission de formation et d'information dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques (alinéa 1b).

Dispositions SDAGE :

IV-C-1 : Améliorer la connaissance sur le comportement des Martiniquais face à la protection de l'environnement,

IV-C-2 : Informer le grand public et faciliter son accès aux données et à la connaissance,

IV-C-6 : Informer et sensibiliser sur la fonctionnalité et la fragilité des fonds marins.

3ème PPI (2017-2022) :

Axe 1 « Connaître et faire connaître, pour une intervention ciblée et des effets étendus et pérennes »

Fiche Action 1-B : Renforcer la synthèse, la mise à disposition et la valorisation des données sur l'eau et les milieux aquatiques et sur les interventions associées.

Fiche action 1-D : Informer et sensibiliser les publics à fort pouvoir de transmission et acteurs du changement.

Bilan chiffré de l'activité pour 2023 :

En 2023, la mission de valorisation multimédia sur l'eau et d'information du grand public a considérablement évolué. L'intégration du service communication au sein du pôle informations, données et sensibilisation a permis un rapprochement des missions multimédia et communication institutionnelle. Ainsi, à partir d'avril 2023, la stratégie de communication digitale a commencé à se dessiner.

Le service a connu un arrêt momentané lié à l'absence pour congé maladie de l'agent en charge de cette mission. En parallèle, le recrutement d'un stagiaire longue durée étudiant en communication digitale a permis d'accueillir de nouvelles idées et de nouveaux outils de travail.

Animation des réseaux sociaux et des sites internet :

En 2023, l'ODE a pu réaliser 83 publications sur Facebook et Instagram. Ce chiffre est inférieur à celui de 2022 et il s'explique par les absences au sein du service. Toutefois, en 2023, l'ODE a pu innover sur les propositions de publications en proposant davantage de vidéos au format "reel" allant à la conquête d'un public différent sur les réseaux sociaux. Le réseau social professionnel LinkedIn a également été investi.

On notera la rédaction de 10 actualités, mise à jour de pages diverses et mise en ligne des documents d'information et de sensibilisation sur le site internet de l'ODE.

Analyse synthétique :

Le profil des abonnés et leur répartition par localité nous en dit davantage sur le type de personnes qui suivent les différents comptes de l'ODE. On retient que les 25-45 ans constituent la majorité de la communauté et que parmi eux les femmes sont majoritaires :

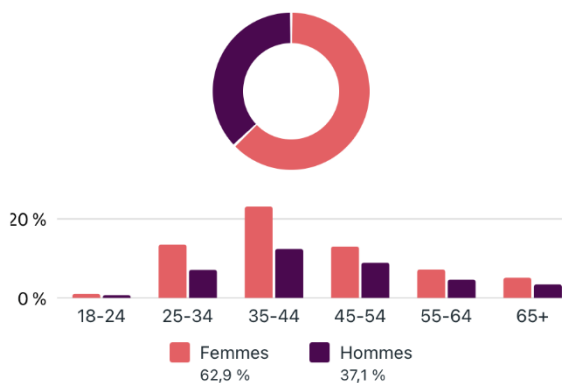
Followers Facebook ⓘ

4 255

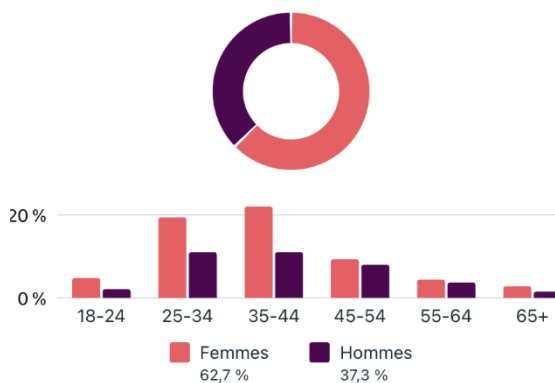
Followers Instagram ⓘ

780

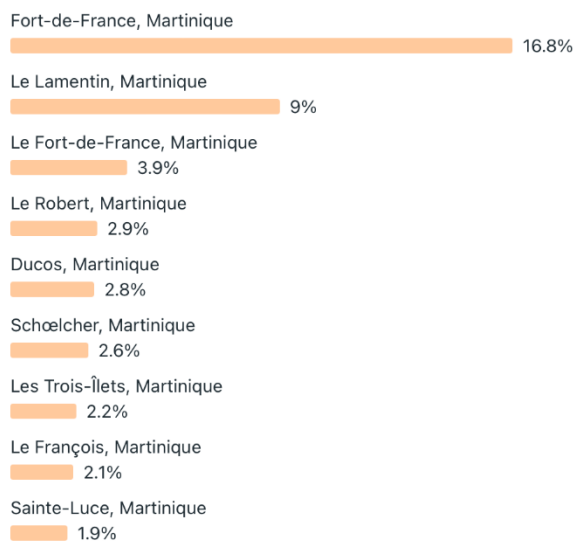
Âge et genre ⓘ



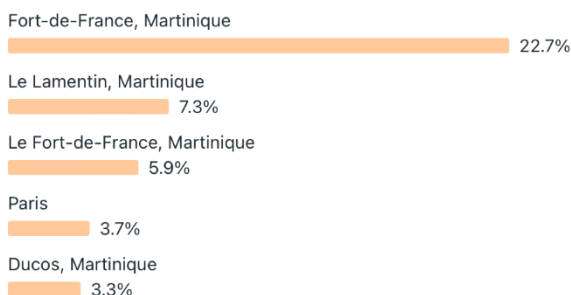
Âge et genre ⓘ



Principales villes

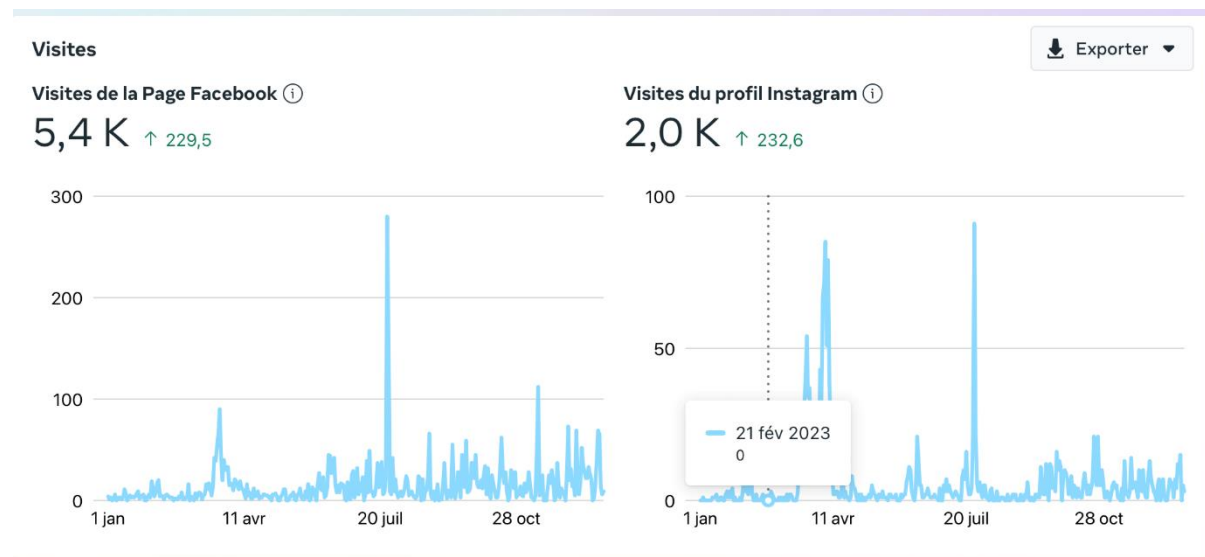


Principales villes



On constate une progression du nombre d'abonnés tout au long de l'année, et depuis la reprise, des réseaux sociaux en régie. En 2022 par exemple, 201 nouveaux abonnés, contre 50 nouveaux abonnés sur le profil Instagram. **En 2023, l'ODE a gagné 235 nouveaux abonnés sur Facebook et 121 nouveaux abonnés sur Instagram.**

Sur la couverture des comptes Facebook et Instagram de l'ODE sur l'année 2023 :



On constate une nette augmentation des visites sur les deux comptes Instagram et Facebook. L'augmentation est plus importante sur Instagram puisqu'on constate que sur l'année 2023, les visites ont augmenté de 232,6%. On observe des pics de fréquentation en avril lors de la campagne assainissement qui a été sponsorisée, et en juillet avec la publication d'un réel sur les mangroves. Le reste de l'année la fréquentation semble se maintenir à un rythme de croisière. L'activité sur Facebook est toujours plus importante, ce qui est la norme pour une institution publique, le réseau social étant plus adapté à du contenu d'information. On note cependant trois pics : en avril lors de la campagne assainissement, en juillet autour de l'actualité sur les mangroves et en novembre lors de la publication d'un réel sur la fête de la science.

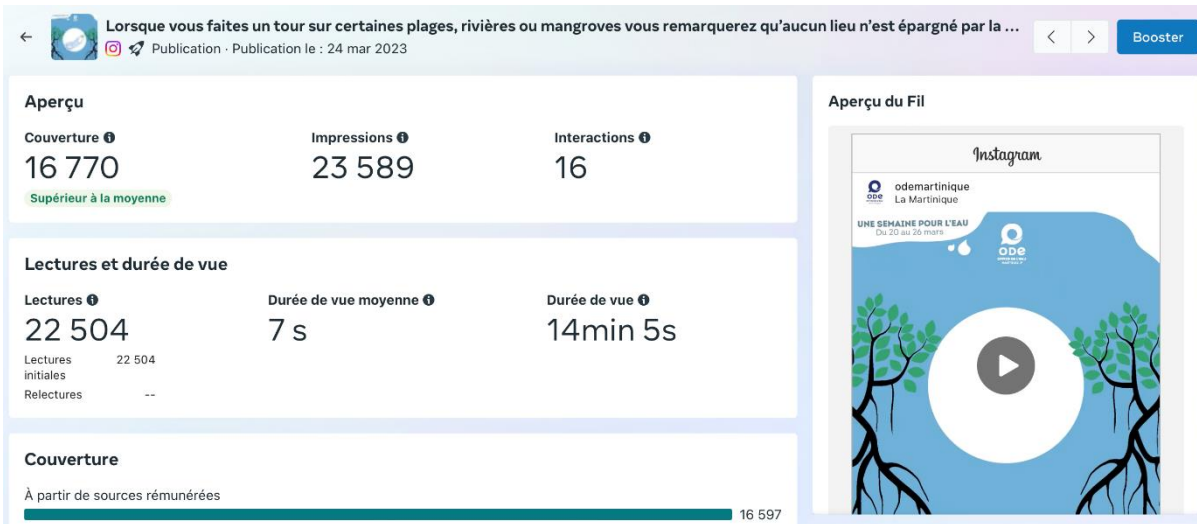
Les algorithmes continuent de démontrer que la sponsorship des campagnes permet une augmentation de la visibilité des publications. En moyenne un budget de 500,00€ par campagne suffit largement à améliorer la visibilité. Le contenu sponsorisé implique un gain d'audience fondamental, et permet une bonne visibilité. C'est un moyen efficace d'atteindre sa cible.

Exemple de publications ou de contenus qui ont eu les meilleurs taux de couverture :

Campagne d'information sur les chiffres clés de l'assainissement et le DFAP :

Coût des travaux de réhabilitation en assainissement non collectif (DFAP) :





2024 devra permettre à la mission communication digitale d'asseoir la ligne éditoriale digitale établie pour chaque réseau social afin d'augmenter le référencement des comptes de l'ODE et donc d'accroître sa visibilité.

Les chiffres du site internet de l'Office De l'Eau



Page	Pages vues	% Pages vues
1. /oe-accueil	2 093	40,36 %
2. /aides-financieres-redevances/programme-d-aides-financieres/dfap-dispositif-de-financement-de-l-assainissement-pour-les-particuliers	331	6,38 %
3. /actualites-focus/190-focus-2/838-forum-l-ode-et-vous-2	237	4,57 %
4. /203-mer-et-littoral/usages-et-pressions/peche-en-mer	120	2,31 %
5. /actualites-focus/189-focus-1/840-une-semaine-pour-l-eau-2	92	1,77 %
6. /l-office-de-l-eau/presentation/nos-missions	75	1,45 %
7. /aides-financieres-redevances/financement-de-vos-projets/documents-a-telecharger	69	1,33 %
8. /l-office-de-l-eau	69	1,33 %
9. /l-office-de-l-eau/recrutements/poste-a-pourvoir	69	1,33 %
10. /aides-financieres-redevances/programme-d-aides-financieres	67	1,29 %

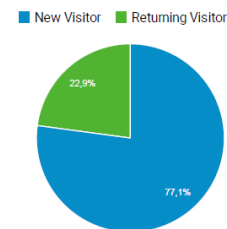
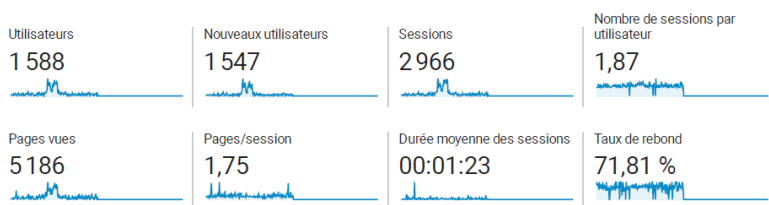
Le site de l'Office De l'Eau est accessible depuis un ordinateur, portable ou tablette. Néanmoins, il n'est pas adapté aux écrans de portable ou de tablette. Ce défaut technique sera résolu en 2024 lors de la refonte prévue par le pôle IDS.

Les statistiques du site nous permettent de savoir quels sont les articles les plus consultés : la page d'accueil, les informations sur le DFAP, les différentes actualités et événements. Les informations relatives aux missions de l'ODE, aux aides financières et des ressources humaines sont également parmi les favoris des usagers du site.

Annuellement ce ne sont pas moins de 1588 utilisateurs qui fréquentent le site internet de l'ODE Martinique. Les utilisateurs restent en moyenne 1 minute et 23 secondes. Ce temps moyen de session nous oblige à fournir une information rapide et facile d'accès aux utilisateurs.

Les utilisateurs proviennent de Martinique, pour la majorité, de France hexagonale, des Etats-Unis et de la Guadeloupe.

Le chantier de la refonte du site internet constitue un vrai challenge pour attirer davantage d'internautes vers l'univers digital de l'ODE Martinique.



Pays	Utilisateurs	% Utilisateurs
1. 🇲🇶 Martinique	1 144	69,42 %
2. 🇫🇷 France	310	18,81 %
3. 🇺🇸 United States	46	2,79 %
4. 🇬🇩 Guadeloupe	45	2,73 %
5. 🇩🇪 Germany	31	1,88 %
6. 🇷🇺 Réunion	15	0,91 %
7. 🇨🇦 Canada	9	0,55 %
8. 🇧🇷 Brazil	7	0,42 %
9. 🇫🇷 French Guiana	6	0,36 %
10. 🇮🇳 India	4	0,24 %

L'accueil physique et téléphonique

1400 appels reçus en moyenne mensuellement au standard de l'ODE.

90% des appels sont traités ou redirigés vers un interlocuteur dédié.

Les services les plus sollicités sont : la cellule animation et sensibilisation, le service interventions financières, l'accueil et la comptabilité

La documentation

Le fonds documentaire contient des rapports d'études intra ou extra, rapports de gestions, des collections scientifiques, des ouvrages techniques, des dictionnaires juridiques, des BD, etc.

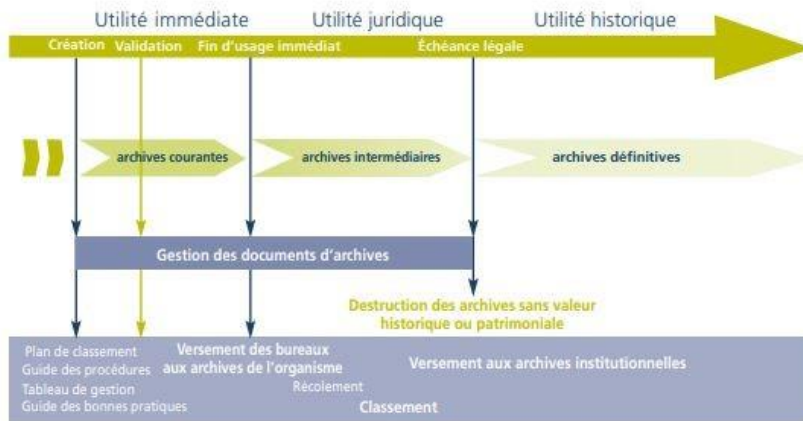
On estime qu'environ **8000 exemplaires** de brochures thématiques et affiches ont été distribués sur le territoire (assainissement, cycle de l'eau, écogestes, redevances etc.)

L'archivage, une mission transversale

« Les archives sont l'ensemble des documents, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, produits ou reçus par toute personne physique ou morale, et par tout service ou organisme public ou privé, dans l'exercice de leur activité. » stipule le Code du patrimoine.

Dans le cadre de l'archivage un tableau de gestion fut mis en place cette année.

Cycle de vie du document d'archives



Cet outil a participé à la préparation du déménagement/emménagement dans nos nouveaux locaux au mois de juin 2023 notamment au travers du tri et du reconditionnement. La mise en œuvre des tableaux de tri va permettre aux services d'anticiper les futurs versements, à organiser idéalement avec une périodicité annuelle.

Fiche 13 - Observatoire de l'eau

Présentation de l'équipe opérante :

Jonathan PRIAM

Chargé de projet Observatoire de l'eau (depuis septembre 2023)

Description synthétique de l'activité :

Dans le cadre de l'**article L213.13** du code de l'environnement, les Offices de l'eau ont pour mission l'information dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques.

Le service information et données - Observatoire de l'eau est en charge :

- de l'**Observatoire de l'eau de la Martinique**, qui a pour missions de collecter, mutualiser, valoriser et diffuser les données sur l'eau et les milieux aquatiques de la Martinique auprès des professionnels, des décideurs et du grand public, notamment via **son site internet et son portail cartographique**. Ce projet partenarial fédère l'essentiel des acteurs de l'eau du bassin (services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, syndicats intercommunaux, organismes de recherche, associations, etc...), qu'il réunit en assemblée plénière chaque année pour élaborer et valider son programme d'action annuel. Le programme d'action 2021 a été validé lors de l'Assemblée plénière du 07 décembre 2020.

- du **Système d'Information Géographique (SIG) de l'ODE**. Il réalise les travaux SIG et cartographiques des différentes cellules de la Direction de la connaissance et des interventions de l'ODE et participe aux travaux de l'infrastructure de données géographiques de Martinique - Géomartinique ;

- de l'**administration des données** sur la qualité environnementale des eaux continentales superficielles produites par l'ODE et de leur mise à disposition sur les portail national NAIADES ;

- de la mise en œuvre du **SIE** (Système d'Information sur l'Eau) et du **SANDRE** (Service d'Administration Nationale des Données et référentiels sur l'Eau) sur le territoire martiniquais ;

- de la **valorisation des données et des documents** (études, rapports...) produits par l'ODE.

4eme PPI - Axe stratégique 1 - Fiche Actions 1-B : Poursuivre et renforcer l'accès et la diffusion des données sur l'eau et les milieux aquatique.

Bilan chiffré de l'activité pour 2023

Site internet de l'Observatoire de l'eau

Le site web de l'Observatoire de l'eau de la Martinique joue un rôle central dans la diffusion de l'information sur l'eau et les milieux aquatiques. Il doit être enrichi et mis à jour tout au long de l'année.

Alimentation du site internet	2022	2023	Bilan 2011-2023
Etudes et rapports	83	15	1170 documents en ligne
Cartographies	7	10	321 cartes en ligne
Actualités	4	2	93 actualités publiées
Articles	7	3	149 articles publiés
Articles mis à jour	8	6	
Indicateurs (chiffres clés)	-	-	58 indicateurs en lignes

En 2023, le site n'a bénéficié d'aucune alimentation de mars à septembre. A partir de septembre, les initiatives d'approvisionnement ont été essentiellement axées sur l'enrichissement de la base de données documentaires et de la collection de cartes.

Audiences du site internet	2022	2023	Evolution	Bilan 2011-2023
Utilisateurs	5 056	4 543	- 10%	301 538
Sessions	7 590	6 763	- 11 %	397 968
Pages vues	15 861	12 969	- 18%	942 616

Les données révèlent une tendance à la baisse en 2023 par rapport à 2022, avec une diminution notable de l'engagement des utilisateurs. Un pic de fréquentation a été observé en raison des articles sur la mangrove Rose de Martinique et autour des mares de Guadeloupe et de Martinique. La cartographie des Zones d'interdiction de pêche en Martinique est la donnée la plus consultée tout au long de l'année.

Portail de cartographies interactives de l'Observatoire de l'eau

Le portail de cartographie interactive de l'Observatoire de l'eau permet la consultation, la valorisation et le téléchargement des données géographiques sur l'eau et les milieux aquatiques pour le grand public et les professionnels produites par l'ODE et les différents acteurs du bassin.

Cartographies interactives	2021	2023	Remarques
Cartes interactives grand public	8	2	Maintenance et mises à jour
Cartes interactives en accès privé	3	-	-

En 2023, les cartes interactives ayant été mises à jour sont celles concernant le projet CARIBSAN et la réglementation de la pêche en mer.

Système d'information géographique - SIG de l'ODE

La réalisation des travaux SIG et cartographiques des différents services de l'ODE est au cœur des missions du service. En 2023, ce sont ainsi 23 cartographies qui ont été réalisées, dont 13 pour le service Connaissance milieux et pressions.

Service demandeur	Cartes réalisées en 2023
Appui au territoire	3
Appui aux politiques de bassin	1
Connaissance milieux et pressions	13
Cellule terrain	-
Direction Générale	5
Interventions financières	1
Observatoire de l'eau	-
Total	23

Administration des données sur la qualité des eaux douces superficielles

Export des données vers les bases nationales du SIE (NAIADES) : **62 121 analyses mises en ligne concernant l'année 2022** sur le portail national des données sur la qualité des eaux de surface NAIades en 2023, contre 52 098 analyses mise en ligne en 2021.

Cellule terrain

Au cours de l'année 2023, l'agent de l'Observatoire a participé activement à la cellule terrain de l'ODE en appui au service Connaissance des milieux et pressions pour les prélèvements et mesures en rivière.

Terrain	Nombre de campagnes
Préparation des campagnes terrain	-
Prélèvements et mesures en rivière	30
Total	30

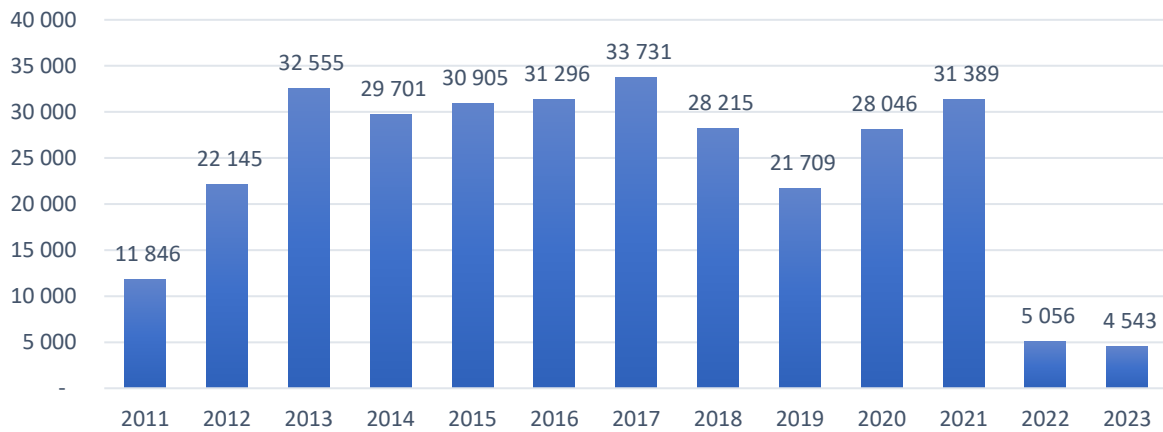
Réunions et groupes de travail

Objet	2023
Réunions et Groupes de travail	6
SIE (système d'Information sur l'Eau)	2
Géomartinique - IGN	2
Total	9

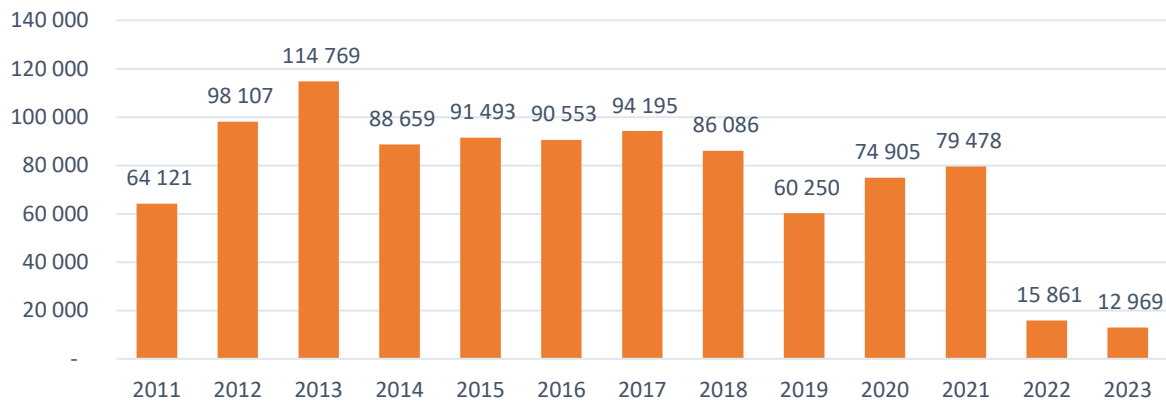
En 2023, l'Observatoire a pris part aux réunions et GT nationaux et locaux dans la continuité des compétences à la charge du service.

Diagrammes synthétisant les chiffres :

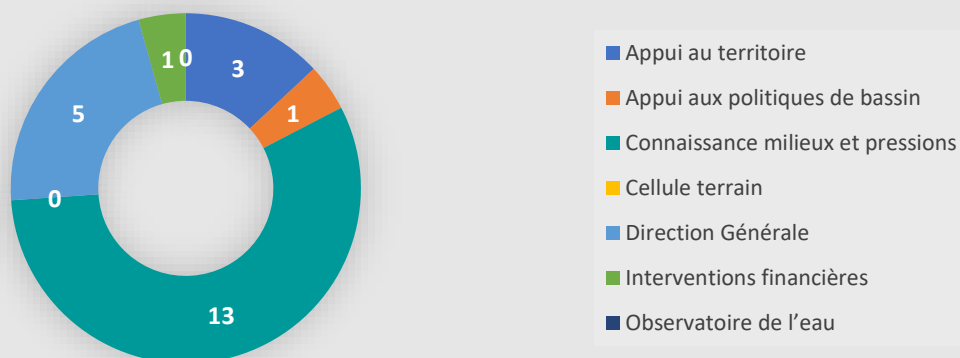
Utilisateurs du site internet de l'Observatoire de 2011 à 2023



Pages consultées sur le site de l'Observatoire de 2011 à 2023



Production cartographique par services en 2023



Analyse synthétique :

Il est à noter que l'activité 2023 a été marquée par le départ en mars 2023 de l'agent en charge de l'Observatoire de l'eau. Le recrutement de l'actuel chargé de projet s'est fait en septembre 2023.

Parmi les principaux chantiers qui ont mobilisé le service en 2023, on peut noter :

- ✓ L'administration et la création de contenu pour le site internet de l'Observatoire de l'eau, particulièrement concernant la base documentaire. Une augmentation du nombre de cartographies mises en ligne (de 7 en 2022 à 10 en 2023) indique un effort pour enrichir cette section. Le site a réussi à maintenir un niveau raisonnable de mise à jour des articles, avec 6 articles actualisés contre 8 l'année précédente. Une chute drastique du nombre d'études et de rapports nouveaux (de 83 en 2022 à seulement 15 en 2023) pourrait indiquer une réduction des ressources dédiées à la recherche et à l'analyse, réduisant potentiellement la valeur informative du site. Le nombre d'actualités et d'articles neufs a également diminué. Une baisse drastique de l'engagement global (moins 10% du nombre d'utilisateurs, de 11% des sessions indique et de 18% des pages vues) est particulièrement préoccupante.
- ✓ Concernant l'administration du portail de cartographies interactives de l'observatoire de l'eau, on note que le nombre de cartes disponibles pour le grand public a diminué de manière significative, passant de 8 en 2021 à seulement 2 en 2023. Les cartes réalisées depuis 2021 font l'objet d'une mise à jour continue. Enfin, il n'y a pas eu de sollicitation partenariale pour la création de nouvelles cartes interactives en accès privé.
- ✓ La participation des agents de l'Observatoire aux campagnes de prélèvements d'eau superficielle continentale sur le terrain ses maintenues. Le passage de 52 098 analyses exporter en 2021 à 62 121 en 2023 représente une augmentation substantielle (environ 19%).
- ✓ La collecte et le traitement de données en vue de la publication des chiffres clés sur l'eau potable et l'assainissement en Martinique pour 2021 et 2022, qui a nécessité des échanges avec différents partenaires (EPCI).
- ✓ La réalisation des travaux SIG et cartographiques des différents services de l'ODE, dont notamment la mise à jour des zones éligibles au DFAP.
- ✓ La mission de référent Martinique pour le SANDRE (Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau) et l'interface avec le SIE (Système d'Information sur l'Eau), se traduisant par la participation aux groupes de travail nationaux et à la transmission des données produites par l'ODE sur les banques de données nationales.

En conclusion, l'année 2023 a été marquée par une amélioration notable dans la collecte et le partage de données, ainsi que par un maintien de l'engagement dans les activités cartographiques et de terrain.

Cependant, elle a aussi vu une réduction significative de l'engagement des utilisateurs et de la fréquence de mise à jour du contenu numérique (site internet, portail cartographique), ce qui pourrait nécessiter une réévaluation des stratégies de communication et de publication pour améliorer l'interaction avec le public et la pertinence du site web.

Ces éléments mixtes soulignent l'importance d'une approche équilibrée et réactive aux besoins changeants du public et des parties prenantes. La refonte des sites internet devrait être un nouvel atout pour inciter les utilisateurs à fréquenter le site de l'Observatoire de l'eau.

Il est toutefois bon de rappeler que ce service a connu une inactivité pendant 6 mois compte tenu du manque d'effectif. Les résultats obtenus sont donc le fruit du rattrapage du retard accumulé pendant le dernier trimestre 2023.

Tableaux budgétaires de l'activité programmées en 2023

Thématique	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3) = (2)/(1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
Refonte des sites internet ODE + Observatoire eau	50 000 €	0	0 %	0	0 %
Vêtements de travail	10 000 €	0	0 %	0	0 %
Hébergement serveur mutualisé	570 €	570	100 %	570	100 %
Maintenance du site	2 463 €	2 463	100 %	2 463	100 %
Licence et maintenance GEO	1 316 €	1 316	100 %	1 316,11	100 %
Hébergement serveur dédié GEO	4 258 €	4 258	100 %	4 257,54	100 %
Certificat et nom de domaine	499 €	499	100 %	499,10	100 %
Soutien technique, fourniture petit matériel	5 000 €	2 929,50 €	58,6 %	2 929,50 €	100 %
Licence et maintenance ArcGis Desktop	694,40 €	694,40 €	100 %	694,40 €	100 %
Total	74 800 €	12 729,9 €	17 %	12 729,9 €	100 %

Analyse synthétique :

Le service Observatoire de l'eau du pôle IDS réalise l'essentiel de ses travaux en régie, incluant le site internet, le SIG et les cartographies dynamiques, ainsi que la collecte et la valorisation de données. L'essentiel de son budget pour 2023 est ainsi consacré aux outils et applications nécessaires à la réalisation de ces différentes actions.

La faible consommation du budget de 2023, soit 17%, s'explique par le fait que deux projets n'ont pas pu aboutir : la refonte des sites, et les vêtements de travail.

Il a été convenu que le volet "vêtements de travail" soit réattribué à la direction des ressources et des moyens généraux.

De plus, le marché consacré à la refonte des sites internet de l'Observatoire de l'eau et de l'Office de l'eau n'a pas pu être lancé en 2023. Ainsi, le budget alloué à ce projet n'a pas été dépensé. Ce retard est notamment dû à l'arrêt temporaire de l'activité de l'Observatoire entre mars et septembre 2023.

Sur les outils et applications techniques, on constate que le budget est consommé et engagé à 100%.

Ce montant reste stable au fil des années puisqu'en 2022 et en 2021, les chiffres étaient sensiblement similaires.

En 2023, sur l'enveloppe du soutien technique a été réalisé la formation de l'agent en charge de l'Observatoire de l'eau pour un montant de **2929,50€**.

Néanmoins, le taux d'engagement global 2023 demeure performante puisqu'il s'élève à 100%, comme en 2021.

Fiche 14 - Animation et sensibilisation

Présentation de l'équipe opérante :

Michéla ADIN – Directrice générale,

Emmanuel COLLIN - Responsable du Pôle Information Donnée et Sensibilisation jusqu'au mois de mars 2023,

Mathilde EDMOND-MARIETTE MINOTON - Responsable du Pôle Information Donnée et Sensibilisation à partir du mois d'avril 2023,

Andrée-Anne CLOTILDE – Chargée de projets sensibilisation, Coordinatrice,

Audrey BASSINET – Animatrice Eau & Milieux aquatiques,

Séverine KIBIR – Animatrice Eau & Milieux aquatiques.

Description synthétique de l'activité :

Organiser les opérations de sensibilisation de la population martiniquaise, toutes cibles confondues, scolaires, grand public, professionnels, élus, etc. à la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques, par des campagnes, des interventions pédagogiques et des supports idoines.

Il s'agit de faciliter la prise de conscience des enjeux associés à la ressource en eau et aux milieux aquatiques, d'encourager et d'accompagner les évolutions des comportements, et de communiquer sur les projets mis en œuvre ou soutenus par l'ODE pour faciliter leur réalisation puis leur appropriation par les usagers.

Dispositions du SDAGE :

IV-C-1 : Améliorer la connaissance sur le comportement des Martiniquais face à la protection de l'environnement,

IV-C-2 : Informer le grand public et faciliter son accès aux données et à la connaissance,

Disposition IV-C-3 : Améliorer la coordination des actions d'information, de communication et d'éducation du grand public,

Disposition IV-C-5 : Développer des actions d'éducation à l'environnement dans les établissements scolaires,

Disposition IV-C-6 : Informer et sensibiliser sur la fonctionnalité et la fragilité des fonds marins.

Les orientations du PPI :

Fiches actions associées à l'axe 1 « Connaître et faire connaître, pour une intervention ciblée et des effets étendus et pérennes »,

Fiche action n°1-D : Informer et sensibiliser les publics à fort pouvoir de transmission et acteurs du changement.

Bilan chiffré de l'activité pour 2023 :

Le champ d'action de la Cellule Animation & Sensibilisation s'articule autour des opérations de sensibilisation et d'information. Celles-ci sont classées par niveau d'implication :

1. **L'ODE & les scolaires,**
2. **Les produits « L'ODE & Vous »,**
3. **Les opérations spécifiques aux journées nationales,**
4. **L'animation du RES'EAU ODE Martinique,**
5. **Une campagne de sensibilisation « #Zones Aquatiques Sensibles, #ZAS »,**
6. **Les opérations des partenaires locaux.**

Ainsi, chacune des opérations citées sera développée autour des indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

1. L'ODE & les scolaires

a) L'activité

En 2023, l'équipe de la Cellule Animation & Sensibilisation a affiné sa stratégie d'animation en communiquant sur une offre de service plus détaillée (les lieux d'interventions, les prestataires sollicités, le niveau d'encadrements et autres éléments favorisant le bon déroulement de l'animation) et organisée par thématique : rivière, mangrove, mare, littoral & mer.

Dès le mois d'avril 2023, les établissements scolaires du territoire martiniquais ont été recontactés afin qu'ils formulent leurs besoins en termes d'interventions (animation en classe et/ou en extérieur) et de supports documentaires autour de l'eau & des milieux aquatiques (brochures, affiches, puzzles, et autres outils pédagogiques) pour l'année scolaire 2023 - 2024.

Les établissements scolaires ayant accusé réception de ce courriel, ont complété une fiche de demande d'intervention sur la période de mai à décembre 2023. Ce qui a permis de planifier l'ensemble des animations, d'optimiser les déplacements ainsi que le budget relatif à ce poste de dépenses.

b) Les chiffres

- 2 Animatrices Eau & Milieux aquatiques mobilisées.
- Établissements scolaires fréquentés soit : 16 tous niveaux confondus
 - Nombre d'établissements du 1^{er} degré : 8
 - Nombre d'établissements du 2nd degré : 5
 - Nombre d'établissements spécifiques : 2 dont Hope School et l'École de la 2^{ème} chance.
- Communes fréquentées : 10 communes
- Nombre d'interventions réalisées : 16 interventions en milieu scolaire
- Nombre de personnes sensibilisées : 1 848 enfants et éducateurs confondus,
 - Scolaires : 1 702 enfants du 1^{er} et 2nd degré,
 - Éducateurs : 146 adultes.
- Budget engagé pour le volet animation des scolaires : 22 859,91 euros TTC pour un montant réalisé de 3 308,45 euros TTC



Découverte de la mangrove avec les scolaires en bateau avec le prestataire le MANTOU et l'Association H2eaux kayak & pirogue.

2. Les produits « L'ODE & Vous »

a) L'activité

Un des produits « L'ODE & Vous » est l'espace « forum » qui permet d'améliorer la connaissance en matière de préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques dans les territoires et de dialoguer directement avec les habitants autour de ces questions cruciales.

En 2023, deux forums « L'ODE & Vous » ont été organisés en partenariat avec la Ville du François et la Caisse des écoles de la Ville du Robert.

b) Les chiffres

- Forum n°1/2023 s'est tenu en février 2023 avec la Ville du François a permis de développer la thématique ; Comment améliorer l'état écologique de la rivière Desroses ?
 - Partenaires associés et intervenants : ONF, DEAL, CMB, Ville du François, CAESM,
 - Nombre de personnes ayant participées à ce forum : 95 personnes,
 - Organisation interne :
 - 1 chargée de projet mobilisée pour mettre en œuvre cet événement avec l'appui du pôle IDS.
 - L'organisation de ce forum a nécessité le renfort du service DRMG (4 personnes) et du service DCI (3 personnes).
 - À noter que ce forum s'est tenu pour donner suite aux études réalisées sur la connaissance et les pressions pilotés par l'ODE sur la qualité de la rivière Desroses sur la commune du François.
- Forum n°2/2023 s'est tenu en octobre 2023 avec la Caisse des écoles de la Ville du Robert sur la thématique des mangroves de la Martinique.
 - Partenaires associés et intervenants : PNRM, Caisse des écoles du Ville du Robert, Conservatoire du littoral,
 - Nombre de personnes ayant participées à ce forum : 45 personnes,
 - Organisation interne :
 - 1 chargée de projet mobilisée pour mettre en œuvre cet événement avec l'appui du pôle IDS.
 - L'organisation de ce forum a nécessité le renfort du service DRMG (3 personnes) et du service DCI (5 personnes).
 - Ce forum fait suite aux opérations de sensibilisation autour de la mangrove déployées par la Caisse des écoles du Robert, depuis plus de 2 ans. L'objectif est de développer davantage la connaissance des populations pour garantir la sauvegarde de cet écosystème.
- Budget engagé et réalisé pour les 2 forums : 5 657,14 euros TTC



Photos du Forum « L'ODE & Vous » - Comment améliorer l'état écologique de la rivière Desroses ?



Photos du Forum « L'ODE & Vous » - Les mangroves de Martinique

3. Les opérations spécifiques aux journées nationales

a) L'activité

L'ODE a déployé sa mission d'information et formation des publics à fort pouvoir de transmission sur 4 journées mondiales et nationales afin de sensibiliser un plus large public à la préservation, la valorisation de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Des actions concrètes sont planifiées dans le cadre de la :

- **Journée Mondiale des zones humides – JMZH**, la Cellule Animation & Sensibilisation a organisé un événement « les ateliers des Zones Humides » le 02 et 03 février 2023 sur le site de la Forêt Vatable aux Trois-Ilets. Plusieurs ateliers ont été organisés : découverte et visite guidée de la mangrove de la baie de Génipa, visite ludique de la maison de la mangrove à la Forêt Vatable, "Dessine-moi les zones humides", "Raconte-moi une histoire sur les zones humides".
 - Nombre de personnes sensibilisées : 135 enfants et adultes confondus,
 - Nombre d'établissements mobilisés : 6 établissements scolaires dont 4 écoles du 1^{er} degré et 2 écoles du second degré,
 - Budget engagé et réalisé : 4 228,00 euros TTC
 - À noter qu'une convention de partenariat entre l'ODE et le PNRM a permis de bénéficier des outils ludiques et pédagogiques de la maison de la mangrove ainsi que des animateurs de l'association « des Amis du Parc Naturel de Martinique ».



- **Journée Mondiale de l'eau – Opération ODE « Une Semaine Pour l'Eau ».** Cette opération a été réalisée du 20 au 26 mars 2023. Le thème de cette année 2023 « Soyez le changement que vous voudriez pour le monde » encourage les citoyens à agir pour que chacun participe à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques.

À son échelle, l'ODE et son RES'EAU, en partenariat avec des acteurs institutionnels et privés, s'engagent à sensibiliser la population martiniquaise à travers une série d'actions pendant la « Semaine Pour l'Eau », en ciblant certains publics comme les scolaires, les seniors et les personnes porteuses de handicap, les salariés d'entreprises et plus globalement le grand public.

Cette « Semaine Pour l'Eau » est l'occasion unique de sensibiliser tous ces publics à des gestes simples.

- 40 actions réalisées, dont :
 - Formations, expositions, animations scolaires, randonnées conférences, opérations de nettoyage, et autres.
 - 10 actions en maîtrise d'ouvrage ODE,
 - 23 partenaires associatifs, institutionnels et privés,
 - Plus de 3 400 personnes touchées sur les opérations – hors campagne de sensibilisation médiatique,
 - Budget engagé et réalisé : 21 569,75 euros TTC hors campagne de communication.



Photos des opérations déployées pendant la « Semaine Pour l'Eau »

Journée Internationale des mangroves – JIM, la Cellule Animation & Sensibilisation a proposée de célébrer cette journée à travers de multiples actions de terrain et ciblées. Ces actions ont été programmées du 13 au 26 juillet 2023. Pour garantir le succès de cette semaine d'opération en faveur de la mangrove, l'ODE Martinique s'est associé aux partenaires suivants : Les membres du RES'EAU (La Caisse des Écoles du Robert, le Comité de la Randonnée Pédestre), Le Conservatoire du Littoral, Le Conservatoire Botanique, Le PNRM, Le Cabinet Nature et développement, etc.

- Actions réalisées : randonnées, kayak, visite de la maison de la mangrove et la diffusion du film « La Voix des mangroves »,
- Nombre de personnes sensibilisées : 433 personnes tous les âges confondus.
- Budget engagé et réalisé : 1 927,96 euros TTC hors location de la salle de cinéma auprès du prestataire KIWIDOM.

Fête de la science est pilotée par le Carbet des Sciences, cet événement a eu lieu du 10 au 27 novembre 2023. Cette 32^e édition était consacrée au « Sport & science ». Pour participer à cette édition, la Cellule Animation & Sensibilisation a organisé 2 randonnées autour des zones humides :

- 2 sites valorisés : Réserve d'eau naturelle de Morne Doré au Lamentin et les mares de Morne-Champagne aux Anses d'Arlet :
 - 1 établissement scolaire du 2nd degré soit 30 personnes et 2 CCAS des communes du François, Saint-Joseph soit 70 participants.
 - Nombre de personnes sensibilisées : 100 personnes dans la cadre de la fête de la science.
 - Budget engagé : 1 200,00 euros TTC (dépenses relatives à l'accompagnement de guides de montagne).



Photos des randonnées organisées par l'ODE dans le cadre de la fête de la science 2023 : Sport et sciences

4. L'animation du RES'EAU ODE Martinique

a) L'activité

L'ODE poursuit son engagement auprès des acteurs engagés du RES'EAU. Pour rappel, ce RES'EAU agit au plus près des territoires dans l'intérêt de la préservation des ressources en eau. L'animation du RES'EAU est piloté par la chargée de projets sensibilisation notamment le suivi des projets, l'appui technique, la planification des opérations de sensibilisation et le recensement des besoins.

L'année 2023 a été marquée par le renouvellement des conventions de partenariats normalisées avec un grand nombre de partenaires du RES'EAU ainsi que de l'arrivée de nouvelles associations. Ce renouvellement a été matérialisé par une rencontre technique en octobre 2023 afin de poser un bilan des deux années de conventionnement, d'identifier les perspectives en termes d'accompagnement ODE et de se projeter à l'horizon 2024. À noter qu'un appui administratif et technique de la DRAJES a été déployé afin de répondre aux besoins des associations.

Pour cela, un questionnaire de satisfaction a été envoyé aux membres afin de recenser leurs avis et leurs suggestions concernant le RES'EAU ODE Martinique. L'objectif de ce questionnaire vise à ajuster l'organisation et l'animation de ce réseau afin qu'ils correspondent davantage aux attentes de l'ensemble des membres.

Il a également été déployé 2 temps de formations ainsi qu'un atelier « projets et finances » pour renforcer les connaissances et lancer l'appel à projet autour de l'opération « Une Semaine Pour l'Eau » - édition 2024.

b) Les chiffres

- 1 chargée de projet mobilisée pour animer le RES'EAU.
- **26 conventions normalisées de partenariat RES'EAU au 31/12/2023 :**
 - **17 conventions renouvelées :** Association Exocet, CLLAJ, CRPM, Association H2eaux, Carbet des sciences, Entreprises & environnement, Caisse des écoles du Robert, Association Karisko, Association Amisop, Association SYOL, CCPYPM, Caisse des écoles de Fort-de-France, MILCEM, Association My Évasion, Association Ti WIND, Association Coco an Dlo, Association Saint-Georges de la Batelière.
 - **1 convention en cours d'exécution** - renouvellement à envisager en mai 2024 : Association Caraïbes Surf Project.
 - **4 conventions n'ont pas fait l'objet d'un renouvellement** soit à la demande de l'association et/ou en l'absence d'activité sur les 2 années écoulées : Association Émergences des quartiers, Ligue d'aviron, Association Longvilliers Club, Association le CAMP.
 - **6 nouvelles adhésions au RES'EAU en 2023 :** Association Zéro Déchet Martinique, Association Martinique Jeunesse Solidarité Du Lorrain – MJS, Université Populaire et de la Prévention Martinique (UPP), Association Passerelle, Yes Entreprises, Association La Catalane.
 - **2 Relais non conventionnés RES'EAU :** Académie de Martinique et CCIM.
- **2 formations ont été mises en place** à l'attention des membres du RES'EAU. Ces formations ont été dispensées aux membres du RES'EAU via un marché public formation sur les thématiques :
 - Petit cycle et grand cycle,
 - Les zones humides de Martinique,
 - Soit 30 personnes formées, 3 heures de formations déployées,
 - Cette dépense est rattachée au service DCI – Formation pour un montant de 1 670,90 euros TTC.
- **1 After-Work organisé** pour l'ensemble des membres du RES'EAU afin d'établir un bilan et d'échanger sur les projets à venir (actions, demandes de subventions, etc.). Le montant engagé et réalisé pour cette opération ; 1 299,00 euros TTC.
- **Plusieurs projets ont été développés** par les membres du RES'EAU :
 - Randonnées palmées et sensibilisation aux blanchissements des coraux par EXOCET,
 - Opération sentier propre – valorisation du sentier littoral du Diamant « La mangrove rose » - Comité de la Randonnée pédestre,
 - Un Escape Game sur le thème de la biodiversité à destination des scolaires avec l'Association CCPYPM,
 - Création d'une nouvelle mallette MARECO, pour la sensibilisation de la protection des récifs coralliens par le Carbet des Sciences
 - Un Escape Game "Sauvez la mer des Karayib" animé par l'Association Karisko
 - Participation à la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets, la MILCEM organise avec son module "MAIIM VERTE" des ateliers et une visite d'entreprise – Objectif : susciter chez les jeunes l'envie de contribuer à la préservation de la planète, comment les notions d'économie circulaire et démarche éco-responsable.



Photos des temps forts organisées par l'ODE avec son RES'EAU

5. Une campagne de sensibilisation « #Zones Aquatiques Sensibles, #ZAS »

a) L'activité

L'ODE poursuit sa mission d'information et de formation des publics tout au long de l'année et plus particulièrement en période de vacances afin de toucher tous les publics. Cette campagne de sensibilisation « #Zones Aquatiques Sensibles » permet à la Cellule Animation & Sensibilisation d'aller à la rencontre des enfants de 3 à 16 ans fréquentant les centres de loisirs. L'équipe animation a été particulièrement sollicitée par les centres de loisirs des communes du Robert, Trinité, Lamentin, Rivière-Salée, Marin et Ducos.

b) Les chiffres

- 2 Animatrices Eau & Milieux aquatiques mobilisées,
- 6 structures fréquentées sur la ville de Robert, Trinité, Lamentin, Rivière-Salée, Marin et Ducos,
- 11 interventions réalisées,
- Près de 510 personnes sensibilisées (enfants de 3 à 15 ans, encadrants de centre de loisirs),
- Montant engagé et réalisé de 4 249,60 euros TTC.

c) Illustrations



Campagne de sensibilisation à la préservation des zones humides en période de vacances

6. Les opérations des partenaires locaux

a) L'activité et les chiffres

Sur l'année 2023, l'ODE a été sollicité par quelques partenaires afin d'informer et de sensibiliser à la thématique de l'eau.

- 5 opérations invitées auxquels l'ODE a participé :
 - Janvier 2023 : Village du Développement Durable organisé par la DEAL,
 - Juin 2023 :
 - Journées de l'environnement organisées par la Ville du François,
 - Village de l'environnement organisé par la Ville du Vauclin,
 - Salon Valora organisé par l'Association 3ED,
 - Octobre 2023 : la Semaine Bleue organisée par la Ville de Ducos,
- Plus de 991 personnes sensibilisées lors des opérations invitées.
- Montant engagé et réalisé de 6 647,99 euros TTC.



Photos des opérations invitées honorées par l'ODE

Analyse synthétique :

La Cellule Animation & Sensibilisation a poursuivi la mission d'information, de sensibilisation et de formation des publics à fort pouvoir de transmission en multipliant le type d'interventions, de publics et de thématiques autour de l'eau et des milieux aquatiques. L'activité de la Cellule Animation & Sensibilisation se stabilise autour des opérations suivantes :

- L'ODE & les scolaires, 1 848 personnes sensibilisées,
- Les produits « L'ODE & Vous », 140 personnes sensibilisées,
- Les opérations spécifiques aux journées nationales, 4 068 personnes touchées,
- L'animation du RES'EAU ODE Martinique, 30 personnes formées,
- Une campagne de sensibilisation « #Zones Aquatiques Sensibles, #ZAS », 510 personnes sensibilisées,
- Les opérations des partenaires locaux, 991 personnes approchées.

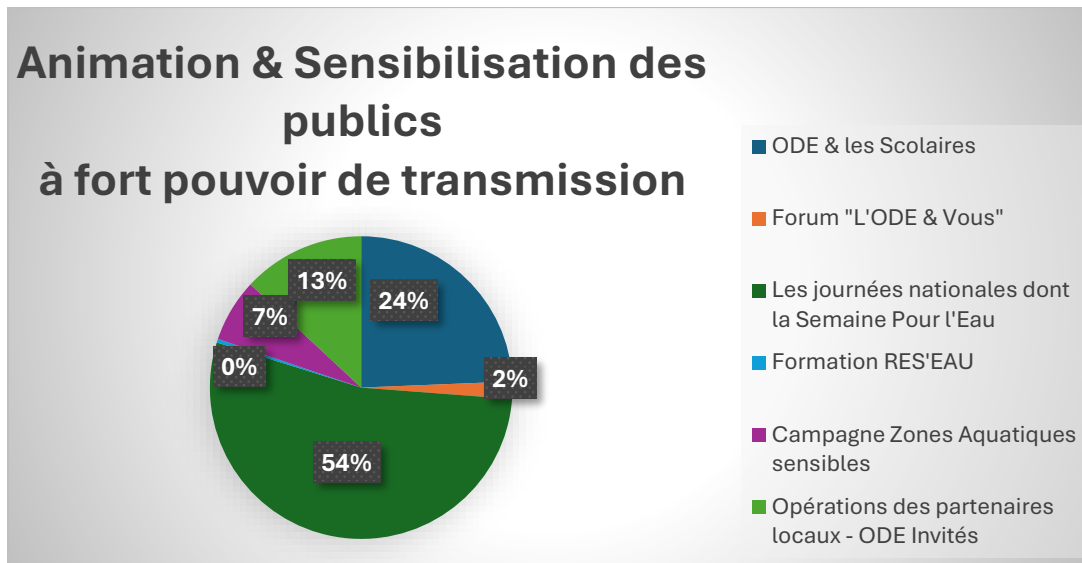
C'est donc un total de **7 197 personnes sensibilisées** via les opérations en maîtrise d'ouvrage ODE sur les opérations de terrain. En 2022, la cellule animation et sensibilisation avait compté que 14 074 personnes sensibilisées. Ce chiffre comprenait les opérations en maîtrise d'ouvrage, les opérations invitées et les personnes sensibilisées par nos partenaires dans le cadre des conventions de sensibilisation. Le chiffre de 2023 ne tient pas compte notamment des personnes sensibilisées directement par les partenaires, ni celles touchées par les diffusions live (ex : Facebook Live). Néanmoins, à titre de comparaison, en 2022 ce sont 7978 personnes qui ont été sensibilisées par l'ODE. Ce chiffre est en légère baisse en 2023. Ce chiffre ne comporte pas le nombre de personnes sensibilisées via les campagnes de communication ODE, ni le bilan des opérations de sensibilisation conventionnées par l'ODE auprès des partenaires institutionnels et associatifs.

Il peut s'expliquer par : les annulations d'animation dans les établissements scolaires pour mauvais temps ou absence de transport pour acheminer les participants et l'absence de bilan de certains partenaires (ex : salons de l'environnement ou salon VALORA). La problématique des annulations de dernière minute s'est présentée plusieurs fois en 2023.

Les animations représentent un volume de **72 interventions annuelles, contre 77 interventions l'an dernier**, soit 612 heures effectuées hors temps de préparation sur 1 607 heures de temps de travail annuel réglementaire. À noter que ce volume d'heure est à multiplier par nombre d'Animatrices Eau & Milieux aquatiques, soit 612 heures X 2 = 1224 heures consacrées par la cellule sur le terrain.

Courant 2023, la stratégie d'offre de services s'est renforcée en proposant aux établissements scolaires un catalogue d'animations et un calendrier prévisionnel pour permettre une meilleure organisation au sein du service.

En 2023, l'ODE est pleinement identifié comme un acteur de l'éducation à l'environnement et au développement durable expérimenté dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques. Une Convention de partenariat a été signée avec l'Association TERAGIR afin que l'ODE devienne relais local Eco-Ecole sur le territoire de la Martinique. Cette convention a été établie en décembre 2023 pour 2 ans, l'ODE va donc matérialiser son accompagnement auprès des écoles à l'horizon 2024.



Pour poursuivre cette dynamique sur le territoire, les points saillants pour la cellule animation et sensibilisation sont les suivants :

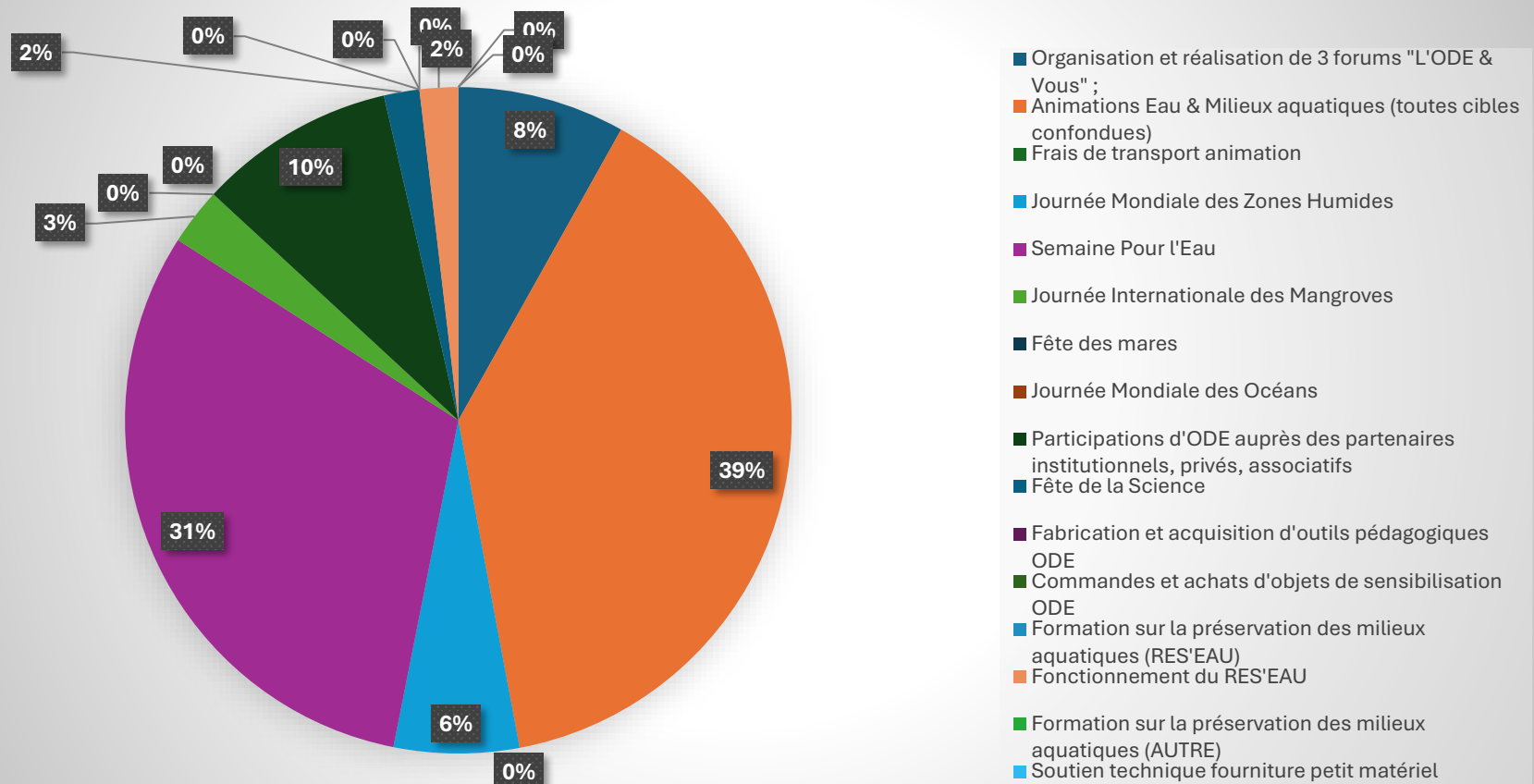
- Le déploiement d'outils pédagogiques ODE adaptés aux différents publics
- la consolidation du RES'EAU ODE Martinique, et notamment l'approfondissement de la formation des membres
- La programmation des forums « ODE&VOUS » dans les territoires- convention ODE/communes – objectif 2 à 3 forums sur l'année
- La poursuite de l'opération « une semaine pour l'eau », autour de la Journée Mondiale pour l'Eau (JME) en collaboration avec le RES'EAU
- La réalisation des manifestations de sensibilisation autour des journées mondiales (zones humides, mangrove, océan)
- Le développement d'un « réseau d'animateurs » avec l'appui des partenaires institutionnels en sorte d'élargir les publics cibles et les moyens de sensibilisation
- La promotion du label Eco Ecoles
-

L'équipe Animation & Sensibilisation va donc poursuivre la mission en ayant à ses côtés des partenaires engagés et désireux de développer conjointement des projets innovants.

Tableaux budgétaires de l'activité programmées en 2023

Thématique	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3) = (2) / (1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5) = (4) / (2)
Organisation et réalisation de 3 forums "L'ODE & Vous"	12 000,00 €	5 657,14 €	47 %	5 657,14 €	100 %
Animations Eau & Milieux aquatiques (toutes cibles confondues)	15 000,00 €	27 109,51 €	181 %	7 558,05 €	28 %
Frais de transport animation	12 000,00 €	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %
Journée Mondiale des Zones Humides	10 000,00 €	4 228,00 €	42 %	4 228,00 €	100 %
Semaine Pour l'Eau	40 000,00 €	21 569,75 €	54 %	21 569,75 €	100 %
Journée Internationale des Mangroves	10 000,00 €	1 927,96 €	19 %	1 927,96 €	100 %
Fête des mares	1 000,00 €	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %
Journée Mondiale des Océans	2 000,00 €	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %
Participations d'ODE auprès des partenaires institutionnels, privés, associatifs	5 000,00 €	6 647,99 €	133 %	6 647,99 €	100 %
Fête de la Science	5 000,00 €	1 200,00 €	24 %	1 200,00 €	100 %
Fabrication et acquisition d'outils pédagogiques ODE	50 000,00 €	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %
Commandes et achats d'objets de sensibilisation ODE	25 000,00 €	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %
Formation sur la préservation des milieux aquatiques (RES'EAU)	6 000,00 €	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %
Fonctionnement du RES'EAU	10 000,00 €	1 299,00 €	13%	1 299,00 €	0 %
Formation sur la préservation des milieux aquatiques (AUTRE)	5 000,00 €	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %
Soutien technique fourniture petit matériel	5 000,00 €	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %
Total	213 000,00 €	69 639,35 €	33 %	50 087,89 €	72 %

Cellule animatin & sensibilisation - Montant annuel engagé en 2023



Analyse synthétique :

L'année 2023 s'est déroulée autour de 16 postes de dépenses pour la mission d'animation & sensibilisation. À noter que certains postes de dépenses sont annexés aux fiches intervention financières, formation des professionnels de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, et communication ; les aides financières aux RES'EAU, le déploiement des formations, mais aussi les campagnes de communication et de sensibilisation des journées nationales et/ou campagne « zones aquatiques sensibles ».

Le taux d'engagement global relatif aux différents postes de dépense est de 33 %. Ce taux d'engagement est en récession, compte tenu des changements de stratégies opérés au cours d'année 2023 et des variables lors des opérations d'animation : annulations des interventions, reprogrammation en 2024 et autres.

À noter que certaines stratégies validées en 2023 comme le financement des frais de transports des scolaires lors des animations n'a pas été retenu pour des raisons de sécurité et de responsabilité. Autres éléments, le regroupement de l'ensemble des dépenses relatives aux journées nationales comme les dépenses relatives à la communication, la sensibilisation et la logistique n'ont pas été regroupés, mais réaffectés entre la cellule animation & sensibilisation (dépenses opérationnelles) et le service communication (campagne de communication et de sensibilisation multi-supports).

Le taux de réalisation sur l'engagement est de 72 %. Ce pourcentage s'explique par le démarrage de certaines opérations d'animation entre janvier et février 2024, notamment les ateliers découvertes des zones humides avec les prestataires, le MANTOU, le Comité de la Randonnée Pédestre, Kayak Nature Évasion, la Fédération de Pêche, l'Association PASSERELLE à destination des scolaires soit un montant engagé en 2023 de 19 551,46 euros TTC. Cette somme représente la différence entre le montant annuel engagé et le montant annuel liquidé.

Le poste de dépense relative aux supports pédagogiques Eau & Milieux aquatiques n'a pas été consommé pour de multiples raisons :

- Rédaction de fiche besoin « achat d'objets publicitaires » en août 2023 – lancement de la consultation du marché en décembre 2023,
- Conception d'outils pédagogique lancée en 2022 – arrêt de la commande en raison d'absence de photographie spécifique sur la thématique mangrove – lancement d'une consultation photographie en septembre 2023 – Marché attribué au prestataire retenu en mars 2024,
- Remaquetage des outils pédagogiques par un stagiaire en Community Manager et Webmaster pour alléger les consultations des marchés publics à venir.

Autre poste de dépense non consommé, l'animation et l'appui technique vers des organismes spécifiques dont la stratégie visait à former et soutenir techniquement des organismes tels que les CCAS, les entreprises, les centres militaires, les bailleurs sociaux et autres. Cette ligne budgétaire n'a pas été dépensée, faute de demandes et/ou de proposition de projets spécifiques.

En conclusion pour une meilleure exécution du budget de la Cellule Animation & sensibilisation, il conviendra d'ajuster les budgets par poste de dépenses et de définir une stratégie par poste et avec le service de la commande publique et des affaires juridiques en début d'année.

Fiche 15 - Communication institutionnelle

Présentation de l'équipe opérante :

Mathilde EDMOND-MARIETTE MINOTON, Responsable de la communication et de la coopération institutionnelle

Tania COLOMBO, Assistante de gestion déléguée au service

Michela ADIN, Directrice Générale

Description synthétique de l'activité :

La mission de communication institutionnelle repose sur la promotion de l'action et des missions de l'ODE sur des supports divers (presse, site internet, réseaux sociaux, médias TV et radio). Elle a pour objectifs de développer l'image et la connaissance de l'institution auprès du grand public par des moyens adaptés, et d'assurer sa représentation dans les différentes instances locales et nationales. A l'aide des campagnes médiatiques et de supports multiples de communication, elle permet l'information et la sensibilisation du grand public à la préservation des milieux aquatiques.

Les missions principales

- Développer l'image institutionnelle de l'ODE et la préserver (logo, identité visuelle, design),
- Elaborer les campagnes médiatiques en vue de sensibilisation des publics et construire les véhicules juridiques adaptés (marchés, conventions, partenariats, ...),
- Communiquer sur les grands événements en vue de sensibilisation ou de développement de la connaissance sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Renforcer et accroître la visibilité de l'Office De l'Eau afin d'accentuer et améliorer la connaissance de l'ODE et son offre de services, auprès de ses publics cibles sur tous les supports (site internet, réseaux sociaux, notamment),
- Piloter les publications de l'ODE ainsi que leurs modes de diffusion,
- Systématiser la présence de l'ODE dans les médias et développer des outils en régie, notamment relatifs à la marque « l'ODE & Vous ! »,
- Organiser la représentation de l'ODE dans les différentes instances (locales et nationales),
- Gérer la relation presse.

Dispositions du SDAGE :

IV-C-1 : Améliorer la connaissance sur le comportement des Martiniquais face à la protection de l'environnement

Disposition IV-C-3 : Améliorer la coordination des actions d'information, de communication et d'éducation du grand public

Fiche actions 1.d du PPI « Informer et sensibiliser les publics à fort pouvoir de transmission et acteurs du changement ».

Bilan chiffré de l'activité pour 2023 :

La responsable de communication et de coopération institutionnelle est partie en congés maternité d'août 2022 à mars 2023. Pour autant, la continuité du service a été assurée dans le cadre d'un marché d'externalisation des missions de communication.

La reprise normale des activités du service s'est effectuée dès le mois de mars 2023.

Tout d'abord, les différentes campagnes de sensibilisation et de communication ont été mises en œuvre en collaboration avec les autres services de l'ODE :

- **Campagne « Une Semaine pour l'eau » mars 2023**

Dans le cadre de l'opération annuelle « Une Semaine pour l'eau », une campagne multi-support a été déployée sur le territoire. La phrase « Un grand changement commence par de petits gestes » est devenue l'accroche officielle d'Une Semaine pour l'eau. La campagne s'est donc déroulée sur les réseaux sociaux, à la télévision, à Madiana, en presse écrite, à la radio et bien sûr en « display » (format de publicité sur les différents sites internet). Cette campagne avait pour objectif de sensibiliser le public aux actions de l'opération sur toute la semaine.



- **Campagne institutionnelle sur l'assainissement (avril 2023)**

En avril 2023, le service communication a déployé une campagne institutionnelle de sensibilisation sur l'assainissement. L'objectif était d'interpeller le grand public sur les pratiques néfastes du quotidien ayant un impact sur les milieux aquatiques. L'approche institutionnelle du message a garanti la fiabilité des informations. Cette campagne a été relayée sur les réseaux sociaux, dans les médias radios et télévisés, en presse écrite et à Madiana. Sur les réseaux sociaux, des explications ont été publiées afin d'inciter les internautes à questionner leurs pratiques.



- **Campagnes de sensibilisation des grandes vacances et du Tour des Yoles**

Le service communication institutionnelle a produit une campagne durant les mois de juillet et août pour sensibiliser la population aux écogestes afin de préserver les milieux aquatiques. En effet, les grandes vacances et le Tour des Yoles sont des périodes propices aux rassemblements festifs et de loisirs dans les rivières, sur les plages ou sur l'eau.

La stratégie de communication de cette campagne portait avant tout sur la proximité avec la population. Pour cela, la campagne a été entièrement digitalisée et territorialisée. En effet, cette campagne a été diffusée dans des supermarchés localisés à proximité des étapes du Tour des Yoles.



« En vacances, appliquons tous les éco-gestes pour préserver l'eau et les milieux aquatiques ! »

Les écrans de la régie publicitaire se trouvent aux caisses de certains supermarchés de l'île. Le temps d'attente à la caisse incite les clients à river leurs yeux sur les écrans. Ainsi, les résultats de cette campagne ont été satisfaisants.

Tableau 1 : Rapport de la campagne digitale de l'ODE durant le Tour des Yoles

LIEUX	COMMUNES	NOMBRE D'IMPRESSIONS	NOMBRE DE CONTACTS	TEMPS DE DIFFUSION	NOMBRE D'ÉCRANS
AUCHAN Lamentin (Four à Chaux)	Le Lamentin	49572	22025	19	3
AUCHAN Silo	Fort-de-France	31536	17378	18	2
AUCHAN Ducos	Ducos	31536	20006	18	2
AUCHAN Sainte Luce	Sainte-Luce	15984	10509	19	1
AUCHAN Marin	Le Marin	15984	10306	19	1
Carrefour Mkt - Le François	Le François	58752	7433	17	4
Carrefour Mkt - Le Marin	Le Marin	14472	14477	17	1
Carrefour Mkt - Gros Morne	Gros-Morne	28944	10635	17	2
Carrefour Mkt - La Trinité	La Trinité	28944	17541	17	2
Carrefour Mkt - Rivière Salée	Rivière-Salée	57888	14477	17	4
Carrefour Mkt - Le Lorrain	Le Lorrain	14472	4195	17	1
Carrefour Mkt - Perrinon	Fort-de-France	28944	16726	17	2

REPORTAGE PHOTO

Aussi, la campagne sur les sites locaux et nationaux a permis d'atteindre des chiffres intéressants. En effet, le contenu a été affiché **2 997 439 fois** pour **13 276 clics** sur le lien renvoyant au site de l'ODE Martinique.

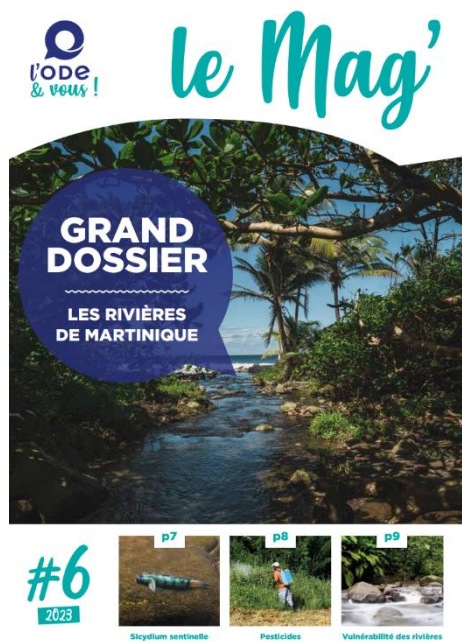
Ces chiffres indiquent que ce type de support est efficace. Toutefois, cela implique que les contenus relayés sont attractifs et dans l'air du temps. La création graphique et le type de support devront être améliorés pour la campagne 2024.



• Le Mag « ODE & Vous »

Depuis 2018, l'ODE propose le Mag « ODE & Vous ». Ce magazine est un format d'information et de connaissance, à la portée de tous, gratuit, pratique et au contenu qualitatif. Ce magazine papier est distribué à grande échelle sur tout le territoire, plus de 18 000 exemplaires. Il permet de présenter les travaux, les actions, les métiers et projets de l'Office de l'eau. Chaque numéro contient un grand dossier thématique qui permet aux lecteurs de découvrir, d'apprendre ou d'approfondir leurs connaissances sur l'eau et les milieux aquatiques.

En 2023, le service communication institutionnelle a piloté la rédaction et l'édition de deux magazines :



Le **Mag n°6 « Les rivières de Martinique »** sorti en février 2023

Le **Mag n°7 « L'assainissement collectif en Martinique »** sorti en décembre 2023

Rédigé entièrement par les équipes de l'ODE, deux prestataires accompagnent sur l'aspect conception graphique (lot 1) et l'impression et la distribution (lot 2). Afin de fluidifier l'aspect administratif de la conception en régie de ces numéros annuels, le service communication a passé un marché pour plusieurs éditions (n°7, n°8, n°9 et n°10). Cette façon de procéder permet notamment d'organiser les publications de manière plus rationnelle.

- **Des parutions**

Le service de communication institutionnelle a pu réaliser plusieurs publications avec des médias partenaires afin de promouvoir l'action des différents services de l'ODE.

Trois partenariats ont permis le relai des actions durant l'année 2023 :

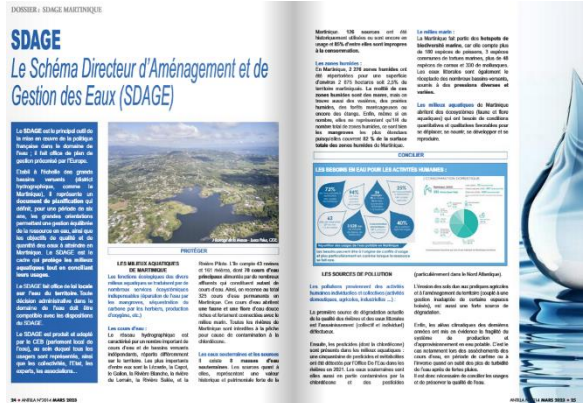
- **Outre-Mer Grandeur Nature** : revue en ce magazine est un périodique digital à la biodiversité des territoires ultramarins. Il aborde les thématiques de l'environnement et du développement durable en outre-mer. Deux parutions ont lieu en 2023.



ligne,
dédié

eu

- **Antilla** est un magazine mensuel politique, culturel et économique Martinique. Le SDAGE 2022-2027 a été présenté dans ce journal.



de la
pu

- **MadinMag** est un magazine distribué sur le territoire et entièrement gratuit. Il met en lumière les innovations et entreprises martiniquaises. L'ODE a contribué à un numéro spécial sur la transition écologique.



A l'occasion d'un afterwork dédié à ce thème, Loïc MANGEOT, directeur adjoint en charge de la connaissance et des interventions, a pu intervenir aux côtés de la CCIM et du SMEM pour présenter les missions de l'ODE. Courant 2023, l'ODE a pu faire un bilan du DFAP, déployé depuis déjà 3 ans sur le territoire.

- **Relations presses**

Le service est directement en lien avec les médias afin de valoriser l'action de l'ODE. Les grands événements de l'année ont été relayés dans la presse locale. Ces relais permettent à la population de mieux comprendre les missions de l'Office. Ils participent également à la notoriété de l'administration.

On notera quelques articles ou interviews significatifs :

- La conférence régionale de CARIBSAN, en présence de la Secrétaire d'état française à l'écologie, Bérangère COUILALRD ;
- Des articles de fonds sur les eaux grises et eaux noires ou sur les mangroves ;
- Différents reportages sur les actions de sensibilisation ;
- Différents reportages sur les événements organisés par l'ODE.

- **L'émission radio « Mieux vaut le savoir » et la rubrique « l'ODE & Vous »**

Depuis octobre 2023, l'ODE a une rubrique mensuelle l'émission de Fédérique "Mieux vaut le savoir" sur Martinique 1ère radio. Le 2e mardi du mois, les équipes ODE répondent aux questions des auditrices auditeurs de 10h00 à 11h00. Plusieurs ont déjà été abordés : l'assainissement, la sensibilisation, les mangroves et le DFAP.



dans

et

- **Supports aux autres services**

Le service communication institutionnelle est un service support. En transversalité, il vient en appui aux autres services dans le cadre d'organisation d'événements, des relations presses, d'appui technique pour la production et la rédaction de supports d'informations et plus largement la mise en valeur des actions de l'ensemble de l'ODE.

Ainsi, il a pu participer aux événements suivants :

- Une Semaine pour l'eau ;
- Forums ODE & Vous ;



- L'aménagement dans le nouveau siège et l'inauguration ;
- La conférence régionale CARIBSAN.

Tableaux budgétaires de l'activité programmée en 2023

Thématique	Enveloppe annuelle (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement (3) = (2)/(1)	Montant dépensé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
Conception et impression	40 000€	37 631,44€	94%	37 422,76 €	99%
Evènementiel	25 000€	31 334,84€	125%	29 343,16 €	93%
Campagnes de communication	150 000€	108 048,78€	72%	107 818,41€	99%
Marchés Médias	50 000€	4790,28€	9,5%	1410,50€	29%
Rencontre Président	10 000€	0€	0%	0€	0
Magazine	40 000€	100 960,33€	252%	68 653,23€	68%
Parutions	20 000€	27 646,18€	91%	27646,18 €	100%
Agenda 2024	12 000€	19 218,62€	160%	10 864,59 €	56%
Total	347 000€	329 630,47€	95%	283 158,98 €	85,90%

Analyse synthétique :

Les différentes enveloppes budgétaires allouées au service communication ont permis de renforcer l'appui aux services opérationnels de l'ODE en intégrant un certain nombre de commandes de **conception graphique et d'impression**. Il n'a plus été question en 2023 d'établir un marché par bons de commandes car les différents besoins des services sont difficiles à anticiper. Néanmoins, la consommation budgétaire s'élève à **95%** sur l'année 2023.

L'année 2023 marque pour tous les services le retour à l'activité normale après une période de crise sanitaire. Ce retour à la normal s'est accompagné de **la tenue de plusieurs évènements grand public en 2023. On note un net dépasse du budget prévisionnel de 125%**. Cette augmentation est due au report d'un Forum pour cause d'intempérie le jour de l'évènement, à la demande de la Ville du Robert. Les frais de promotion déjà engagés pour inciter le public à y participer ont dû être déployés à nouveau compte tenu du report tardif de la manifestation.

Sur le volet des **campagnes de communication institutionnelle, on constate une consommation moyenne du budget prévisionnel de 72%**. Cette baisse est liée au déploiement de 2 campagnes multi-supports et 1 campagne digitale (contre 4 campagnes multi-supports en 2022). Les campagnes digitales sont moins coûteuses que les campagnes multi-supports. De plus, le service communication a utilisé des visuels sur les écogestes de 2022 pour la campagne de 2023. En 2024, une nouvelle approche graphique sera proposée.

Bien que la rencontre avec le Président ait bien eu lieu en 2023, les dépenses liées à cet évènement sont rattachées à la direction des ressources et des moyens généraux.

En 2023, un marché pour la conception, l'impression et la distribution des quatre prochains numéros du « Mag ODE & Vous » a été attribué à deux prestataires. L'ODE sort en moyenne deux éditions de ce magazine grand public. **Le taux d'engagement de 252%** s'explique par le règlement tardif de l'impression du Mag 5 (sorti en 2022), les frais de conception, d'impression et de distribution du Mag 6, le suivi de la rédaction du Mag 6 en l'absence de la responsable communication et l'engagement du marché attribué en 2023.

En 2023, les parutions ont légèrement augmenté. Les médias partenaires sollicitent l'Office De l'Eau sur des éditions thématiques "transition écologique", "habitat", "développement durable" etc. Ces sujets en vogue permettent de communiquer sur les dispositifs proposés par l'ODE. Ainsi, **le taux d'engagement oscille à 91%**.

Compte tenu de l'absence d'effectif au sein de la mission "communication digitale", il a été difficile de mettre en oeuvre le marché "média". Quelques commandes de couvertures photos et vidéos, ainsi que des photos à des fins de sensibilisation ont pu être passées pour un montant total de **4790,28€**.

Chaque année, l'ODE offre des agendas à visée de sensibilisation à ses partenaires. Sur l'enveloppe annuelle prévue de 12 000€, le budget a été légèrement dépassé car les paiements des agendas 2023 et certains paiements pour les agendas 2024 ont été réalisés en 2023.

Le Service Communication Institutionnelle a consommé à **95%** de son budget général, contre 92% en 2022. Le taux de réalisation sur engagement est satisfaisant, **85,90%**.



5. COOPERATION INTERNATIONALE

Fiche 16 - Coopération institutionnelle

Présentation de l'équipe opérante :

Michela ADIN, Directrice Générale

Mathilde EDMOND-MARIETTE MINOTON, Cheffe de projets coopération institutionnelle

Description synthétique de l'activité :

La Loi dite "Oudin / Santini" du 9 février 2005, introduit la possibilité aux Agences et Offices de l'Eau de consacrer jusqu'à 1% de leur budget à des actions de coopération internationale. L'ODE développe cette mission de coopération depuis 2013 selon deux axes : la mise en œuvre de coopération décentralisée dans la Caraïbe et la coopération institutionnelle dans les instances de gouvernance Eau internationales.

Coopération Institutionnelle dans les instances de gouvernance EAU internationales :

Il s'agit ici de contribuer par une présence active dans les instances EAU de la Caraïbe à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques dans cette zone, et à l'accès à l'eau potable pour les populations défavorisées. L'ODE est membre à ce titre de trois instances caribéennes (la CWWA, la CAWASA et le GWP-C).

Par ailleurs l'ODE siège au RIOB (Réseau International des organismes de bassin), ainsi qu'à l'Euro RIOB (Instance de bassin à l'échelle Européenne).

Principales missions de l'équipe :

- Participer aux réunions à l'international pour faire avancer les dossiers EAU et représenter la voix des territoires tropicaux (COP, RIOB), et contribuer à préserver nos ressources en EAU et la qualité de nos milieux.
- Faire du « lobbying » en sorte d'obtenir la prise en compte notamment au niveau Européen des spécificités des territoires insulaires et tropicaux (EURO RIOB, Partenariat Français pour l'Eau,)
- Promouvoir la technicité « française » dans la Caraïbe (partenariat avec l'OIEAU)
- Développer des échanges techniques en sorte d'enrichir nos pratiques locales
- Permettre la visibilité du Président de l'ODE et de la présidente du CEB dans les instances politiques de l'eau dans la Caraïbe

Cette mission est mise en œuvre en application du SDAGE 2016-2021 selon la Disposition IV-A-1

« Soutenir la coopération interrégionale dans la Caraïbe dans le domaine de l'eau »

THEMATIQUES	PERSONNEL MOBILISE	NOMBRE DE JOURS
Conférence de la coopération régionale des Antilles Guyane	Michéla ADIN Mathilde EDMOND-MARIETTE MINOTON Gaëlle HIELARD	8 et 9 mars 2023 3 agents – 2 jours
Conférence mondiale sur l'eau des nations unies	Mathilde EDMOND-MARIETTE MINOTON Gaëlle HIELARD	22 au 24 mars 2023 2 agents – 3 jours
Conférence régionale CARIBSAN	Michéla ADIN Béatrice DUCHET Loïc MANGEOT Mathilde EDMOND-MARIETTE MINOTON Gaëlle HIELARD	13 au 14 juin 2023 5 agents – 2 jours
Assemblée générale de la CAWASA	Loïc MANGEOT Anthony NICOLAS	28 au 30 juin 2023 – 3 agents – 3 jours
Sommet Eau et Climat	Lucien SALIBER Michéla ADIN Gaëlle HIELARD	3 au 10 juillet 2 agents - 5
Euro-RIOB	Lucien SALIBER Loïc MANGEOT Mathilde EDMOND-MARIETTE MINOTON	16 au 20 octobre 2023 2 agents – 5 jours
TOTAL jours mobilisés		20 jours

Analyse synthétique :

L'année 2023 a marqué la reprise des rendez-vous internationaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. L'ODE a poursuivi sa mission de coopération en participant à différents évènements de haut-niveau.

La XVII^e conférence de coopération régionale Antilles-Guyane (CCRAG) en Guadeloupe

La CCRAG réunit les principaux acteurs publics et privés de la région : le ministre délégué aux Outremer, les préfets et services de l'État, les Présidents d'exécutifs locaux et les parlementaires, les ambassadeurs français dans la région, mais également les entreprises et associations ainsi que la Commission européenne.

Les secrétaires généraux des organisations régionales de la Caraïbe (Association des Etats de la Caraïbe - AEC, Communauté des Caraïbes - CARICOM, Organisation des Etats de la Caraïbe orientale - OECS) sont invités comme observateurs depuis 2018.

Issue de la loi d'orientation pour l'Outre-mer de décembre 2000, elle est un rendez-vous incontournable des acteurs de la coopération régionale dans la région.

Cette conférence a permis à l'ODE de prendre contact avec les Ambassadeurs français de la zone Caraïbe afin de faire connaître ses projets de coopération régionale.

Le montant des frais de mission est de **1578,33€**.



La conférence mondiale sur l'eau des Nations Unies à New-York

Cette conférence a réuni les Etats, organisations internationales, scientifiques ou encore des acteurs privés et publics de l'eau. A l'issue de cette Conférence un Programme d'action pour l'eau a été adopté. Plus de 700 engagements ont été pris pour favoriser la transformation d'un monde où l'eau est en sécurité.

Antonio Guterres, Secrétaire général de l'Onu a rappelé qu'"il s'agit bien plus qu'une conférence sur l'eau. C'est une conférence sur le monde d'aujourd'hui vu par le prisme de sa ressource la plus importante".

Durant cet évènement historique, l'Office De l'Eau a été invité par le Gouvernement de Malte à participer à une table-ronde. Ainsi Gaëlle HIELARD a pu présenter l'ODE, la Martinique et les enjeux de notre territoire lors d'une session intitulée ["les bénéfiques de la coopération entre territoires insulaires : échanges de pratiques et expériences"](#).

La voix des territoires insulaires et plus particulièrement de la Martinique a pu être entendue. La cheffe de projets politiques de bassin et coopération régionale de l'ODE a démontré le rôle majeur de la coopération régionale dans les enjeux des territoires caribéens.

Les frais de missions s'élèvent à 5489,22€.

La conférence régionale CARIBSAN en Martinique

Piloté par l'Office de l'eau Martinique (ODE), CARIBSAN est un projet de coopération caribéenne Interreg mis en œuvre par l'Office international de l'eau (OIEau) et l'INRAE. Son objectif est de valoriser dans la Caraïbe les filtres plantés de végétaux (FPV) comme technique de traitement des eaux usées, adaptée au contexte tropical.

Le service coopération institutionnelle travaille de concert avec le service de coopération régionale concernant les relations institutionnelles, notamment dans le cadre des déplacements et les relations diplomatiques. Le service de coopération institutionnelle a été fortement mobilisé dans le cadre de la préparation de la conférence régionale de haut-niveau qui s'est tenu à la Martinique en juin 2023.

Les frais d'organisation de cette conférence régionale sont intégrés au budget de CARIBSAN.



L'Assemblée générale de la CAWASA à Barbade



L'Association caribéenne de l'eau et de l'assainissement Inc (CAWASA) est une organisation régionale de services d'eau qui se consacre à la croissance et au développement de ses membres.

CAWASA est l'organisation qui a succédé au Programme de gestion de l'eau du bassin des Caraïbes Inc. (CBWMP Inc.) qui a été constitué à Sainte-Lucie en 2001.

Cette association est un partenaire privilégié dans le cadre du projet CARIBSAN. L'ODE a été invité à présenter le projet CARIBSAN aux membres de la CAWASA lors de l'assemblée générale annuelle.

Cette mission a coûté **2905,60€**.

Sommet Eau et Climat au Maroc

La 3ème Conférence Internationale Eau et Climat (CIEC3) s'est tenue les 6 et 7 juillet 2023 à Fès au Maroc. Cet événement assure le lien entre la Conférence des Nations Unies sur l'Eau (22-24 mars 2023 à New York) et la COP28 sur le climat (30 novembre – 12 décembre 2023).

Le thème de la conférence était « La gestion de bassin, clé pour l'adaptation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable ».

La conférence co-organisée par l'Etat du Maroc et le RIOB (Réseau International des Organismes de Bassin) a réuni environ 400 personnes de toutes nationalités (des représentants des Etats, des organisations internationales, des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, des organismes de bassin, des autorités régionales et locales etc.

La Directrice de l'ODE a été invitée à faire une présentation des enjeux de l'eau de la Martinique lors de la session 4

« Mobilisation des ressources en eau : quelle prise en compte du coût réel de l'eau ? ».

Le Président Saliber a pu échanger avec Nizar Baraka, Ministre marocain de l'Équipement et de l'Eau.

Le coût total de cette mission est de 12 858€. L'ODE a reçu une subvention de l'ADEME dans le cadre de cette mission pour un montant de 9000,00€ soit 80% du montant global. Le reste à charge pour l'ODE est de **3857,00€**.



Euro-RIOB en Espagne

L'année 2023 marque le 20e anniversaire des conférences internationales Euro-RIOB pour la mise en œuvre des directives sur l'eau de l'Union Européenne.

Cette conférence internationale Euro-RIOB 2023 a réuni des représentants des États membres de l'UE, des directions et administrations nationales et régionales de l'eau, des autorités des districts hydrographiques et des organismes de bassin et, plus largement, des parties prenantes impliquées dans la gestion des bassins et dans la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), de ses « directives sœurs » et d'autres politiques, directives et règlements connexes.



Loïc MANGEOT, directeur adjoint en charge de la connaissance et des interventions, a présenté les nouveaux défis pour la mise en œuvre de la Directive-cadre sur l'eau en relation avec les autres directives européennes sur l'eau.

L'intervention est disponible sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=lbr0dC596UE>

Les frais de mission pour l'Euro-Riob sont de **11 116,42€**.

Durant l'année 2023, le budget global des frais de déplacement s'élève à **29 988,57€**.

Fiche 17 - Coopération régionale

Présentation de l'équipe opérante :

Michéla ADIN, Directrice Générale

Gaëlle HIELARD, Chargée de la coopération décentralisée

Mélissa GERNET, Assistante de Gestion

Description synthétique de l'activité :

La Loi dite "Oudin / Santini" du 9 février 2005, introduit la possibilité aux Agences et Offices de l'Eau de consacrer jusqu'à 1% de leur budget à des actions de coopération internationale. L'ODE développe cette mission de coopération depuis 2013 selon deux axes : la mise en œuvre de coopération décentralisée dans la Caraïbe et la coopération institutionnelle dans les instances de gouvernance Eau internationales.

Coopération décentralisée

En 2018, l'ODE adoptait une stratégie de coopération décentralisée à déployer.

L'ODE contribue à des coopérations martiniquaises dans la Caraïbe comprenant un volet eau. Cet engagement se traduit au travers plusieurs chantiers :

HAÏTI

Le pilotage technique (maîtrise d'ouvrage par délégation) et le co-financement du projet eau THIOTTE dans le cadre de la coopération décentralisée portée par la commune du Prêcheur et soutenue par CAP Nord sur des fonds FICOL (AFD) L'ODE est engagé en Haïti depuis 2013. Le projet a été livré en 2021.

QUEBEC

La coopération avec l'Organisation des Bassins Versants du Québec (OBVQ) dans le cadre d'un partenariat avec le Réseau d'Organisations des Bassins d'Amérique du Nord (ROBAN). L'ODE est engagée au Québec depuis 2016. Un renouvellement de la coopération s'est effectué en 2023, après une période de latence au sortir du COVID.

CARAÏBE

Le projet CARIBSAN piloté depuis 2021 par l'ODE est un projet de coopération INTERREG Caraïbe visant à déployer le traitement par filtres plantés des eaux usées.

Cette mission est mise en œuvre en application du SDAGE 2022-2027 selon la Disposition **IV-A-1 « Soutenir la coopération interrégionale dans la Caraïbe dans le domaine de l'eau »** avec l'approbation du CEB, conformément à ses prérogatives.

Bilan chiffré de l'activité 2023



CARIBSAN est un programme de coopération technique et institutionnel sur l'eau et l'assainissement dans la Caraïbe. Il implique les acteurs publics de l'eau **de Cuba, Sainte - Lucie, Dominique, Guadeloupe et Martinique**. Le projet s'appuie entre-autre sur le développement de la **technologie des filtres plantés végétalisés pour le traitement des eaux usées**. Il s'agit de partager entre-autre l'expérience martiniquaise et guadeloupéenne d'**ATTENTIVE** afin de favoriser son implantation à l'échelle caribéenne.

CARIBSAN 1 a permis de produire les travaux de connaissances préalables pour évaluer la faisabilité d'implantation de stations d'épuration à FPV dans les 3 pays partenaires : renforcement de capacité, recherche de sites, études d'avant-projet pour le dimensionnement des stations, missions d'expertise, de développer un programme de recherche botanique pour l'identification des espèces végétales, préparer la conception des stations... En plus du développement d'une méthode d'analyse multicritères pour guider décideurs dans le dimensionnement de leur projet de FPV, CARIBSAN 1 a déployé un important volet de sensibilisation et de formation technique, qu'il convient de poursuivre au regard du fort intérêt et des demandes croissantes des divers pays.

CARIBSAN 2 permettra donc d'aboutir à la construction de trois stations FPV dans les pays

CARIBSAN 2 permettra donc d'aboutir à la construction de trois stations FPV dans les pays

2023 correspond à l'année de clôture du programme dans sa première phase ; missions



les



Chiffres clés de la conférence CARIBSAN – 13 & 14 juin 2023

techniques à la Dominique, à St Lucie, à Cuba pour entériner le choix des sites de construction, formation des anglophones et cubains en Martinique, et le pic d'activité s'est concentré sur l'organisation **de la conférence régionale en juin 2023**. Cette conférence de haut niveau a réuni près de 180 personnes, 12 territoires représentés, ministres, secrétaires d'Etat et députés de plusieurs pays caribéens se sont réunis pendant 2 jours. Cet événement fut un vrai succès.

En 2023, l'ODE a déposé une demande **d'augmentation du budget** (+ 600 k€ sur un total projet final 2, 7 M€ contre 1,7 M€ initialement prévu, une première augmentation ayant été accordée par l'Interreg en 2022). Ces modifications de budget répondent à la surconsommation de certains postes financiers, notamment les frais de personnel. Par ailleurs, il est à souligné l'inertie du guichet INTERREG quant au reversement de la subvention (80% du budget). Enfin, 2023 a été l'année de réorganisation du projet pour préparer CARIBSAN 2 (2024 2026). Il est à noter l'évolution suivante :

retrait de l'opérateur Oleau à la fin de la phase 1 en décembre 2023 et entrée du Conservatoire Botanique National Martinique pour accompagner l'ODE en tant qu'expert pour la mise en œuvre du programme de recherche botanique dédié.

Indicateur d'activité CARIBSAN	En nombre
Ingénieur.e.s engagé.e.s	42 (Dont 21 femmes)
Agents ODE	7 (voire jusqu'à 15 agents lors de la conférence régionale)
Missions sur site	1 mission technique : à Cuba
Conférence régionale	1 180 participants / 2 jours / Séance plénière / 2 visites terrain
Gouvernance projet Réunions de travail	12 GT (groupes techniques) 2 COPIL (Comité de pilotage, dont la session de clôture phase 1)
Sessions de formations	4 Dont 3 en présentiels en Martinique – durée 4,5 jours, 1 à Cuba
Personnes formées	65 de l'équipe projet caraïbéenne
Acteurs de l'assainissement formés dans la Caraïbe	>150
Etudes produites	11 (Méthode multicritères, topographie, hydrogéologie, caractérisation des eaux résiduaires, pré-design d'un site)
Communication CARIBSAN	230 abonnés Réseaux sociaux (Facebook / YouTube) > 4300 visites Visite du site internet > 3000 Articles médias : 18 (dont 4 en Martinique) Communiqués de presse : 4 Intervention télé radio : 7 Nombre vidéos : 16
Représentation ODE pour CARIBSAN	2 (Conférence mondiale de l'eau à l'ONU, New York & AG CAWASA à Barbade) en 2023 12 sur toute la durée du projet

La coopération avec l'OBV (Organisation Bassin Versant) **Charlevoix Montmorency**, débutée en 2016 a été relancée en 2023. Il s'agit d'un partenariat institutionnel qui a fait l'objet d'une convention de coopération 2023 2025. Une mission de terrain s'est déroulée en septembre 2023 avec 2 agents de l'ODE portant sur des **échanges d'expertise sur la sensibilisation à la protection des milieux aquatiques**, la concertation citoyenne dans le domaine de l'eau et l'adaptation au changement climatique.



Cette

Délégation ODE avec le Directeur de l'OBV Charlevoix Montmorency et son adjointe

immersion pendant 5 jours relance le chantier

visant à accompagner l'ODE pour le développement d'un programme en Sciences Participatives (très bien maîtrisées par l'opérateur québécois G3E) notamment, avec un public scolaire. Le programme «**j'adopte un cours d'eau**» pourrait être une source d'inspiration pour un programme de sensibilisation dédié en Martinique. Il s'agira en 2024 de capitaliser cette mission pour envisager avec un opérateur martiniquais une adaptation de ce type de programme.



Manipulation de terrain au bord de la rivière Monmtorency

Tableaux budgétaires de l'activité programmées en 2023
COOPERATION REGIONALE

Opération	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3) = (2)/(1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
6 - Coopération Internationale et Institutionnelle					
Coopération QUEBEC	10 000,00 €	10 000,00 €	100%	5 668,54	57%
CARIBSAN*	731 299,54 €	711 591,00 €	97%	711 591,00 €	100%
6 - TOTAL	741 299,54 €	721 591,00 €	97%	717 259,54 €	99,4%

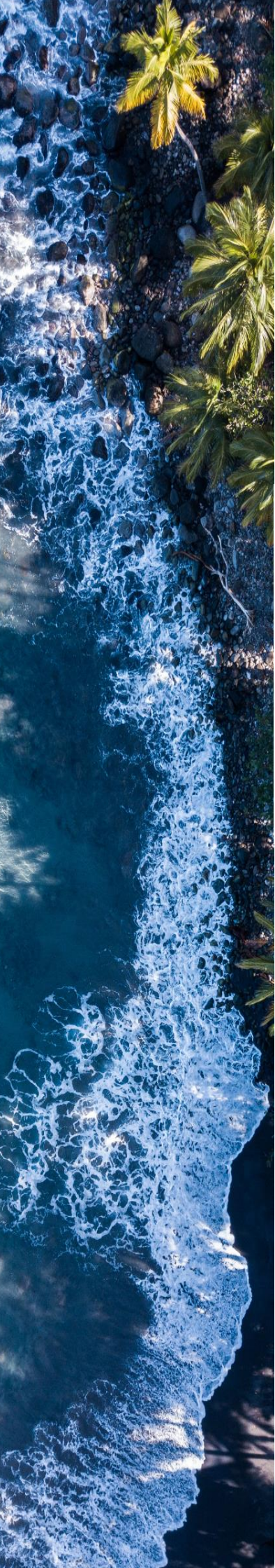
***MONTANT TOTAL PROJET CARIBSAN (2021 2022 2023) : 2 737 393 € (tous financeurs et valorisations temps agents, tous partenaires confondus). Dont 2 043 045 € d'aides totales UE perçues par ODE**
+ 140 992 k€ fonds propres ODE.

Analyse synthétique :

L'activité CARIBSAN s'est déroulée en 2023 avec un très bon taux d'exécution en termes d'activité.

La demande de réajustement financier auprès de l'INTERREG en décembre 2023 porte sur une augmentation de subvention de 14% par rapport au budget 2022. Cela monte le budget total final du projet CARIBSAN 1 à **2 737 394 €**, soit une augmentation générale finale du budget de 65% par rapport au budget initial déposé en 2020. Cela est dû à : la prolongation d'une année d'activité pleine en conséquence des activités plus étalées dans le temps suite au démarrage en pleine la période COVID, de l'augmentation générale des prix (pour les consommations), une surconsommation du poste de dépenses « frais de personnel » de l'opérateur et une sous-estimation des dépenses de missions et de voyages pour les formations. Ce retour d'expérience permet de budgéter CARIBSAN 2 au plus proche de la réalité. Il est à noter que l'ODE n'a perçu que 11 % de la subvention INTERREG à la fin du projet, obligeant à une avance de trésorerie ODE conséquente (soit 1 818 588 €) pour la bonne réalisation du projet.

Concernant le budget dédié à la coopération **Québec**, l'enveloppe a été légèrement **sous consommée** au regard du coût de la mission réalisée.



6. STRATEGIE ET ADMINISTRATION GENERALE

Fiche 18 - Secrétariat du Conseil d'Administration

Présentation de l'équipe opérante :

Michéla ADIN, Directrice Générale

Stéphanie SHITALOU, Assistante de Direction

En collaboration avec l'ensemble des services de l'ODE

Description synthétique de l'activité :

Cinq réunions du conseil d'administration se sont tenues en 2023.

S'agissant de l'organisation administrative du Conseil d'administration en coordination avec le cabinet du Président et les agents administratifs restent inchangés. La collaboration est donc toujours aussi fluide et efficace.

Les process de travail ont été adaptés et flexibilisés (mise en place effective du télétravail, réunions en visioconférence).

Toutes réunions du CA a été tenue en présentiel dans la salle plénière de l'hôtel de l'Assemblée (salle Emile MAURICE). A compter de mi 2024 les réunions pourrons dans la salle Claude LISE du nouveau siège.

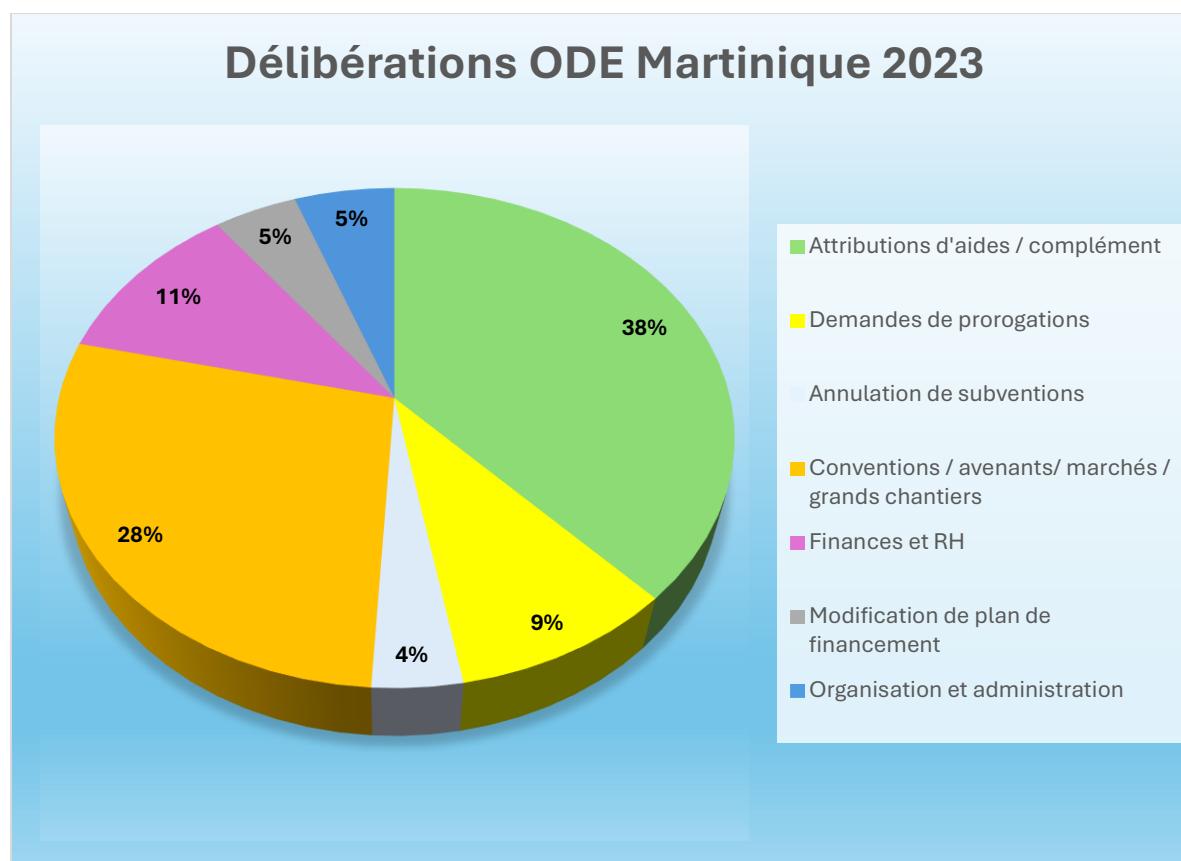
Objectifs principaux poursuivis

- Rendre compte aux élus de l'activité et faire voter les points relevant de la compétence du CA
- Respecter les cadrages juridiques prévus par le code pour la gestion de la gouvernance du CA
- Sécuriser les réunions et les décisions du CA
- Améliorer les relations administrations/ élus du CA
- Donner les moyens à la Direction Générale de l'ODE pour agir

Bilan chiffré de l'activité pour 2023

Thématique	Nombre de délibérations
Attributions d'aides / complément	41
Demandes de prorogations	10
Annulation de subventions	4
Conventions / avenants/ marchés / grands chantiers	30
Finances et RH	12
Modification de plan de financement	5
Organisation et administration	6
TOTAL	108

Diagrammes synthétisant les chiffres :



Total de délibérations prises sur l'exercice 2023 : **108**

Analyse synthétique :

L'activité du Conseil d'Administration a été importante en 2023 avec 5 réunions sur l'année, ce qui reste équivalent à 2022. Cependant moins de délibérations ont prises **108 décisions prises** (contre 128 en 2022).

On constate que :

-**38%** (27% en 2022) des décisions concernent des attributions de subvention,
-**28%** (24% en 2022) pour le vote de marchés de conventions ou de grands chantiers
-**9%** (26 % en 2022) des demandes de prorogation de convention (en raison de retards pris au démarrage des chantiers au niveau des opérateurs). **C'est une part des décisions qui a beaucoup diminué en 2023.** Ce chiffre est à souligner car il augure d'une meilleure gestion des conventions. Les membres du CA acceptent en général ces demandes de prorogation si elles sont motivées, dans le souci d'être en accompagnement des porteurs de projets.

Il n'est décompté que 4% de dossiers annulés. Ces bons résultats résultent d'une démarche de régularisation des conventions à fin 2022 à l'occasion de la clôture du 3^{ième} PPI.

Les nombreuses casquettes des élus siégeant au CA de l'ODE, la position du Président de l'ODE à la tête de l'Assemblée Territoriale, la planification des plénières CEB et CTM ne facilitent pas la gestion des agendas et l'organisation des réunions du conseil d'administration.

En terme qualitatif : les délais de convocation sont respectés (8 jours minimum). Toutes les réunions ont obtenu le quorum, la durée moyenne des réunions est de 3,5 heures.

Tableaux budgétaires de l'activité programmées en 2023

Thématique	Montant annuel voté (euros TTC) (1)	Montant annuel engagé (euros TTC) (2)	Taux d'engagement sur montant voté (3) = (2)/(1)	Montant annuel liquidé (euros TTC) (4)	Taux de réalisation sur engagement (5)=(4)/(2)
	€	€	%	€	%
	€	€	%	€	%
	€	€	%	€	%
	€	€	%	€	%
	€	€	%	€	%
Total	€	€	%	€	%

Analyse synthétique :

Le secrétariat du Conseil d'Administration ne nécessite pas de moyens financiers supplémentaires
1 assistante exerce cette mission à 50% de son temps (50% assistante de direction de la DG).



7. BILAN GENERAL 2023

Tableau d'exécution de la programmation 2023

Bilan général

PROGRAMME			IMPUTATION BP2023	REALISATION FIN 2023			
Bloc programme	Montant total projets	Part ODE	Montant Voté	Montant engagé	taux d'engagement sur montant voté	montant liquidé	taux de réalisation sur engagement
Connaissance et expertise	2 309 454 €	1 836 003 €	1 828 003 €	1 626 455 €	89%	812 562 €	50%
Politiques de bassin et appui technique au territoire	767 105 €	733 255 €	473 255 €	211 247 €	45%	94 438 €	45%
Interventions financières	25 116 551 €	9 547 019 €	4 826 039 €	2 916 774 €	60%	680 857 €	23%
Information et sensibilisation des publics	282 800 €	282 800 €	282 800 €	82 369 €	29%	62 817 €	76%
Communication institutionnelle	347 000 €	347 000 €	347 000 €	329 630 €	95%	283 159 €	86%
Coopération internationale institutionnelle et décentralisée	754 158 €	754 158 €	754 158 €	754 158 €	100%	730 118 €	97%
	29 577 068 €	13 500 235 €	8 511 255 €	5 920 633 €	70%	2 663 951 €	45%

Bilan détaillé par blocs de programme

Connaissance et expertise

ACTIONS			AFFECTATION BP 2023	REALISATION			
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Montant voté	Montant engagé	taux d'engagement sur montant voté	montant liquidé	taux de réalisation sur engagement
Suivi DCE - Station RCS - Surveillance chimique des cours d'eau Martinique 2023 (+équipement terrain et maintenance aquaTIC)	474 474 €	474 474 €	474 474 €	524 817 €	111%	244 412,48 €	47%
Suivi pression pesticides des cours d'eau sur le bassin Martinique - 2023	60 807 €	60 807 €	60 807 €	23 902,45 €	39%	22 710,33 €	95%
Suivi DCE biologique des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2023	53 000 €	53 000 €	53 000 €	49 852 €	94%	23 902,45 €	48%
AMO DCE Ifremer + Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (Physico-chimie DCE et ROCCH) - 2023	310 895 €	310 895 €	310 895 €	294 635 €	95%	146 244,51 €	50%
Suivi des stations de surveillance des masses d'eau littorales au titre de la Directive Cadre sur l'Eau - 2023 / Compléments suivi Récifs et herbiers	68 700 €	68 700 €	68 700 €	109 470 €	159%	53 303,09 €	49%
Suivi hydraulique renforcé de la baie de FDF 2023	102 540 €	102 540 €	102 540 €	108 434,03 €	106%	62 153,94 €	57%
Suivi DCE de la qualité des eaux souterraines 2023	288 610 €	230 888 €	230 888 €	220 472 €	95%	176 377,60 €	80%
Suivi hydromorphologie Charyce 2023 - 2024	72 000 €	72 000 €	72 000 €	0 €	0%	0 €	
Suivi du plan d'eau de la Manzo 2023 - 2024	47 000 €	47 000 €	47 000 €	34 711 €	74%	0 €	0%
Suivi renforcé du bassin versant Desroses dans le cadre du plan d'action animé par l'Espace Sud sur Desroses	150 000 €	150 000 €	150 000 €	0 €	0%	0 €	
Métabarcoding	300 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000,00 €	100%	22 710,33 €	57%
Veille POP : étude de la contamination du milieu marin par les polluants organiques à l'aide de mollusques	163 393 €	50 000 €	50 000 €	54 250,00 €	109%	27 125,00 €	50%
Etude de la maladie des oursins noirs	58 035 €	2 500 €	2 500 €	2 712,50 €	109%	1 156,25 €	43%
Suivi de l'épisode de blanchissement des coraux de fin 2023		65 699 €	65 699 €	65 699 €	100%	32 465,91 €	49%
Description de l'état écologique initial de sites de mangroves de Martinique dans le cadre du développement de l'indicateur mangrove		72 500 €	72 500 €	72 500 €	100%	0,00 €	0%
Mise à jour du bilan de la qualité des sources bord de route	150 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100%	0 €	0%
Suivi ponctuel pollutions cours d'eau	10 000 €	10 000 €	2 000 €	0 €	0%	0 €	
	2 309 454 €	1 836 003 €	1 828 003 €	1 626 455 €	89%	812 562 €	50%

Politiques de bassin et appui technique au territoire

ACTIONS			AFFECTATION BP 2023	REALISATION			
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Montant voté	Montant engagé	taux d'engagement sur montant voté	montant liquidé	taux de réalisation sur engagement
Terre Rhum : Projet FPV JM : réalisation des prélèvements in-situ 2023	22 070 €	22 070 €	22 070 €	7 694,00 €	35%	5 161,88 €	67%
Poursuite de l'étude sur la caractérisation des pressions industrielles	50 000 €	50 000 €	25 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Recensement et caractérisation des dispositifs ANC de + de 20 EH	115 000 €	115 000 €	50 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Etat Des Lieux du bassin	320 000 €	320 000 €	150 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Université De l'Eau 2023	10 000 €	10 000 €	10 000 €	919,20 €	9%	919,20 €	100%
Sédiments dragage CEREMA/DM	53 700 €	26 850 €	26 850 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Synthèse SDAGE	10 000 €	10 000 €	10 000 €	9 466,78 €	95%	9 466,78 €	100%
Contrôle des dispositifs d'autosurveillance STEU 2023	40 000 €	40 000 €	40 000 €	64 992,00 €	162%	45 895,50 €	71%
Etudes de diagnostic pour la restauration de la continuité écologique sur les cours d'eau classés en liste 2	70 000 €	63 000 €	63 000 €	61 840,00 €	98%	0,00 €	0%
Formation Changement Climatique CEB	10 000 €	10 000 €	10 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Vulnérabilité des rivières au Changement Climatique	66 335 €	66 335 €	66 335 €	66 335,00 €	100%	32 994,86 €	50%
	767 105 €	733 255 €	473 255 €	211 247 €	45%	94 438 €	45%

Interventions financières

ACTIONS			AFFECTATION BP 2023	REALISATION			
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Montant voté	Montant engagé	taux d'engagement sur montant voté	montant liquidé	taux de réalisation sur engagement
PARTENARIAT PNRM	1 168 467 €	285 798 €	285 798 €	91 098,00 €	32%	91 098,00 €	100%
PARTENARIAT ONF	520 083 €	180 545 €	180 545 €	54 163,44 €	30%	54 163,44 €	100%
PARTENARIAT CDL	282 000 €	134 000 €	134 000 €	77 600,00 €	58%	77 600,00 €	100%
PARTENARIAT UICN	265 241 €	67 591 €	67 591 €	33 800,00 €	50%	33 800,00 €	100%
PARTENARIAT H2EAux	77 120 €	16 180 €	16 180 €	8 090,00 €	50%	8 090,00 €	100%
PARTENARIAT Carbet des Sciences	175 300 €	75 650 €	75 650 €	39 475,00 €	52%	39 475,00 €	100%
PARTENARIAT LAMENTIN Projet MANGROVE	510 000 €	205 000 €	205 000 €	17 250,00 €	8%	17 250,00 €	100%
PARTENARIAT ASSOMER	78 844 €	42 306 €	42 306 €	21 153,12 €	50%	21 153,12 €	100%
PARTENARIAT CACEM Contrat De Baie	510 000 €	169 950 €	169 950 €	84 350,00 €	50%	84 350,00 €	100%
PARTENARIAT UICN ODE 971 / Projet Mares	35 830 €	14 000 €	14 000 €	63 511,40 €	454%	31 755,70 €	50%
Partenariat Conservatoire Botanique	80 000 €	30 000 €	30 000 €	11 000,00 €	37%	11 000,00 €	100%
Partenariat CAM 2022 2025	300 000 €	240 000 €	100 000 €	- €	0%	- €	
Partenariat CCIM	507 000 €	322 000 €	128 800 €	199 803,94 €	155%	108 037,58 €	54%
Partenariat CMAM	570 000 €	434 000 €	176 800 €	126 968,43 €	72%	33 560,50 €	26%
Partenariat SIMAR (Réhabilitation assainissement)	300 000 €	200 000 €	100 000 €	- €	0%	- €	
Partenariat OZANAM (Réhabilitation assainissement)	300 000 €	200 000 €	100 000 €	- €	0%	- €	
DFAP particuliers	500 000 €	500 000 €	150 000 €	15 000,00 €	10%	15 000,00 €	100%
DFAP postes SPANC	180 000 €	180 000 €	180 000 €	180 000,00 €	100%	- €	0%
Réhabilitation STEU lotissements privés	750 000 €	450 000 €	100 000 €	101 843,00 €	102%	- €	0%
Etudes schéma directeur et zonage pluvial EPCI (CACEM)	300 000 €	240 000 €	200 000 €	225 000,00 €	113%	- €	0%
Plan de relance AEP	3 000 000 €	1 200 000 €	880 420 €	- €	0%		
Plan de relance EU	4 000 000 €	900 000 €	204 000 €	- €	0%		
Plan CTM EU	3 000 000 €	900 000 €	225 000 €	329 000,00 €	146%	- €	0%
Plan CTM AEP	6 666 667 €	2 000 000 €	500 000 €	300 000,00 €	60%		0%
Subventions pressions littoral (collecte eaux noires & mise aux normes carenages)	200 000 €	100 000 €	100 000 €	- €	0%	- €	
Subventions grand cycle	200 000 €	100 000 €	100 000 €	246 148,00 €	246%	- €	0%
Subventions Connaissance	100 000 €	50 000 €	50 000 €	- €	0%	- €	
Subventions collectivités fonctionnement	200 000 €	100 000 €	100 000 €	149 669,00 €	150%	18 900,00 €	13%
Subventions RES'EAU	30 000 €	30 000 €	30 000 €	27 290,00 €	91%	13 645,00 €	50%
Autres subventions fil de l'eau	200 000 €	100 000 €	100 000 €	510 817,00 €	511%	21 979,00 €	4%
Télédéclaration redevance	60 000 €	30 000 €	30 000 €	- €	0%	- €	
PROGOS	50 000 €	50 000 €	50 000 €	3 743,25 €	7%	- €	0%
	25 116 551 €	9 547 019 €	4 826 039 €	2 916 774 €	60%	680 857 €	23%

Information et sensibilisation des publics

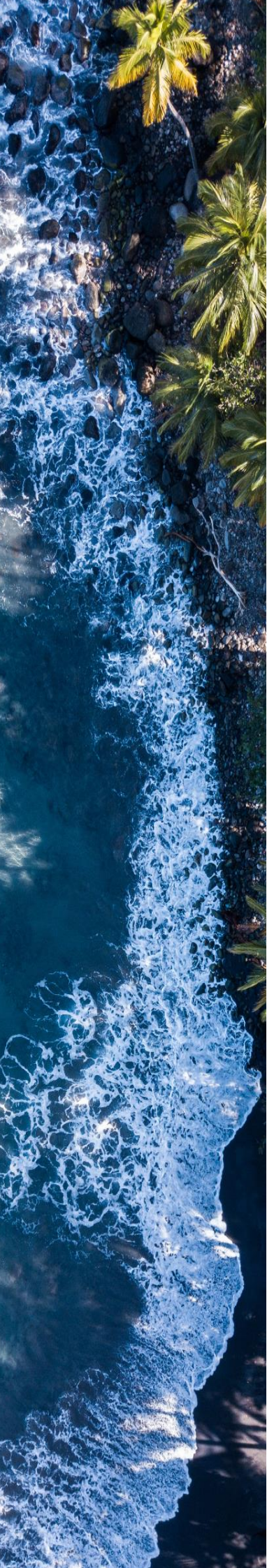
ACTIONS			AFFECTATION BP 2023	REALISATION			
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Montant voté	Montant engagé	taux d'engagement sur montant voté	montant liquidé	taux de réalisation sur engagement
Organisation et réalisation de 3 forums "L'ODE & Vous" ;	12 000 €	12 000 €	12 000 €	5 657,14 €	47%	5 657,14 €	100%
Animations Eau & Milieux aquatiques (toutes cibles confondues)	15 000 €	15 000 €	15 000 €	27 109,51 €	181%	7 558,05 €	28%
Frais de transport animation	12 000 €	12 000 €	12 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Journée Mondiale des Zones Humides	10 000 €	10 000 €	10 000 €	4 228,00 €	42%	4 228,00 €	100%
Semaine Pour l'Eau	40 000 €	40 000 €	40 000 €	21 569,75 €	54%	21 569,75 €	100%
Journée Internationale des Mangroves	10 000 €	10 000 €	10 000 €	1 927,96 €	19%	1 927,96 €	100%
Fête des mares	1 000 €	1 000 €	1 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Journée Mondiale des Océans	2 000 €	2 000 €	2 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Participations d'ODE auprès des partenaires institutionnels, privés, associatifs	5 000 €	5 000 €	5 000 €	6 647,99 €	133%	6 647,99 €	100%
Fête de la Science	5 000 €	5 000 €	5 000 €	1 200,00 €	24%	1 200,00 €	100%
Fabrication et acquisition d'outils pédagogiques ODE	50 000 €	50 000 €	50 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Commandes et achats d'objets de sensibilisation ODE	25 000 €	25 000 €	25 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Formation sur la préservation des milieux aquatiques (RES'EAU)	6 000 €	6 000 €	6 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Fonctionnement du RES'EAU	10 000 €	10 000 €	10 000 €	1 299,00 €	13%	1 299,00 €	100%
Formation sur la préservation des milieux aquatiques (AUTRE)	5 000 €	5 000 €	5 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Soutien technique fourniture petit matériel	5 000 €	5 000 €	5 000 €	2 929,50 €	59%	2 929,50 €	100%
Refonte des sites internet ODE + Observatoire eau	50 000 €	50 000 €	50 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Vêtements de travail	10 000 €	10 000 €	10 000 €	0,00 €	0%	0,00 €	
Licence et maintenance ArcGis Desktop	694 €	694 €	694 €	694,40 €	100%	694,40 €	100%
Licence et maintenance GEO	1 316 €	1 316 €	1 316 €	1 316,00 €	100%	1 316,00 €	100%
Hébergement serveur dédié GEO	4 258 €	4 258 €	4 258 €	4 258,00 €	100%	4 257,54 €	100%
Certificat et nom de domaine	499 €	499 €	499 €	499,00 €	100%	499,10 €	100%
Hébergement serveur mutualisé	570 €	570 €	570 €	570,00 €	100%	570,00 €	100%
Maintenance du site	2 463 €	2 463 €	2 463 €	2 463,00 €	100%	2 463,00 €	100%
	282 800 €	282 800 €	282 800 €	82 369 €	29%	62 817 €	76%

Communication institutionnelle

ACTIONS			AFFECTATION BP 2023	REALISATION			
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Montant voté	Montant engagé	taux d'engagement sur montant voté	montant liquidé	taux de réalisation sur engagement
Marché Impression & conception	40 000 €	40 000 €	40 000 €	37 631,44 €	94%	37 422,76 €	99%
4 Campagnes communication Institutionnelle (Notoriété, assainissement, DFAP & grandes vacances) + réseaux sociaux	150 000 €	150 000 €	150 000 €	108 048,78 €	72%	107 818,41 €	100%
Marché Evenementiel	25 000 €	25 000 €	25 000 €	31 334,84 €	125%	29 343,16 €	94%
Marché Médias (Podcasts, chaîne YouTube et films insitutionnels)	50 000 €	50 000 €	50 000 €	4 790,28 €	10%	1 410,50 €	29%
Rencontre Personnel / Président	10 000 €	10 000 €	10 000 €	0 €	0%	0,00 €	
Parutions	20 000 €	20 000 €	20 000 €	27 646,18 €	138%	27 646,18 €	100%
Mags ODE & Vous!	40 000 €	40 000 €	40 000 €	100 960,33 €	252%	68 653,23 €	68%
Agendas 2024	12 000 €	12 000 €	12 000 €	19 218,62 €	160%	10 864,59 €	57%
	347 000 €	347 000 €	347 000 €	329 630 €	95%	283 159 €	86%

Coopération internationale institutionnelle et décentralisée

ACTIONS			AFFECTATION BP 2023	REALISATION			
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Montant voté	Montant engagé	taux d'engagement sur montant voté	montant liquidé	taux de réalisation sur engagement
Caribsan phase 1 - avenant 1	731 300 €	731 300 €	731 300 €	731 300 €	100%	711 591 €	97%
Québec	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	100%	5 669 €	57%
Conférence internationale Eau & Climat - Fez	12 858 €	12 858,10 €	12 858 €	12 858 €	100%	12 858 €	100%
EURO RIOB - Valence	11 165,42 €	11 165,42 €	11 165 €	11 165 €	100%	11 165 €	100%
AG CAWASA Barbade	2 905,60 €	2 905,60 €	2 906 €	2 906 €	100%	2 906 €	100%
Conférence mondiale de l'eau ONY New York	5 489,22 €	5 489,22 €	5 489 €	5 489 €	100%	5 489 €	100%
CCRAG	1 578,33 €	1 578,33 €	1 578 €	1 578 €	100%	1 578 €	100%
	754 158 €	754 158 €	754 158 €	754 158 €	100%	730 118 €	97%



8. PERSPECTIVES 2024

Perspectives de travail 2024

En 2024 l'action de l'ODE se concentrera sur les points suivants

➤ Ressources humaines

- Maitriser le ratio de la masse salariale en dessous des 20% des recettes totales de fonctionnement
- Stabilisation des effectifs d'emplois permanents à 30 agents maximum – faire appel aux VSC et aux stages longs (dernière année école d'ingénieur) de manière ponctuelle.
- Contenir les emplois administratifs de catégorie C et faire monter en **compétence les emplois permanents de cette catégorie en proposant une nouvelle répartition des missions.**
- **Renforcement de la fonction comptable** par un recrutement d'un CAT C+ et de la fonction instruction des aides avec un ingénieur de CAT A
- Déploiement des Lignes Directrices de Gestion associé à une démarche GPEC
- Reprise du chantier Document Unique dans le cadre de l'emménagement dans le nouveau siège
- Revalorisation de la valeur du point CIA dans le cadre du RIFSEEP
- Mise en place de la participation employeur à la complémentaire santé et prévoyance
- Dématérialisation et augmentation de la prise en charge partie employeur du titre restaurant

➤ Finances

- Etablir le compte CUF Compte unique financier en lieu et place du CA dans le cadre de la M57
- **Maitriser les ratios des charges de structure en dessous de 25% de la recettes réelles de fonctionnement (charges à contrôler en priorité avec la gestion du nouveau siège)**
- Piloter une recette de redevance à tendance baissière en diversifiant les sources de financement (Recherche de subventions)
- **Améliorer le suivi de l'exécution financière des conventions** – recrutement d'un agent de CAT B au 1^{er} janvier
- **Renforcer la qualité comptable – (amélioration des délais de paiement, rejets) - embauche d'un agent en CAT C+**
- Modifier le cadre budgétaire de travail afin d'obtenir une meilleure visibilité sur l'exécution comptable
- Mettre en place une comptabilité analytique et poser des perspectives à partir du budget dans phase WEB
- Fiabilisation de la gestion immobilière

➤ Moyens généraux et logistiques

- Poursuivre **la démarche de dématérialisation** et de modernisation des procédures internes
- Renforcement de la mobilité durable (acquisition de vélos)
- Organiser la vente des locaux du 4 avenue Condorcet à FDF + petit terrain
- Organiser la vente de l'ancien mobilier
- Finalisation de l'équipement audio et visio de la salle CA dans le nouveau siège
- Porter des actions en vue du renforcement de la sécurité des systèmes d'information

➤ Communication institutionnelle et évènementiels

- Poursuivre le développement de la communication de l'ODE sur les supports multimédias et notamment sur les réseaux sociaux en améliorant la qualité et la mise à jour des contenus. Remplacement à prévoir d'un agent en longue maladie
- **Déploiement de 4 campagnes multimédias de sensibilisation : en début d'année sur l'assainissement, en mars pour la semaine pour l'eau, en juillet août autour des écogestes pendant la période de loisirs, et en septembre sur le DFAP** Reprise des contrats de publications HUB ECO France Antilles, OUTREMER MAG, Antilla, MadinMag sur 12 mois
- Poursuite des émissions radios mensuelles "Mieux vaut le savoir" sur la 1ère Radio
- Publication de 2 MAG ODE&VOUS – thématiques Eau, économie et société ; REUT ; filtres plantés végétaux et/ou zones humides
- Agenda 2024 – thème : les métiers de l'eau
- Calendrier 2024 sur les journées mondiales autour de l'eau et des milieux aquatiques

➤ Information, Données et Sensibilisation

Information et données

- Réalisation d'une newsletter trimestrielle "Observatoire de l'Eau" pour valoriser les données – cible grand public
- Publier les chiffres sur l'eau année N-1
- Relancer l'instance de l'Assemblée des Membres de l'Observatoire de l'Eau
- Valoriser les données sous la forme de DataViz et Dashboard
- Signature de conventions avec les EPCI sur le partage/transmission de la donnée sur l'eau et l'assainissement
- Poursuivre la consolidation de l'Observatoire des coûts (externalisation)
- **Enrichissement et consolidation des bases de données de l'ODE et de celles des partenaires**

Web management

- Développer la diffusion de l'information vers de nouveaux réseaux sociaux en adaptant la communication à chaque réseau. **Améliorer la mise à jour des contenus**
- **Créer des contenus en régie de vulgarisation de l'information et de la sensibilisation**
- Passer un marché pour sponsoriser les publications
- Poursuivre le développement de la chaîne youtube ODE
- **Travailler sur l'élaboration de PODCAST thématiques**
- **Refonte des sites internet de l'ODE et de l'Observatoire** avec un accès beaucoup plus facile et fluide à la base documentaire

Sensibilisation et animation

- **Déploiement d'outils pédagogiques ODE adaptés aux différents publics**
- Consolider le RES'EAU ODE Martinique et poursuivre la formation des membres
- Reprise de la programmation **des forums « ODE&VOUS » dans les territoires**- convention ODE/communes – objectif 2 à 3 forums sur l'année (thématique en rapport avec les campagnes en cours)
- Réalisation de **l'opération « une semaine pour l'eau »**, autour de la Journée Mondiale pour l'Eau (JME) en collaboration avec le RES'EAU
- Réaliser des manifestations de sensibilisation autour des journées mondiales (zones humides, mangrove, océan)

- Développement d'un « réseau d'animateurs » avec l'appui des partenaires institutionnels en sorte d'élargir les publics cibles (conventionnement à établir);
- Promotion du label Eco Ecoles

➤ Politiques de bassin – Partenariats institutionnels

Partenariats

- Renouvellement pour 5 ans des conventions suivantes : CACEM contrat de la grande baie Martinique ; Carbet des Sciences ; H2eaux ; UICN (pôle relais Zones Humides Tropicales) ; Parc marin
- Poursuite des partenariats suivants : PNRM, ONF, Conservatoire littoral, Ville du Lamentin (projet mangroves RECIPROCITE), ASSOMER, Conservatoire National botanique Martinique
- **Nouveau partenariat** avec la ville de St Joseph

Portage de divers projets complexes

- Lancement CARIBSAN 2 : Conventions financières INTERREG / ODE ; AFD / ODE et conventions opérationnelles par partenaire (INRAE, OIEAU, ODE 971, AFD, INRH, DOWASCO, WASCO, CAWASA)
- Lancement du chantier **Révision de l'Etat des lieux (EDL)**, horizon 2025
- Lancement de la consultation du public SDAGE - calendrier national

Etudes, rapports et publications

- Communication sur la vulnérabilité des rivières au changement climatique (production d'une plaquette de synthèse)
- SHS (Sciences Humaines et Sociales) : livraison du projet de recherche LITTORAL 2020,
- Poursuite de la thèse sur l'impact de l'Histoire sur la gestion de l'eau

Autres actions Politiques de bassin

- Valorisation de l'étude sur la vulnérabilité des rivières au changement climatique via le **séminaire eau & changement climatique** (avec présentation du plan d'actions) et d'une plaquette de synthèse de l'étude, public ciblé : élus CEB et acteurs de l'eau
- Séminaire Scientifique SHS : **L'eau & les Outremer** (action ODE de la semaine pour l'eau)
- Organisation de 2 sessions Universités de l'Eau, public : enseignants & collectivités territoriales
- Participation au projet Martinique BIOSPHERE
- Poursuivre l'accompagnement des **démarches de territoire** : contrats de milieux (EPCI), réserves, aires protégées etc.

➤ Autres projets stratégiques et transversaux à déployer en 2024

- Poursuivre la promotion et le déploiement du PPI4 de manière opérationnelle. **Réaliser l'évaluation de la première année de mise en œuvre du PPI4.**
- Lancer la révision partielle du PPI4 à l'aune de la réforme des redevances sur l'eau et de l'intégration du plan d'actions Eau & Climat
- **Déployer la stratégie ODE interne relative à l'adaptation au changement climatique** : mobilité douce, récupération pluviale ...
- **Organiser un colloque assainissement non collectif** (sensibilisation des acteurs décideurs et pistes d'actions concrètes) avec une **session dédiée à la problématique de l'entretien et**

de la gestion des matières de vidange (examiner les contours et contraintes de la compétence entretien, étudier la possibilité d'organiser les vidanges à l'échelle du territoire, recueillir le retour d'expérience des collectivités de l'hexagone et des autres DOM)

- **Lancement d'un appel à projets « gestion alternatives des Eaux Pluviales »** avec une première phase pour la **dé-imperméabilisation des parkings dans les zones d'activités**. Lancement d'une réflexion sur la **dé-imperméabilisation des cours d'école** en impliquant les enseignants et les élèves (projet transversal)
- Mise en place de **premiers pilotes de génie écologique pour le maintien et la gestion des berges en milieu urbain** sur le territoire de la CACEM

➤ **Coopération décentralisée et institutionnelle**

Coopération régionale

- **Déploiement de CARIBSAN 2** avec l'organisation du forum technique annuel
- QUEBEC : **poursuivre la coopération** pour développer des actions de sensibilisation et les sciences participatives, configurer le montage partenarial en Martinique (Carbet des Sciences, rectorat ...)
-

Coopération institutionnelle

-Poursuivre la promotion dans la Grande Région Caraïbes les savoir-faire Français en matière de politiques de l'eau

- **Participation aux réunions** : RIOB / Euro RIOB / CAWASA / CWWA / IWRA
- Poursuivre les échanges avec les organismes de bassin Québécois (ROBVQ)
- Soutenir techniquement l'action du GWPC (maquette de sensibilisation)
- **Utiliser les tribunes européennes** et/ou internationales pour exposer les problématiques locales et tropicales et contribuer ainsi au lobbying afin de faire avancer certains dossiers Exp : mangroves, sargasses, changement climatique (en appui à la présidence du CEB pour intégrer certaines structures)
- Poursuivre notre action au sein du groupe DOM dans le Partenariat Français pour l'Eau
- **Contribution au sous-rapport caribéen** porté par la Banque Caribéenne de Développement dans le cadre du Forum Mondial de l'Eau
- **Intégrer le réseau d'expertises de la coopération dans les Antilles RRMA** (réseau régional multi-acteurs)
- Contribuer aux publications de le IWRA dans le cadre du congrès des Iles sur l'eau 2024

➤ **Intervention financière (Collecte de la redevance et subventions)**

Aides financières

- Animation du Comité des financeurs plan EAU - **proposition d'un dossier unique de demande de financement**.
- Mise en place de **nouvelles conventions de financement** (SAFER, OZANAM, SIMAR et FZAE)
- Mise en œuvre de la stratégie pluviale financement des études des EPCI

- **Mise à jour des logiciels métiers** (Evolution PROGOS, **plateforme de dépôt dématérialisé des demandes d'aide**)
- Poursuivre le développement des outils d'exécution du PPI (appels à projet, opérations groupées, DFAP, RES'EAU, Grandes conventions avec les chambres consulaires)
- **Engager le chantier de clôture des conventions de financement de plus de 8 ans,**
- **Révision des conventions d'amélioration des performances en eau potable et assainissement,**
- **Lancement d'un appel à projet GEPU**

Collecte de la redevance

- Lancement chantier bilan des 20 ans de redevances (désigner un prestataire)
- **Lancer un contrôle comptable des redevances sur les « gros redevables » (désigner un prestataire)**
- **Préparer la réforme des redevances (pour une mise en œuvre en 2025), et** poursuivre nos contributions au GT de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité
- **Mise à jour des logiciels métiers** (Plateforme de télédéclaration des redevances et évolution ARAMIS-Outre-Mer),

➤ **Connaissance, suivi des pressions, appui technique au territoire**

Une part importante de la charge de travail sera consacrée à **l'appui technique au territoire afin de favoriser la mise en œuvre d'actions concrètes permettant l'amélioration de l'état de santé des milieux aquatiques**. Les thématiques suivantes sont particulièrement visées :

- **Restauration de cours d'eau** : ripisylves, consolidation de berges via des techniques de génie écologique, continuité écologique, renaturation, ... Un objectif est de faire émerger un projet pilote de restauration globale d'un cours d'eau, si possible sur chacun des trois territoires des EPCI : CACEM, Espace Sud, Cap Nord ...
- **Restauration des zones humides**, notamment des mangroves et des mares en s'appuyant sur le guide de restauration et d'entretien des mares des Antilles publié en 2023
- **Gestion des eaux grises et des noires des bateaux de plaisance** en partenariat avec le PNMMM
- Mise en place de mouillages écologiques pour les professionnels de la mer en partenariat avec le PNMMM
- **REUT** : poursuivre l'appui technique sur les 3 projets qui ont émergés suite à l'étude de potentiel menée par l'ODE
- Assainissement collectif : poursuivre **l'appui technique pour la mise en conformité des STEU**, la réalisation des contrôles des dispositifs d'autosurveillance et la formation
- Assainissement industriel : **poursuite du projet Terre Rhum** et appui aux industriels pour l'amélioration des traitements en lien avec l'étude de la pression programmée en 2024
- Gestion des eaux pluviales : appuyer l'émergence de nouveaux projets

Connaissance et études

- **Evaluation en régie de la pression induite par les rejets industriels : arrivée d'un VSC**, prélèvements et suivi des impacts sur le terrain, rapport, etc.
- Réseaux de suivi des masses d'eaux
- Année de suivi hydromorphologique des cours d'eau et plan d'eau de la Manzo
- Suivi complémentaire de la maladie corallienne SCTL et de l'épisode de blanchissement des coraux
- Poursuite des **études diverses de connaissance des milieux** et de la biodiversité aquatique
 - o MadiBloom
 - o AND environnemental

- **Cycle de vie Titiri**
- Sources bord de route
- Ripisylves originelles
- Impact des nutriments sur les communautés phytoplanctoniques
- Poursuite des actions de connaissance des pressions sur les milieux aquatiques
 - Mouillage (Saint Anne et Marin)
 - Eaux Noires
 - **Carénage sauvage**
 - BHU (Bateaux hors d'usage)
 - Réseau sentinelle
 - **Erosion et transfert des sédiments dans la baie de Fort de France**
 - Impact sargasses

➤ **Expertise règlementaire et formation**

• **Formations 2024**

- **Renouvellement du programme de formation** dans le cadre de la convention avec le **CNFPT**
- **Renouvellement du dispositif Formations courtes**
- Mise en place de **formation pour les professionnels** (avec les trois chambres consulaires)
- **Lancement d'un marché pour le recrutement des prestataires de formation**
- Déploiement d'un programme de formation dédié CARIBSAN
- Contribution aux Universités de l'Eau (enseignants et collectivités territoriales)

• **Appui technique et réglementaire**

- Participation au Groupe de Travail national assainissement (PANANC) et aux différents groupes de travail locaux et nationaux en ANC.
- **Finalisation de l'étude de l'extension du zonage DFAP**
- **Organisation d'une journée DFAP-Professionnels**
- Suivi in situ des dispositifs ANC en situation réelle (dans le cadre partenariat COTRAM) avec l'accueil d'un stagiaire de 6 mois en fin de cursus école d'ingénieur
- **Appui collectivités sur gestion et l'expérimentation en matière d'eaux pluviales**
- **Mise en place et animation d'un GT eaux pluviales niveau Martinique**
- Réalisation de l'« Etude pour le recensement des dispositifs ANC > 20 EH »
- Lancement d'une expérimentation **ANC sur les filtres plantés végétaux**

Les chantiers ont pour certains déjà démarré, d'autres pourront élargir de manière contextuelle en cours d'exercice.

Tableau de la programmation prévisionnelle 2024

Programmation 2024 – Budget primitif

Programme connaissance et expertise

ACTIONS			FINANCEMENT OPERATION				AFFECTATION 2024			
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Subventions (intégrées au budget)		Contreparties (hors budget)		Montant à engager	dont crédits de paiement		Mode de contractualisation
Elit DCE base : AMO DCE Ifremer + AMO ROCCH Ifremer + Physico-chimie + ROCCH + herbiers et récifs - 2024	486 978 €	486 978 €	OFB	340 885 €			486 978 €	50%	243 489 €	Convention Ifremer AMO DCE 2024 Convention Ifremer AMO ROCCH 2024 Marché M008-22 - lot 1
Suivi DCE - Station RCS - Surveillance chimique des cours d'eau Martinique 2024 + équipement terrain + maintenance Aquatic	180 741 €	180 741 €	OFB	126 519 €			180 741 €	50%	90 371 €	Marché M005-20
Suivi pression pesticides des cours d'eau sur le bassin Martinique - 2024	48 242 €	48 242 €	OFB	33 769 €			48 242 €	50%	24 121 €	Marché M005-20
Suivi DCE biologique base des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2024	27 560 €	27 560 €	OFB	19 292 €			27 560 €	50%	13 780 €	Marché M2022_09
Suivi DCE biologique complémentaire des cours d'eau (IBMA et IDA) - 2024	13 689 €	13 689 €	OFB	9 583 €			13 689 €	50%	6 845 €	Marché M2022_09
Suivi DCE de la qualité des eaux souterraines 2024 et 2025	251 720 €	201 376 €	OFB	176 204 €	BRGM	50 344 €	201 376 €	50%	100 688 €	Convention BRGM DCE 2024 Convention BRGM DCE 2025
Valorisation du métabolisme des communauté phytoplanctoniques face à l'eutrophisation du littoral : projet BATMAN	61 197 €	19 000 €			Ifremer ISBlue Parc Naturel Marin	42 197 €	19 000 €	50%	9 500 €	Convention Ifremer
Projet OPALE : Suivi et étude des contaminations par les pesticides le long du continuum terre-mer du bassin versant du Galion : eaux superficielles	850 745 €	150 839 €			Préfecture Cirad IRD BRGM Ifremer	699 906 €	150 839 €	50%	75 420 €	Convention CIRAD
Suivi hydromorphologie Charyce 2023 - 2024	72 000 €	72 000 €	OFB	57 600 €			72 000 €	50%	36 000 €	Marché à venir
Suivi renforcé du bassin versant Desroses dans le cadre du plan d'action animé par l'Espace Sud sur Desroses	150 000 €	150 000 €					150 000 €	50%	75 000 €	Marché à venir
Etude de connaissance sur les fitirris	34 000 €	34 000 €					34 000 €	50%	17 000 €	Convention avec l'université de Poitiers à venir
	2 176 872 €	1 384 425 €		763 851 €		792 447 €	1 384 425 €		692 213 €	
		64%		55%		36%				

ACTIONS			FINANCEMENT OPERATION				AFFECTATION 2024			
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Subventions (intégrées au budget)		Contreparties (hors budget)		Montant à engager	dont crédits de paiement		Mode de contractualisation
Poursuite de l'étude sur la caractérisation des pressions industrielles	56 183 €	56 183 €	OFB	28 092 €			56 183 €	50%	28 092 €	Contrat VSC et analyses de laboratoire
Recensement et caractérisation des dispositifs ANC de + de 20 EH	180 000 €	180 000 €	OFB	90 000 €			180 000 €	50%	90 000 €	Marché à lancer
Contrôle des dispositifs d'autosurveillance STEU 2024	60 000 €	60 000 €					60 000 €	100%	60 000 €	Marché M009-21
Formation exploitation STEU 2024	24 000 €	24 000 €					24 000 €	100%	24 000 €	Marché à venir
Formation Grand Public	187 600 €	187 600 €					187 600 €	30%	56 280 €	Marché à venir
Etude zonage DFAP	40 000 €	40 000 €					40 000 €	100%	40 000 €	Marché à venir
Stage définition protocole de suivi ANC in situ	20 000 €	20 000 €					20 000 €	100%	20 000 €	Convention à venir
EDL marché	229 137 €	229 137 €	OFB	114 569 €			229 137 €	50%	114 569 €	Marché M2023-006
EDL VSC	10 000 €	10 000 €	OFB	5 000 €			10 000 €	100%	10 000 €	Convention à venir
UDE 2024	10 000 €	10 000 €					10 000 €	100%	10 000 €	Diverses commandes
Seminaire SHS l'eau & les Outremer	30 000 €	20 000 €			CNRS	10 000 €	20 000 €	80%	16 000 €	Diverses commandes
Formation Changement Climatique CEB	10 000 €	10 000 €	ADEME	7 000 €			10 000 €	50%	5 000 €	Marché à venir
	856 920 €	846 920 €	0 €	244 660 €	0 €	10 000 €	# 846 920 €	9 €	473 940 €	# 0 €
		99%		29%		1%				

ACTIONS			AFFECTATION 2024		
Institué action	Montant total projet	Part ODE	Montant à engager	dont crédits de paiement	
Partenariat CAM 2023 2026	488 850 €	391 080 €	391 080 €	30%	117 324 €
Partenariat CCIM	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50%	25 000 €
Partenariat CMAM	220 000 €	180 000 €	180 000 €	80%	144 000 €
Financement MAEC	130 000 €	130 000 €	130 000 €	80%	104 000 €
Partenariat AFAP 2024-2027	882 442 €	361 370 €	361 370 €	25%	90 343 €
Partenariat SIMAR (Réhabilitation assainissement)	180 000 €	150 000 €	150 000 €	30%	45 000 €
Partenariat OZANAM (Réhabilitation assainissement) 2024-2026	1 227 776 €	834 968 €	834 968 €	30%	250 490 €
DFAP particuliers (+ part CTM)	300 000 €	300 000 €	300 000 €	100%	300 000 €
DFAP postes SPANC	180 000 €	180 000 €	180 000 €	100%	180 000 €
Réhabilitation STEU lotissements privés	500 000 €	250 000 €	250 000 €	50%	125 000 €
Etudes schéma directeur et zonage pluvial EPCI (CACEM)	300 000 €	240 000 €	240 000 €	50%	120 000 €
SDA CAESM	1 000 000 €	500 000 €	500 000 €	20%	100 000 €
Infra Assainissement	6 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	30%	600 000 €
Infra AEP	4 000 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	30%	450 000 €
Subventions RES'EAU	50 000 €	30 000 €	30 000 €	50%	15 000 €
Autres subventions fil de l'eau	500 000 €	250 000 €	250 000 €	50%	125 000 €
PARTENARIAT PNRM	2 586 750 €	438 900 €	438 900 €	30%	131 670 €
PARTENARIAT ONF	133 044 €	38 237 €	38 237 €	30%	11 471 €
PARTENARIAT CDL	65 000 €	31 000 €	31 000 €	50%	15 500 €
PARTENARIAT UICN	316 325 €	72 825 €	72 825 €	50%	36 413 €
PARTENARIAT H2EAux	65 188 €	14 480 €	14 480 €	50%	7 240 €
PARTENARIAT Carbet des Sciences	213 400 €	85 360 €	85 360 €	50%	42 680 €
PARTENARIAT ASSOMER	345 725 €	124 231 €	124 231 €	50%	62 116 €
PARTENARIAT CACEM Contrat De Baie	490 891 €	174 000 €	174 000 €	30%	52 200 €
Partenariat Conservatoire Botanique	50 000 €	20 000 €	20 000 €	50%	10 000 €
PARTENARIAT LAMENTIN Projet MANGROVE	731 833 €	225 950 €	225 950 €	50%	112 975 €
PARTENARIAT St JOSEPH	210 000 €	72 000 €	72 000 €	30%	21 600 €
	21 217 224 €	8 644 401 €	8 644 401 €		3 295 021 €
		41%			38%

ACTIONS			AFFECTATION 2024			Mode de contractualisation
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Montant à engager	dont crédits de paiement		
Organisation et réalisation de 3 forums "L'ODE & Vous" ;	10 000 €	10 000 €	10 000 €	100%	10 000 €	Diverses commandes sur devis
Animations Eau & Milieux aquatiques (toutes cibles confondues)	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100%	25 000 €	Diverses commandes sur devis
Journée Mondiale des Zones Humides	5 000 €	5 000 €	5 000 €	100%	5 000 €	Diverses commandes sur devis
Semaine Pour l'Eau	40 000 €	40 000 €	40 000 €	100%	40 000 €	Diverses commandes sur devis
Journée Internationale des Mangroves	10 000 €	10 000 €	10 000 €	100%	10 000 €	Diverses commandes sur devis
Fête des mares	1 000 €	1 000 €	1 000 €	100%	1 000 €	Diverses commandes sur devis
Journée Mondiale des Océans	2 000 €	2 000 €	2 000 €	100%	2 000 €	Diverses commandes sur devis
Participations d'ODE auprès des partenaires institutionnels, privés, associatifs	5 000 €	5 000 €	5 000 €	100%	5 000 €	convention
Fête de la Science	10 000 €	10 000 €	10 000 €	100%	10 000 €	convention
Fabrication et acquisition d'outils pédagogiques ODE	10 000 €	10 000 €	10 000 €	50%	5 000 €	Marché à venir
Commandes et achats d'objets de sensibilisation ODE	25 000 €	25 000 €	25 000 €	50%	12 500 €	Marché en cours
Fonctionnement du RES'EAU	5 000 €	5 000 €	5 000 €	100%	5 000 €	Diverses commandes sur devis
Soutien technique fourniture petit matériel Animation	2 500 €	2 500 €	2 500 €	100%	2 500 €	Diverses commandes sur devis
Refonte des sites internet ODE + Observatoire eau	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50%	25 000 €	Marché à venir
Conception et impression Chiffres clés (2021 et 2022)	10 000 €	10 000 €	10 000 €	100%	10 000 €	
Convention LIDAR HD	80 000 €	80 000 €	80 000 €	50%	40 000 €	Convention
Newsletter Observatoire de l'eau	20 000 €	20 000 €	20 000 €	50%	10 000 €	Marché à venir
Formation AQUATIC	2 000 €	2 000 €	2 000 €	100%	2 000 €	Commande sur devis
Licence et maintenance ArcGis Desktop	700 €	700 €	700 €	100%	700 €	Diverses commandes sur devis
Licence et maintenance GEO	1 350 €	1 350 €	1 350 €	100%	1 350 €	Diverses commandes sur devis
Hébergement serveur dédié GEO	4 300 €	4 300 €	4 300 €	100%	4 300 €	Diverses commandes sur devis
Certificat et nom de domaine	500 €	500 €	500 €	100%	500 €	Diverses commandes sur devis
Hébergement serveur mutualisé	570 €	570 €	570 €	100%	570 €	Diverses commandes sur devis
Licence SL'YR	1 500 €	1 500 €	1 500 €	100%	1 500 €	Diverses commandes sur devis
Maintenance du site	2 500 €	2 500 €	2 500 €	100%	2 500 €	Diverses commandes sur devis
Abonnements	8 000 €	8 000 €	8 000 €	100%	8 000 €	Divers abonnements
Aménagement zone d'accueil	5 000 €	5 000 €	5 000 €	50%	2 500 €	Diverses commandes sur devis
Acquisition et animation de la documentation	5 000 €	5 000 €	5 000 €	50%	2 500 €	Diverses commandes sur devis
	341 920 €	341 920 €	341 920 €		244 420 €	
		100%			71%	

ACTIONS			FINANCEMENT		AFFECTATION 2023			Mode de contractualisation
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Subventions (intégrées au budget)		Montant à engager	dont crédits de paiement		
Impression & conception	20 000 €	20 000 €			20 000 €	100%	20 000 €	Diverses commandes sur devis
Campagnes communication Institutionnelle (Notoriété, assainissement, DFAP & grandes vacances) + réseaux sociaux	150 000 €	150 000 €			150 000 €	75%	112 500 €	Différents marchés
Goodies	20 000 €	20 000 €			20 000 €	50%	10 000 €	
Evènementiel	25 000 €	25 000 €			25 000 €	100%	25 000 €	Diverses commandes sur devis
Marché Médias (Podcasts, chaîne YouTube et films insitutionnels)	70 000 €	70 000 €			70 000 €	100%	70 000 €	Marché à venir
Rencontre Personnel / Président	12 000 €	12 000 €			12 000 €	100%	12 000 €	Diverses commandes sur devis
Parutions	30 000 €	30 000 €			30 000 €	100%	30 000 €	Abonnements
Marché Mag "L'ODE & Vous!" (2 numéros)	58 000 €	58 000 €			58 000 €	100%	58 000 €	Marché existant
Agendas et Calendrier 2025	15 000 €	15 000 €			15 000 €	100%	15 000 €	Marché à venir
FILM EAU & CC	10 000 €	10 000 €	OFB	8 000 €	10 000 €	100%	10 000 €	Marché à venir
Forum EAU & CC	5 000 €	5 000 €	ADEME	3 500 €	5 000 €	100%	5 000 €	Diverses commandes
	415 000 €	415 000 €		11 500 €	415 000 €		367 500 €	
		100%					89%	

Programmation 2024 – Budget primitif

Programme de coopération internationale institutionnelle

ACTIONS			AFFECTATION			Mode de contractualisation
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Montant à engager	dont crédits de paiement		
Différentes adhésions organisations internationales	6 000 €	6 000 €	6 000 €	100%	6 000 €	divers devis
Quebec	10 000 €	10 000 €	10 000 €	100%	10 000 €	Convention à venir
Missions diverses	30 000 €	30 000 €	30 000 €	100%	30 000 €	Diverses dépenses
	46 000 €	46 000 €	46 000 €	3 €	46 000 €	0 €
		100%				

Programmation 2024 – Budget primitif

Programme de coopération régionale - CaribSan

ACTIONS			FINANCEMENT				AFFECTATION			Mode de contractualisation
Intitulé action	Montant total projet	Part ODE	Subventions (intégrées au budget)		Contreparties (hors budget)	Montant à engager	dont crédits de paiement			
Caribsan 2 INRAE 1ER SEMESTRE	75 000,00	57 000,00	interreg	52 500,00 €	18 000,00 €	57 000,00 €	100%	57 000,00 €	Convention	
Caribsan 2 INRAE 2eme SEMESTRE	80 000,00	60 000,00	interreg	56 000,00 €	20 000,00 €	60 000,00 €	80%	48 000,00 €	Convention	
Caribsan 2 MARCHE GESTION ADMINISTRATIVE 2024	80 000,00	80 000,00	interreg	56 000,00 €		80 000,00 €	80%	64 000,00 €	Marché à venir	
Caribsan 2 MARCHE AMO TRAVAUX 2024	80 000,00	80 000,00	interreg	56 000,00 €		80 000,00 €	80%	64 000,00 €	Marché à venir	
Caribsan 2 MARCHE COM 2024	20 000,00	20 000,00	interreg	14 000,00 €		20 000,00 €	50%	10 000,00 €	Marché à venir	
Caribsan 2 MARCHE LOGISTIQUE MISSIONS 2024	20 000,00	20 000,00	interreg	14 000,00 €		20 000,00 €	50%	10 000,00 €	Marché à venir	
ETP ING ODE	80 000,00	80 000,00	interreg	56 000,00 €		80 000,00 €	100%	80 000,00 €	Recrutement à venir	
	435 000 €	397 000 €	0 €	304 500 €	0 €	38 000 €	397 000 €	5 €	333 000 €	
		91%		77%	9%				84%	

Bloc programme	PROGRAMME		FINANCEMENT		IMPUTATION BP2024	
	Montant total projets	Part ODE	Subventions	contreparties	Montant à engager	crédits de paiement
Connaissance et expertise	2 176 872 €	1 384 425 €	763 851 €	792 447 €	1 384 425 €	692 213 €
Politiques de bassin et appui technique au territoire	856 920 €	846 920 €	244 660 €	10 000 €	846 920 €	473 940 €
Interventions financières	21 217 224 €	8 644 401 €	75 000 €	12 572 823 €	8 644 401 €	3 295 021 €
Information et sensibilisation des publics	341 920 €	341 920 €	0 €	0 €	341 920 €	244 420 €
Communication institutionnelle	415 000 €	415 000 €	11 500 €	0 €	415 000 €	367 500 €
Coopération internationale institutionnelle et décentralisée	46 000 €	46 000 €	0 €	0 €	46 000 €	46 000 €
CARIBSAN	435 000 €	397 000 €	304 500 €	38 000 €	397 000 €	333 000 €
	25 488 937 €	12 075 666 €	1 399 511 €	13 413 271 €	12 075 666 €	5 452 093 €
		47%	12%	53%		45%



ODE

OFFICE DE L'EAU
MARTINIQUE

Office De l'Eau Martinique



140 Boulevard
de la Pointe des
Nègres 97200
Fort-de-France



05 96 48 47 20



contact@eaumartinique.fr



www.eaumartinique.fr



ODE Martinique

Office De l'Eau